



Égypte - Émirats arabes unis : fers de lance contre l'islamisme dans le monde arabe et quel partenariat pour l'Europe ?

Par Roland Lombardi

15 Mai 2021

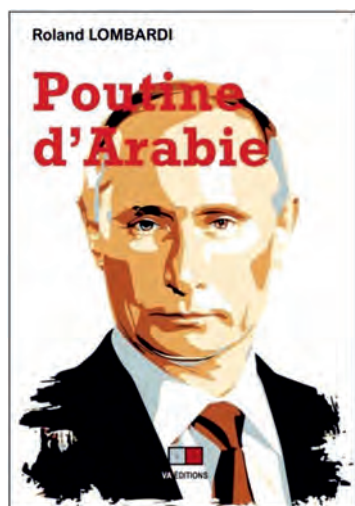


Roland Lombardi est consultant géopolitique, docteur en Histoire contemporaine, spécialisation Mondes arabes, musulman et sémitique, enseignant-chercheur.

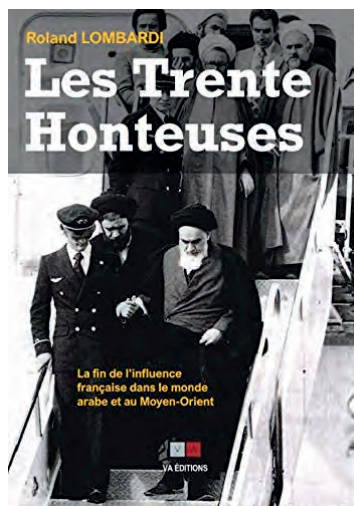
Il est l'auteur d'*Israël au secours de l'Algérie française, l'État hébreu et la guerre d'Algérie : 1954-1962* (éditions Prolégomènes, 2009, réédité en 2015, 146 p.) et co-auteur de *La guerre d'Algérie revisitée. Nouvelles générations, nouveaux regards*. Sous la direction d'Aïssa Kadri, Moula Bouaziz et Tramor Quemeneur, aux éditions Karthala, février 2015 et *Gaz naturel, la nouvelle donne*, Frédéric Encel (dir.), Paris, PUF, février 2016.

Ses dernières publications notables : « *Israël et la nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient : quelles nouvelles menaces et quelles perspectives?* » in *Enjeux géostratégiques au Moyen-Orient*, Études Internationales, HEI - Université de Laval (Canada), VOLUME XLVII, nos 2-3, avril 2017, « *Crise du Qatar : et si les véritables raisons étaient ailleurs?* », *Les Cahiers de l'Orient*, vol. 128, n°. 4, 2017 et « *L'Égypte de Sissi : recul ou reconquête régionale?* » (p.158), in *La Méditerranée stratégique - Laboratoire de la mondialisation*, Revue de la Défense Nationale, été 2019, n°822 sous la direction de Pascal Ausseur et Pierre Razoux.

Derniers ouvrages



Poutine d'Arabie, comment la Russie est devenue incontournable en Méditerranée et au Moyen-Orient (VA Éditions, avril 2020) - Préface de Jean-François Coustillièrre, Contre-amiral (2S), président d'Euromed-IHEDN.



Les Trente Honteuses, la fin de l'influence française dans le monde arabo-musulman (VA Éditions, janvier 2020) - Préface d'Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement et de sécurité de la DGSE.



Le Golfe persique, nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente, sous la direction de Roland Lombardi (L'Harmattan, janvier 2020).

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS 5

PARTIE 1 Les véritables causes des « Printemps arabes » 6

Printemps arabes et Printemps du Nil égyptien 6

Le rôle du Qatar et de la Turquie, positions des Émirats arabes unis (E.A.U.) et de l'Arabie saoudite 9

PARTIE 2 Point sur les Frères musulmans (FM) en Égypte et dans le monde 10

Les FM en Égypte et leur récupération de la révolution puis leurs victoires électorales (2011-2013) 10

Bilan du mandat inachevé du président Morsi 11

État des lieux de la pénétration des Frères musulmans dans le monde arabe, en Europe et en Occident 12

PARTIE 3 Le « retour » de l'armée, répression contre les FM et lutte contre le terrorisme djihadiste 14

L'armée, un pilier historique de l'État égyptien 14

Sissi, un Bonaparte égyptien ? 17

Sissi face aux Frères musulmans et au terrorisme 19

PARTIE 4 Le grand défi de la guerre économique de Sissi 23

Volontarisme économique et grands travaux 23

Modernisation, réformes historiques, mesures d'austérité... et Covid-19 24

Lutte sans précédent contre les trafics et la corruption 27

L'Égypte, future puissance gazière ? 27

PARTIE 5

Au-delà de la force brute et des réformes socio-économiques, les E.A.U., un modèle pour Sissi et Mohammed ben Salmane (MBS) ?

32

- Émirats arabes unis, nouvelle République de Venise et le Hong Kong du Moyen-Orient
et modèle économique et de gouvernance pour l'Égypte et l'Arabie saoudite de MBS ? 33
- Nationalisme et le salafisme madkhaliste : des solutions ? 37

PARTIE 6

L'Entente contre-révolutionnaire Égypte - Émirats arabes unis - Arabie Saoudite (de Mohammed ben Salmane - MBS) contre l'islam politique et l'Axe Qatar/Turquie

40

- Le retour de l'Égypte sur l'échiquier international et régional 41
- La Russie, le nouveau juge de paix régional (Syrie) (à partir de 2015) 43
- Les États-Unis de Donald Trump (2016-2020) à Joe Biden (2021-...) 46
- L'Égypte et les E.A.U. face au chaos libyen 47
- Yémen : le borbier saoudien et rôle de l'Égypte et des E.A.U 49
- La crise avec le Qatar (2017-2021) 51
- Rapprochement de la Turquie et du Qatar avec l'Iran, pour quoi faire ? 52
- La Chine au Moyen-Orient 53

PARTIE 7 - Perspectives géopolitiques

57

- Pandémie de la Covid : quel impact pour la région ? 57
- Le retour des Frères musulmans est-il possible ? Quelles conséquences pour la région,
l'Europe et l'Occident ? 58
- Quid de l'affrontement entre l'Entente Égypte-E.A.U.-Arabie Saoudite et l'Axe Turquie
- Qatar (et Iran) à partir de 2021 60
- L'Égypte et les Émirats, facteurs stabilisants de la région du Moyen-Orient et alliés de l'Europe ?
L'exemple de la coopération entre l'Entente arabe égypto-émirien et trois principaux
pays européens : Chypre, la Grèce et la France. Quel avenir ? 62

Conclusion

64

Annexes

67



Manifestation égyptienne contre les Frères musulmans - Alexandrie, Sidi Gaber, 30 juin 2013

Avant-propos

Nous proposons dans ce rapport d'aborder dans un premier temps les révolutions arabes de 2011 et la façon dont elles ont impacté ces deux pays ou été appréhendées par eux ; puis, la position de l'armée égyptienne face aux Frères musulmans et la coopération avec les Émirats arabes unis ; la façon dont le Président Abdel Fattah Al-Sissi compte redresser son pays économiquement et idéologiquement face à la double menace du djihadisme et de l'islam politique des Frères musulmans, après avoir sévèrement démantelé et réprimé cette organisation en coopération étroite avec les Émirats, également alliés de l'Arabie saoudite, de la Russie, mais également de la France, de la

Grèce et de Chypre face à la Turquie islamiste de M. Erdogan, soutenue par le Qatar dans le monde arabe, notamment en Libye ou en Méditerranée orientale ; et enfin les axes de coopération possibles ou déjà existants entre les pays européens précités et ces deux pays. Et pour finir, les perspectives géopolitiques que nous envisageons à partir de 2021 au sujet de l'affrontement pour le leadership idéologique et politique dans la région entre l'Entente Égypte-Émirats arabes unis-Arabie saoudite et l'Axe turco-qatari-frères musulmans. Son issue pouvant avoir des conséquences majeures pour l'avenir de la sécurité de l'Europe...

PARTIE 1

Les véritables causes des « Printemps arabes »

Printemps arabes et Printemps du Nil égyptien

Le propos n'est pas ici de revenir dans les détails sur les origines historiques, les causes socio-économico-politiques ou encore sur le déroulement des mouvements révolutionnaires ou contestataires, avec une ampleur et une intensité très variables, qui ont touché de nombreux pays du monde arabe à partir de décembre 2010. Certains confrères ont déjà très bien expliqué avec précision le pourquoi et le comment de ces « révolutions », notamment le politologue et spécialiste de l'islam et du monde arabe contemporain, Gilles Kepel, dans son ouvrage *Sortir du chaos, les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient* (Gallimard, 2018).

Dix ans plus tard, ce que nous pouvons dire c'est que les « printemps des peuples » arabes, comme l'annonçaient dès 2011, avec un angélisme et un enthousiasme naïf certains observateurs et « experts », n'ont pas eu lieu. Le fameux « vent de l'histoire » s'est très vite transformé en tempêtes et ouragans, balayant au passage tous les espoirs d'une démocratisation rapide de la région. De fait, toutes les différentes transitions démocratiques furent un naufrage.

À l'époque néanmoins, peu d'analystes ont fait preuve de prudence. Et surtout, n'ont pas perçu les véritables causes de ces soulèvements. Pour résumer rapidement, et au-delà encore une fois des différences intrinsèques pour chacun des États en proie aux troubles, ainsi que du mimétisme du cas tunisien où tout commença, ce furent globalement moins des revendications politiques et démocratiques (pour une minorité de jeunes étudiants progressistes des capitales arabes et initiateurs des mouvements) que la misère endémique et un violent rejet de l'affairisme, du népotisme et de la

corruption de la part de vieux systèmes dictatoriaux à bout de souffle (pour la grande majorité des manifestants) qui poussèrent les peuples dans les rues. C'est un point peu évoqué mais qui aura toute son importance pour comprendre la suite des événements...

Dès le début des révoltes, beaucoup avaient benoîtement appréhendé ces événements avec le prisme de leur éthique et de leurs valeurs occidentales. Du fond de leurs microcosmes parisiens ou universitaires et aveuglés pour certains par leur idéologie, ils se sont alors lamentablement fourvoyés, balayant volontairement d'un revers de main le poids incontournable au sud de la Méditerranée, des clans, des tribus, de l'islam et surtout de l'islamisme, mais également du traditionnel culte du chef (Zaïm) ou encore de la quasi-vénération du « Sabre » (l'armée) et de la Force, et enfin des pro-fondes différences historiques, conjoncturelles et structurelles entre chaque pays touché. Dès lors le même scénario qu'en Iran en 1979 ou en Algérie dans les années 1990, se mit en place : devant l'absence d'émergence de leaders démocrates valables et d'organisations politiques tangibles, il était inévitable que ces mouvements soient très vite récupérés par des forces plus déterminées, mieux structurées et organisées. En l'occurrence, les Frères musulmans, financés par le Qatar et soutenus par la Turquie de M. Erdogan. Un temps, après l'illusion et le mythe des « groupes de jeunes démocrates, laïcs et progressistes », certains occidentaux crurent même finalement à l'alternative politique de ces islamistes, toujours « vendus », par l'efficacité des communicants de Doha, comme « modérés » auprès des Occidentaux. Ce fut particulièrement le cas en Libye ou en Syrie...

Dès lors, les « Printemps arabes » se sont très rapidement transformés en « hiver islamiste » (victoires électorales des islamistes en Tunisie et en Égypte), en guerres civiles ou en chaos (Libye, Syrie, Yémen...) engendrés par le terrorisme d'al-Qaïda ou de Daesh.

Le cas égyptien

Le Printemps du Nil, nom romantique donné à la révolution égyptienne qui commença le 25 janvier 2011, un mois après les événements de Tunisie, est d'ailleurs, avec ce pays, l'un des exemples les plus éloquents de ce processus de transition politique au profit des islamistes.

L'Égypte représente plus de 1 million de km² mais seulement 10 % sont des terres utiles (Delta et Vallée du Nil), le reste n'étant que désert. Sa population dépasse aujourd'hui les

100 millions d'habitants. Le taux de fécondité est de 3,37 enfants par femme (2017). Jusqu'en 2011, la croissance économique a toujours été soutenue à bout de bras par le tourisme et, surtout, les aides américaines. Elle n'a jamais permis, cependant, d'assurer un niveau social correct en matière d'éducation, de logement, de santé et d'emploi. C'est pour cette raison que le pays a régulièrement été confronté à des émeutes ou des manifestations de protestation populaire (comme les émeutes du pain en 2009 provoquées par la hausse du prix du blé suite à la crise financière mondiale de 2008). Or la révolution de 2011 fut le mouvement de colère le plus important qu'ait connu l'Égypte. Ici, le chômage, l'augmentation des prix des biens de première nécessité, les conditions de vie dégradées et, enfin, les abus des forces de police égyptiennes, les procédures judiciaires expéditives, le manque de liberté d'expression et la corruption avérée des élites du pays seront les déclencheurs. On l'a dit, pour une minorité des meneurs, les deux principales revendications des manifestants seront alors la fin de l'État policier et l'avènement de la démocratie.

Faisons alors un rapide rappel des grandes étapes :

Donc, le mardi 25 janvier 2011, une vaste manifestation, pourtant interdite, commence au Caire, et des milliers de personnes se réunissent sur la place Tahrir, qui deviendra un véritable symbole. Dès le lendemain, le mouvement de protestation prend de l'ampleur malgré les interdictions des autorités. Des manifestations ont alors lieu partout en Égypte, à Suez, Alexandrie, Assiout, Assouan et Ismailya, dans le Sinaï. Dans la capitale, malgré les tentatives de dispersion de la police, la place Tahrir devient le centre de convergence des manifestants et elle sera occupée chaque jour jusqu'au départ de Moubarak. Partout dans le pays, les grèves se multiplient, les bâtiments et symboles du pouvoir sont détruits, les affrontements avec les forces de l'ordre sont nombreux mais la présence des journalistes occidentaux et des télévisions Al-Jazeera et Al-Arabiya semble freiner la police dans ses actions. C'est alors que le gouvernement tente d'empêcher la couverture médiatique des événements. Il fait couper leurs réseaux aux compagnies de téléphone mobile ainsi que le réseau Twitter. À partir de 22 h, c'est tout le réseau Internet qui est suspendu dans tout le pays. Une vague d'arrestations et de répression est alors lancée. Sont touchés, journalistes, leaders d'opposition ou de manifestation, cyberdissidents...

Le 28, les manifestations et les heurts se multiplient. Ce jour sera appelé le « vendredi de la colère ».

On évoque la présence de faux sympathisants du Président Moubarak, en fait des agents infiltrés de la police, armés de couteaux et de bâtons qui attaquent les manifestants. À la fin

de l'après-midi, le gouvernement annonce un couvre-feu à partir de 18 heures jusqu'à 7 heures dans les villes du Caire, Suez et Alexandrie d'abord puis dans tout le pays.

L'armée entre alors en scène. C'est elle, bien sûr, qui est chargée de faire respecter ce couvre-feu. Des troupes de la garde présidentielle entrent au Caire et se déploient. Elle vient remplacer la police dépassée par les événements et cible principale de la colère populaire. Déjà, l'armée joue l'apaisement au lieu d'une répression ferme. Elle va tout d'abord se présenter comme assez laxiste pour faire respecter le couvre-feu. Le message est clair. Certes, l'armée interdit les violences et les dégradations mais permet les rassemblements et les manifestations pacifistes. D'où le témoignage de plusieurs sources qui rapportent un relatif bon accueil, voire des scènes de fraternisation avec les militaires...

Le 28 à minuit, Moubarak fait une intervention télévisée. Son discours d'apaisement et de promesses démocratiques n'y fait rien.

Le 29, le lendemain, l'armée place ses premières pièces. La présidence annonce la constitution d'un nouveau gouvernement, avec à sa tête Ahmed Chafik, ancien officier supérieur de l'armée de l'air. Omar Souleiman, le patron des renseignements égyptiens, est nommé, lui, vice-Président, poste qui n'était plus occupé depuis 1981 et l'arrivée de Moubarak. Mais ces annonces n'apaisent pas la situation. L'armée prend bien soin de laisser la police s'occuper de la répression et d'être en première ligne dans les affrontements, c'est d'ailleurs son rôle... Puis, le pouvoir tente une nouvelle manœuvre. Espérant ramener l'obéissance par la terreur et l'intimidation, celui-ci se lance dans une stratégie du chaos. La police commence à se retirer et dans la nuit du 29 au 30, des milliers de prisonniers s'évadent ou sont libérés par des émeutiers. Les pillages et les incendies se multiplient. Des comités populaires sont mis en place, quartier par quartier et village par village, pour assurer la protection des biens et des personnes.

Le 30 janvier, le ministère de l'information déclare l'interdiction de la chaîne qatarie Al-Jazeera, puis la suspension de l'accréditation de ses journalistes et la fermeture de ses locaux. Le Caire est déserté par la police et les rues jonchées de débris...

Le 31, sixième jour consécutif du mouvement, les manifestations au Caire continuent et la place Tahrir devient l'épicentre des revendications. Dès 15 h, à l'heure où débute le couvre-feu avancé, en signe de menace, des avions et des hélicoptères survolent à basse altitude la place... Mais les

manifestations ne faiblissent toujours pas. Moubarak annonce un nouveau gouvernement. Les ministres proches de Gamal Moubarak, le fils du raïs, et issus du monde des affaires, tant critiqués et décriés, sont écartés du nouvel exécutif tandis que le ministre de la Défense, le maréchal Hussein Tantawi est promu vice-Premier ministre et Omar Souleiman est confirmé à son poste de vice-Président. Parallèlement, l'armée proclame qu'elle juge « légitime » les revendications des manifestants et qu'elle ne fera pas usage de la force à leur rencontre, à la condition que les manifestations et les rassemblements demeurent pacifiques.

Le 1^{er} février, une marche géante, « la marche du million », est organisée au Caire et à travers tout le pays.

Le 2 février, afin de marquer les esprits et essayer de marginaliser l'opposition, le pouvoir lance au Caire une contre-manifestation comptant plusieurs centaines de milliers de personnes. Place Tahrir, des « balaguas » présentés par le régime comme des travailleurs et honnêtes gens du peuple lassés par le désordre et partisans de Moubarak (en fait beaucoup de voyous stipendiés par la police) attaquent les occupants de la place. Les heurts vont se prolonger jusqu'au 4 février. C'est le jour que choisit le maréchal Tantawi pour faire une visite très symbolique aux manifestants de la place Tahrir. Malgré des déclarations apaisantes du président (augmentation des salaires des fonctionnaires et des retraites), les affrontements avec la police, les manifestations et les grèves vont pourtant continuer jusqu'au 10 février. L'armée, tout en maintenant un calme et un ordre relatif, alarme sur les risques de chaos et commence à profiter du pourrissement de la situation.

Le 10 février, elle achemine des renforts vers les troupes déjà présentes autour de la place Tahrir. Toutefois, l'armée reste en observation tout en se gardant d'intervenir, laissant la colère des manifestants se focaliser sur la police et Moubarak. Ce même jour, le général Hassan el-Roweini qui commande les militaires positionnés aux abords de la place, déclare une nouvelle fois au nom de l'armée que les demandes populaires vont être rapidement satisfaites, sous-entendant une annonce très prochaine du départ de Moubarak.

Le lendemain, soit le 11 février, l'armée déclare qu'elle s'assurera de la tenue d'élections libres tandis qu'en fin d'après-midi Omar Souleiman annonce enfin le départ de Moubarak qui, sous la pression de l'armée, renonce à l'exercice de toutes ses fonctions. La revendication maîtresse des manifestants est donc satisfaite. Sur la place Tahrir c'est la liesse.

Face à une contestation qui ne faiblissait pas depuis dix-huit

jours et afin d'éviter que le pays ne sombre dans le chaos, les militaires, qui d'ailleurs étaient bien avant les événements hostiles au scénario qui aurait voulu que Gamal Moubarak succède à son père, ont « lâché » celui qui était constitutionnellement et symboliquement leur chef. Ce choix des militaires était d'autant plus facile que les revendications des manifestants, grâce en grande partie à l'attitude de l'armée, se concentraient sur Moubarak qui était devenu le responsable de tous les maux du pays. Après le départ de Moubarak, le pouvoir sera transféré totalement à l'armée et les généraux égyptiens vont alors se présenter comme les garants de l'ordre et de la transition démocratique. Mais au lieu de s'entendre avec les libéraux de la place Tahrir et de prendre en compte les revendications sociales et politiques, la hiérarchie militaire va gérer l'après-Moubarak et la transition démocratique, qu'elle a pourtant promise, dans le seul but de se maintenir au pouvoir.

Certes elle a éliminé Moubarak, jeté ses fils en prison, interdit son ancien parti politique, rencontré symboliquement des représentants des manifestants et a enfin adopté un calendrier constitutionnel (réforme constitutionnelle limitée aux conditions d'élection du Président, élections législatives puis présidentielle). Cependant, tout en laissant se développer les problèmes sociaux liés au ralentissement de l'activité économique et surtout une insécurité à laquelle les Égyptiens ne sont pas habitués, le régime militaire, tout en prenant les habits neufs d'un éventuel recours, a placé en fait ses pièces, durant cette longue année de crise jalonnée d'impatience, de protestations, de manifestations et parfois de heurts. Des arrestations se poursuivent et les généraux se sont donné surtout les moyens de se maintenir en recyclant notamment les notables de l'ancien parti présidentiel, le PND¹, dans les divers mouvements politiques du nouveau paysage politique égyptien finalement très peu modifié...

Surtout, ils se sont rapprochés des Frères musulmans, qui avaient rejoint rapidement le mouvement protestataire mais qui, mieux organisés, en devinrent alors les premiers bénéficiaires parmi les opposants.

Certes, le maréchal Hussein Tantaoui et son Conseil suprême des Forces armées ont également misé, tout comme l'ont fait par le passé Sadate et Moubarak, sur la vieille tactique qui est celle de « soutenir » secrètement les islamistes² pour les présenter comme une menace et un repoussoir et ce, afin de sauvegarder l'appui, les armes et l'argent de l'Occident. Or, nous le verrons plus loin, si jusqu'ici la crise a été gérée de main de maître par l'armée, cette stratégie va se révéler de plus en

¹ Parti national démocratique.

² Les services de renseignement égyptiens ont, par ailleurs, infiltré depuis bien longtemps les ennemis « intérieurs » et sont au fait de tout ce qui se trame chez les islamistes des Frères musulmans, première opposition sérieuse du pouvoir. De plus, l'armée, malgré une lutte acharnée contre la Confrérie, a toujours entretenu des contacts ambigus et plus ou moins secrets avec certains de ses membres...

Le rôle du Qatar et de la Turquie, positions des Émirats arabes unis (E.A.U.) et de l'Arabie saoudite

Tout d'abord, il faut bien comprendre que le petit émirat du Qatar est une complexité à l'intérieur même de la complexité régionale. Pour comprendre ce pays et sa mentalité, l'ouvrage du grand reporter Emmanuel Razavi, qui a vécu de nombreuses années à Doha, et intitulé : *Qatar, vérités interdites* (Ed. L'Artilleur, 2017) ou encore *Les vrais ennemis de l'Occident : du rejet de la Russie à l'islamisation de nos sociétés ouvertes* (Éditions du Toucan, 2016) du géopolitologue Alexandre Del Valle, sont recommandés.

Le rôle du Qatar dans les Printemps arabes est connu. Il est à ce titre le champion du double jeu, lui qui a financé des analyses qui le dédouanent mais pointaient du doigt ses voisins saoudiens ou koweïtiens alors qu'il a été le premier bailleur des révoltes politiques ou des rébellions islamistes armées en Syrie et en Libye.

Pour résumer rapidement : le petit émirat est resté longtemps peu connu, aux marges de l'actualité internationale. Immensément riche grâce à ses ressources gazières, il s'est pourtant peu à peu imposé, sous la férule de l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani, comme un acteur incontournable voire parfois indispensable, notamment auprès de certains pays occidentaux confrontés à des crises dans la région (négociations et libérations d'otages par exemple).

L'influence qu'il a pu acquérir depuis le début des années 2000 va donc bien au-delà de son voisinage moyen-oriental. Le Qatar bénéficie d'une notoriété mondiale qui peut paraître disproportionnée au regard de sa petite taille et de sa faible population. Il est notamment devenu célèbre en France pour ses prises d'intérêt dans le domaine du sport (acquisition du club Paris-Saint-Germain) mais également dans des secteurs beaucoup plus stratégiques, avec des parts importantes dans de grandes sociétés comme Total ou Vinci. Du fait de ses

investissements multiples et de son fer de lance médiatique, la chaîne mondialement suivie Al-Jazeera, l'émirat avait pour ambition de devenir une sorte de République de Venise moyen-orientale... C'est toutefois à la faveur des Printemps arabes que le rôle diplomatique de Doha s'est développé de manière significative. Ces révolutions qui ont bouleversé le monde arabe lui ont donné l'occasion, en les «récupérant» ou en les orientant, de s'ériger en promoteur d'une démocratie pourtant inexistante sur son propre sol. En vérité, l'émirat y a vu une opportunité de promouvoir l'islam politique des Frères musulmans dont il est le protecteur et le principal bailleur de fonds depuis les années 1990, lorsque la confrérie fut notamment expulsée d'Arabie saoudite. Le but était clair : placer à la tête de pays anciennement ennemis ou rivaux des partis plus ou moins liés à la Confrérie, comme en Tunisie, en Égypte, en Libye ou en Syrie. Il fut aidé en cela par la Turquie d'Erdogan. Celui-ci, président de l'AKP, branche frériste du parti islamiste turc, se révélera comme «le bras armé» (en Syrie et en Libye notamment) ou encore «le janissaire géostratégique» du petit Qatar. Nous reviendrons sur cette alliance plus loin.

Quant à l'Arabie saoudite, on le sait, elle a soutenu et financé depuis des décennies le wahhabisme (salafisme) et la plupart des mouvements salafistes à travers le monde... Lors des événements de 2011, elle aussi s'est dit que c'était peut-être l'occasion de pousser ses pions et, à la faveur des révolutions, d'aider des partis salafistes à se rapprocher du pouvoir, là encore, dans des pays traditionnellement hostiles comme en Syrie. Or très rapidement, les Saoud se sont ravisés, craignant un «effet boomerang» et des répercussions négatives pour leur propre pouvoir et la stabilité de leur royaume. C'est pourquoi l'armée saoudienne intervient au Bahreïn pour mater les premières manifestations en février 2011 ou au Yémen en 2015. En Égypte précisément, en dépit des victoires électorales des partis salafistes qu'elle finance, l'Arabie saoudite soutient finalement l'armée dans sa reprise en main du pays.

Cette stratégie contre-révolutionnaire inspirée par les Émirats arabes unis, qui eux ont très vite perçu le danger, se confirmera et s'accentuera à partir de 2015, avec le nouveau roi Salmane et surtout la montée en puissance de son fils, le prince héritier, Mohammed ben Salmane. Nous y reviendrons... Quoi qu'il en soit, c'est dans ce contexte que se forma à partir de 2013 une alliance contre-révolutionnaire composée de l'Égypte de Sissi, des Émirats arabes unis de Mohammed ben Zayed (MBZ) et à partir de 2015, de l'Arabie saoudite de Mohammed ben Salmane (MBS). Son but : s'opposer dans le monde sunnite, aux promoteurs de l'islam politique et de nouvelles révoltes, le Qatar et la Turquie (voir Partie 6).

PARTIE 2

Point sur les Frères musulmans (FM) en Égypte et dans le monde

Les FM en Égypte et leur récupération de la révolution puis leurs victoires électorales (2011-2013)

Hassan Al-Banna, le fondateur des Frères musulmans, assassiné en 1949, aurait eu bien du mal aujourd'hui à reconnaître l'organisation qu'il avait créée en 1928 en Égypte. En effet, depuis les années 1930, la Confrérie a essaimé sur toute la planète (nous développerons ce point et ses origines plus loin) et s'est scindée en de multiples branches qui parfois se combattaient. En Égypte, grâce, il faut bien le reconnaître, aux jeux troubles du pouvoir passé, oscillant entre répressions et manipulations, les Frères ont « investi » la société égyptienne, se substituant alors à un État défaillant dans le secteur social et en y construisant méthodiquement de nombreux relais et réseaux notamment auprès du petit peuple pauvre des campagnes et des villes en lui apportant aides sociales et caritatives. Le « printemps du Nil » et ses victoires successives aux élections (législatives et présidentielle de 2012) confirmèrent finalement, on l'a vu, et en dépit de décennies de surveillance et de répression, que l'organisation était de fait la principale et la mieux organisée des forces politiques égyptiennes dans l'opposition au régime. Ainsi, lors des élections libres organisées à l'hiver 2012, celles-ci voient un raz de marée islamiste ; 40 % des votes exprimés en faveur des Frères musulmans et 25 % pour les extrémistes salafistes (que nous traiterons également par la suite).

En vue de l'élection présidentielle, la junte militaire du Conseil suprême des Forces armées (CSFA) mit alors habilement à l'écart le leader le plus charismatique et le plus capable des Frères musulmans, Khairat al-Shater pour des raisons techniques douteuses (son emprisonnement sous le régime de Moubarak). En dépit de cela, le premier tour de l'élection présidentielle de mai 2012 devait encore confirmer

l'efficacité et cette montée en puissance des Frères puisque c'est finalement un face-à-face très symbolique qui a lieu quelques semaines plus tard pour le second tour. En effet, les deux finalistes furent le « candidat de l'ordre », Ahmed Chafiq, ex-général et dernier Premier ministre de Moubarak, et Mohamed Morsi, ingénieur de 61 ans, ayant fait une partie de ses études aux États-Unis et surtout, candidat et président du Parti de la liberté et de la justice, formation politique directement issue des Frères musulmans.

C'est finalement ce dernier qui remporte l'élection le 17 juin 2012. Premier président élu vraiment démocratiquement (même si les Frères musulmans sont aussi des experts en fraude électorale et bourrage des urnes...). Sa victoire ne sera cependant officialisée qu'après quelques jours de tensions et d'incertitudes, Chafiq ne voulant pas reconnaître sa défaite et les militaires cherchant vraisemblablement à préparer le mieux possible (pour eux) cette fameuse transition « démocratique » tant attendue... De fait, dans l'intervalle, à 48 h du second tour, le 15 juin, la Haute Cour constitutionnelle avait dissous la Chambre basse, dominée depuis janvier, on l'a vu, par la Confrérie des Frères musulmans. De même, dernière manœuvre des militaires pour éviter que les islamistes prennent le contrôle total du pouvoir politique, le CSFA publia une « déclaration constitutionnelle » qui réduisait considérablement les prérogatives du futur président de l'État. Ainsi, les généraux conserveront le pouvoir de légiférer, de déclarer la guerre et de maintenir l'ordre dans le pays. De plus, ce sont eux qui superviseront la composition du comité chargé de rédiger la nouvelle Constitution et disposeront d'un droit de veto sur ce texte.

Repoussant apparemment le scénario algérien des années 1990 et un éventuel brutal « arrêt du processus démocratique », les militaires préférèrent donc le modèle du soft coup turc de 1997³ et ainsi, la subtilité et la négociation en coulisse avec les islamistes. Les généraux égyptiens se résignèrent ainsi à accepter, sûrement à leurs conditions⁴, la victoire de Morsi. Le 24 juin 2012, le président de la commission électorale proclame officiellement Mohamed Morsi élu avec 51,73 % des voix au poste de président de la République. Il sera investi six jours plus tard.

Pour la première fois depuis 1954, le président égyptien est un civil, islamiste et surcroît.

3 En Turquie, l'institution militaire s'est toujours considérée comme le seul véritable défenseur de la laïcité. Dotée d'un réel pouvoir économique, l'armée turque a, par ailleurs, toujours gardé la haute main sur les affaires extérieures et sur la sécurité intérieure. C'est ainsi que cette dernière procéda à trois violents coups d'État (1960, 1971 et 1980) et surtout, deux soft coups pour enrayer la montée des islamistes turcs en 1997 et en 2007. Le second soft coup de 2007 n'ayant pas été aussi réussi que le premier, puisque suite à l'échec des manœuvres politiques des généraux turcs pour entraver l'accession à la présidence de la République de l'islamo-conservateur Abdullah Güllü, des centaines d'arrestations d'officiers, d'active ou en retraite, se sont produites...

4 Le CSFA a rencontré le véritable leader des Frères musulmans, Khairat El-Shater, et a conclu un accord secret avec lui stipulant que Morsi deviendrait officiellement président mais que l'armée resterait aux rênes du pouvoir.

Bilan du mandat inachevé du président Morsi

S'ils ont montré leur habilité à conquérir le pouvoir, l'épreuve de celui-ci et surtout leur incurie et leur incompétence à gouverner, mais aussi quelques subtiles manœuvres souterraines des militaires, les Frères musulmans se sont rapidement décrédibilisés auprès des Égyptiens et précipiteront leur chute.

À la mort de Mohamed Morsi le 17 juin 2019, durant son procès, après un malaise, nous revenions dans un entretien, sur le mandat de l'ancien président égyptien (de 2012 à 2013) et expliquions : « Mohamed Morsi a démontré que les Frères musulmans avaient une certaine capacité à prendre le pouvoir. Mais une fois parvenu au sommet de l'État, ce fut une autre affaire. Par le biais d'accords secrets, il s'était notamment engagé à ce que l'armée garde la prérogative des affaires internationales, de la sécurité, de la Défense et par-dessus tout, de l'économie. Ces accords faisaient en quelque sorte office de ligne rouge à ne pas franchir. Tout ce qui concernait le reste, à commencer par les affaires sociales, devait rester dans le pré carré de la Confrérie. Très vite toutefois, les Frères ont voulu grignoter les platebandes des militaires. Ce fut là leur erreur, et sans aucun doute la première cause du coup d'État organisé par l'armée (...). En clair, on peut dire que si Morsi respectait Sissi, musulman pratiquant, il a essayé, dans les faits, de le flouer. Dans le domaine sécuritaire notamment, il a voulu répliquer le même processus qu'en Turquie en évinçant peu à peu les militaires de tous les rouages de l'État. Il a ainsi procédé à des purges dans la police par le biais de mises à l'écart ou de limogeages, lesquels ont amené à des failles sécuritaires importantes qui ont servi les intérêts des groupes salafistes. Une autre erreur de Morsi a été de vouloir prendre en main le domaine économique, là aussi tenu par l'armée ».

J'ajoutais : « il faut bien comprendre que Morsi n'était pas le premier choix des Frères Musulmans. C'est un second couteau, un apparatchik choisi par défaut. Alors que l'Égypte faisait face à de nombreuses pénuries, notamment celle du fioul, il s'est montré inapte à faire face, car il n'avait pas la moindre idée de ce qu'étaient les affaires de l'État. Ne sachant pas s'entourer, n'ayant aucun conseiller et haut fonctionnaire digne de ce nom dans son environnement proche, il n'a été à la hauteur d'aucun défi, ce qui a eu pour effet, là encore, de tendre ses relations avec l'armée. Durant sa présidence, presque tous les textes proposés à l'Assemblée nationale égyptienne avaient un lien avec la charia, ce qui en dit long ».⁵

Pour le philosophe, diplomate et patron du Centre international de géopolitique et de prospective analytique

(CIGPA), Mezri Haddad, « Morsi et son gouvernement ont fait preuve d'amateurisme politique et d'incompétence. Sur le plan social, économique, sécuritaire et diplomatique, l'Égypte a connu entre juin 2012 et juillet 2013 une régression vertigineuse. Sur le plan sécuritaire, le pays a été victime d'une vague d'attentats dont les chrétiens ont été la principale victime. Mais la goutte qui a fait déborder le vase a été la question très sensible du Sinaï. Sous la houlette d'Obama et dans le cadre d'un plan secret, une large partie du Sinaï devait être rétrocédée aux Palestiniens du Hamas pour constituer un État géographiquement cohérent, eu égard à sa contiguïté avec Gaza. Ce plan arrangeait Obama - qui aurait été le premier président américain à résoudre la question palestinienne - certains Palestiniens, et même Israël. Mais pour l'armée égyptienne, c'était une ligne rouge. D'où la déstabilisation des Frères musulmans en 2013, puis la campagne d'éradication engagée à leur encontre. Le point d'orgue a été les grandes manifestations de juin-juillet 2013, lors desquelles près de 30 millions d'Égyptiens sont descendus dans la rue pour exiger le départ de Morsi ».

Suite à ces manifestations, l'armée égyptienne déclenche un coup de force et reprend les rênes du pouvoir le 3 juillet 2013. Morsi est alors embastillé et condamné à 45 ans de prison pour incitation à la violence, terrorisme et espionnage au profit de l'émirat du Qatar, indéfectible soutien de l'organisation islamiste. Maintenu à l'isolement pendant six ans, il perd la vue et décède, on l'a dit, suite à un malaise cardiaque durant son procès en 2019. Pour ses supporters, le pouvoir égyptien serait responsable de sa mort. À Istanbul, par exemple, des milliers de personnes, proches de l'AKP d'Erdogan, ont ainsi participé à une prière funéraire à sa mémoire. Quoiqu'il en soit, présenté comme un « martyr » (tel que l'a qualifié le président turc Erdogan, la Turquie et le Qatar étant les derniers principaux soutiens de l'islam politique), voire comme « le Dalai Lama égyptien » par la confrérie islamiste et leurs « idiots utiles » en Occident, il est nécessaire de rappeler que sous ses airs bonasses et de gros nounours sympathique, l'ancien président égyptien était loin d'être un paragon de vertu démocratique et d'où il venait...

⁵ Emmanuel RAZAVI « Qui était Mohamed Morsi », Fild, 24 juin 2019.

État des lieux de la pénétration des Frères musulmans dans le monde arabe, en Europe et en Occident

La confrérie islamiste est présente dans plus de 70 pays. Pour comprendre l'origine, l'essence, l'idéologie et les objectifs de l'organisation des Frères musulmans, créée on l'a dit en 1928 en Égypte par Hassan el-Banna, sur le modèle organisationnel des mouvements fascistes et communistes de l'époque, il faut lire l'ouvrage de référence sur le sujet d'Alexandre del Valle et Emmanuel Razavi, *Le Projet : La stratégie de conquête et d'infiltration des Frères musulmans en France et dans le monde*, publié aux éditions de L'Artilleur en 2019.

En voici un extrait : « Loin d'être restée une simple organisation pyramidale, la « Société » des Ikhwan est devenue un mouvement hétérogène dont la cohésion est assurée plus par les affinités idéologiques de ses membres, que par la direction égyptienne. Au niveau mondial il n'y a plus de structure réellement hiérarchisée et centralisée avec un sommet et une base obéissante. On a plutôt affaire à une organisation horizontale et décentralisée. Ainsi, les organisations liées aux Frères jouissent d'une très large autonomie, tout en suivant la ligne d'une direction mondiale souple dont les déclinaisons européennes à elles seules comprennent entre 300 et 350 centres. Ceci explique pourquoi les membres éminents de structures fréristes affirment qu'ils ne sont pas membres de La Confrérie. Un demi-mensonge... Pour parvenir à leurs fins, les idéologues de La Confrérie ont mis au point une véritable stratégie d'expansion « par étapes » qui fut révélée en 1992 lorsque la police égyptienne prit connaissance d'un plan secret, lors d'une perquisition au domicile d'un membre. Ce manuel stratégique, appelé *Tamkine*, qui sera confirmé plus tard par le fameux « Projet » saisi chez Youssef Nada en Suisse (voir chapitre II), a comme ultime but de prendre le pouvoir et réaliser partout la *Hakimiyya*⁶. Les trois étapes essentielles du plan sont : 1/ diffuser leur vision totalitaire de l'islam sous couvert d'islam officiel et de respect de la religion ; 2/ former-sélectionner les individus-clefs devant transmettre la conception frériste partout où ils agissent, via le témoignage et l'entrisme ; 3/ parfaire la phase finale de prise du pouvoir politique une fois la société acquise et les élites préparées. Le *modus operandi* consiste à prendre le contrôle du pouvoir suprême par la constitution d'un vaste réseau décentralisé, puis la création de multiples sections cloisonnées qui maillent toute la société, puis par l'infiltration et l'entrisme dans l'enseignement, les ordres de médecins, d'avocats, les banques et institutions financières, les syndicats, les centres hospitaliers, les tribunaux et les partis politiques et médias (comme *Al-Jazeera*). La priorité, [...] est donc

la formation des jeunes et des futures élites. La force des Frères est en effet d'opérer n'importe où et à tous les niveaux de la société, dans les domaines caritatifs, sportifs, médiatiques, politiques ou éducatifs. Partout où ils s'implantent, leur premier souci est d'établir des écoles, des cliniques, des clubs sportifs, et de proposer des microcrédits sans *riba* (intérêt) aux musulmans qui adhèrent à leurs principes idéologiques, lesquels ont été définis par Hassan al-Banna et perfectionnés par son gendre, Saïd Ramadan. Leur leitmotiv est le suivant : « Le savoir, c'est le pouvoir ». Et le savoir passe par l'entrisme dans les petites écoles, les lycées, les universités et les médias. L'accès final au pouvoir passe logiquement par des alliances pragmatiques avec des partis politiques plus classiques et la subversion de valeurs démocratiques, au niveau local, communal, régional, national et même en dehors des pays musulmans. Dans cette nouvelle configuration stratégique « évolutive » des Ikhwan, trois hommes ont joué ces dernières années un rôle fondamental dans la modification du schéma opérationnel et organisationnel de La Confrérie, [...] composé du Qatari Jassim Sultan, de feu le Saoudien Jamal Khashoggi et du Palestinien naturalisé britannique Azzam Tamimi, trois personnages centraux dans la nouvelle configuration stratégique des Frères au niveau régional et mondial. Khashoggi, Jassim Sultan et Azzam Tamimi, sur lequel nous reviendrons en détails plus loin, appartenaient à cette nouvelle génération « d'islamistes-progressistes 2.0 », c'est-à-dire la mouvance la plus transnationale et révolutionnaire au sens « démocratique » du terme de l'islamisme sunnite, et parrainée par le Qatar et la Turquie d'Erdogan. Une vision de l'islam politique résolument opposée à celle des monarchies héréditaires pro-occidentales du Golfe qui privilégie non plus la voie jihadiste-guerrière inaugurée par Saiyyd Qutb, mais celle, démocratique, entrisme, numérique, politico-démocratique et économique, « 2.0 » inaugurée à grande échelle pour la première fois lors des Printemps arabes, variante locale des fameuses « révolutions de couleurs » financées dans les années 2000 par les États-Unis et les ONG de Georges Soros en Géorgie, en Ukraine et ailleurs pour affaiblir les intérêts russes en Eurasie. Pour ces trois penseurs, qui ont toutefois, comme Khashoggi et Tamimi, soutenu ou connu le jihad guerrier de près, l'objectif ultime des Frères (Califat universel), reste le même que celui des pères fondateurs Al-Banna ou Qutb, mais il ne peut être réalisé qu'à condition de renverser au préalable, de façon asymétrique, tous les régimes arabes dictatoriaux monarchiques ou sécularisés, qu'il s'agisse de l'Arabie saoudite islamique mais rivale (dans la course au leadership islamique), de l'Égypte honnie d'Abdel Fatah Al-Sissi, ou encore la Syrie du clan Assad-alaouite et du parti Baas anti-islamique honnis. Depuis le début des Printemps arabes, La Confrérie a donc muté de nombreuses manières sous l'influence et l'activisme de ces

⁶ Principe de souveraineté islamique, utilisé pour justifier au nom de l'Islam, l'action politique armée.

nouveaux théoriciens, bien moins attachés à la structure égyptienne originelle et à son système pyramidal que leurs prédécesseurs. Ils s'en sont d'ailleurs officiellement démarqués, tout en préservant avec elle des liens forts. Ils ne veulent en fait plus apparaître comme les tenants d'une structure uniforme, trop hiérarchisée, trop lourde, préférant se concentrer sur des éléments de langage et une communication adaptée aux pays dans lesquels se trouvent leurs affidés. Ils sont persuadés que leur réussite passe par leur implication dans le monde des entreprises, des médias, dans la politique, les ONG, les clubs associatifs. Ils agissent de façon plus globale, inscrivant leur lutte dans un discours victimaire, se positionnant comme des « victimes de l'islamophobie », plaçant hypocritement celle-ci au même niveau que l'antisémitisme, en occultant l'admiration de leurs pères fondateurs pour le nazisme et le fait que La Confrérie a toujours été judéophobe. Ses jeunes membres sont par ailleurs beaucoup plus en phase avec le progrès technique, les nouvelles technologies, les réseaux sociaux et le monde des médias. Au fez et à la barbe bien taillée, ils préfèrent le jean et les baskets de marque américaine. Aux seuls versets du Coran, ils ajoutent un discours plus en phase avec les mutations sociologiques que connaît le monde, et leurs geeks ont une excellente maîtrise des réseaux sociaux. Ils tentent en fait de montrer qu'ils s'adaptent à la société quand dans les faits, leurs objectifs restent les mêmes sur le fond».



Ainsi, nous comprenons mieux que, même si certains commentateurs osent encore présenter les Frères musulmans égyptiens comme pacifistes et démocrates voire comme de gentils moines bouddhistes persécutés par un horrible tyran, la réalité est tout autre. Si depuis 2013, cette confrérie est interdite et considérée comme organisation terroriste par l'État égyptien (comme d'ailleurs par de nombreux autres pays de la planète et notamment la Russie, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis...), ce n'est pas anodin. Faut-il par ailleurs rappeler le passé souvent violent de cette mouvance politico-religieuse qui a inspiré Khomeini en Iran, parrainé (si ce n'est aidé à créer) de nombreuses organisations terroristes comme le Hamas, le Groupe islamiste armé, issu du Front islamique du salut, le parti des Frères algériens, Al-Qaïda (dont tous les chefs ont commencé leur formation politique dans la Confrérie) ou des groupes plus récents en Syrie, en Libye et ailleurs ? N'oublions pas que l'assassinat de Sadate en 1981 fut perpétré par d'anciens Fréristes. Ne passons pas par pertes et profits les propos et les écrits antisémites, anti-occidentaux, misogynes, homophobes ou appelant à la violence de nombre de ses dirigeants, comme l'un des plus grands « penseurs » de la Confrérie, Youssef Al-Qaradhāwī, la « Star » d'Al-Jazeera ? Ne perdons jamais de vue que l'objectif ultime de la Confrérie est l'instauration d'un grand État islamique, un Califat, basé sur les principes les plus rigoristes de la Charia... exactement comme Al-Qaïda et Daesh ? Entre les trois organisations, le but est donc le même, seules les méthodes pour parvenir au pouvoir divergent.

PARTIE 3

Le « retour » de l'armée, répression contre les FM et lutte contre le terrorisme djihadiste

L'armée, un pilier historique de l'État égyptien

Une armée politique et révolutionnaire

Les militaires égyptiens n'ont pas pris le pouvoir lors de leur coup de palais du 11 février 2011 et l'éviction d'Hosni Moubarak. En effet, ne l'oublions pas, l'institution armée a bel et bien pris les rênes du pays depuis 1952 lorsque les officiers libres ont renversé la monarchie constitutionnelle pour proclamer la République d'Égypte. Depuis, et de façon ininterrompue pendant presque 60 ans, ce sont toujours des chefs militaires - Néguib, Nasser, Sadate, Moubarak, Tantawi - qui se sont succédés aux commandes. Il est clair que le coup d'État du 22-23 juillet 1952 contre le roi Farouk a donné naissance plus à un « régime militaire »⁷ qu'à une réelle république.

Afin de saisir l'importance de l'armée dans l'histoire contemporaine de l'Égypte, il faut d'abord connaître sa nature. Il faut aussi s'interroger sur les origines, la mentalité et l'esprit de ses membres. Dans ce but, il faut relire et s'appuyer sur un article de Bernard Vernier, paru dans la Revue française de sciences politiques en 1963 et qui se révèle être incontournable sur la question : *L'évolution du régime militaire en Égypte*.

L'auteur y évoque remarquablement l'histoire de l'armée égyptienne depuis Méhémet Ali jusqu'à la fin de la monarchie que nous avons évoquée plus haut. Durant cette période, on peut notamment lire comment les armées devinrent, au fil du temps, une force politique incontournable et de premier plan au Proche-Orient et ce, notamment en Égypte. Dans ce pays, on apprend également comment les académies militaires y furent créées, comment Saïd Pacha, gouverneur d'Égypte et du Soudan de 1854 à 1863, rendit cette armée plus nationale

en les ouvrant aux fils des humbles chefs de villages, comment aussi naquit un esprit nouveau chez les officiers, qui leur faisait prendre conscience peu à peu de leur rôle politique et national, ou encore, comment, par générosité démocratique, le Wafd avait, bien plus tard en 1936, ouvert l'accès à la classe des officiers pour la petite bourgeoisie (ce qui bénéficia d'ailleurs au jeune Nasser). Plus important pour notre sujet, Vernier dresse un tableau très précis du milieu militaire des années 1950 et surtout, de cette poignée de colonels, membres de la junte en 1952.

Fascinés par le charisme et le charme indéniable de Nasser, jeune officier courageux lors de la guerre de 1948, plusieurs de ses camarades se sont regroupés autour de lui pour former la *Zobat el Ahrar*, la « Société des Officiers libres ». Au départ, il ne s'agit que d'une sorte d'amicale de compagnons d'armes mais très vite elle va devenir un instrument politique de première importance. Regroupant trois cents officiers répartis dans des cellules autonomes de cinq à dix hommes, la Société se révèle être une organisation secrète très bien organisée et structurée. Elle est alors dirigée par un comité exécutif de neuf membres - des colonels (*bikbachis* en arabe) et des commandants - présidé par Nasser.

On peut aussi remarquer que mis à part Néguib (âgé de la cinquantaine), Nasser et les autres membres du Mouvement des officiers libres, sont des hommes jeunes, ils ont entre trente-quatre et trente-neuf ans et ils sont dynamiques, idéalistes et très politisés. Comme Nasser, qui était le fils d'un petit fonctionnaire des Postes et le petit-fils de fellah analphabète, ses collaborateurs sont pour la plupart issus du peuple et ont tous, outre leur formation militaire, milité dans divers partis ou formations politiques comme par exemple, les « Chemises vertes » du parti Misr el-Fatah (Jeune Égypte) pour Nasser ou même les Frères musulmans pour d'autres. Exécuté magistralement par Nasser, sans que le sang n'ait été versé, le coup d'État des colonels dénote avec ceux qui jalonnaient l'histoire des empires orientaux où les coups d'État ou de palais étaient habituellement des luttes d'alcôve ou des actions arbitraires des janissaires mais toujours des « Fêtes de sang ». Il démontre également le talent politique de ses exécutants. Ce sont donc ces jeunes militaires, issus des classes moyennes, rompus aux techniques politiques, révolutionnaires et clandestines, connaissant donc parfaitement la société égyptienne ainsi que la vie politique du pays, qui vont devenir les futurs officiers supérieurs et les cadres du nouveau régime. Ceci est un élément important pour comprendre la psychologie et l'esprit des vrais maîtres

7 Abdel MALEK ANOUAR, Égypte société militaire, Paris, Le Seuil, 1962 ; VATIKIOTIS P.J., The Egyptian army in politics, Bloomington, Indiana University press, 1961.

du pays ces dernières années, les futurs généraux égyptiens, formés par ces anciens bikbachis.

L'armée, colonne vertébrale de l'État égyptien

Ayant agi seuls, sans aucun appui d'un quelconque parti, les officiers libres n'eurent à partager avec personne la gloire d'avoir débarrassé l'Égypte d'un tyran et d'avoir instauré la république.

Ainsi, l'armée étendit son emprise sur toute la sphère politique du pays. «Rejetant les partis et refusant l'appui d'organisation de masse, la junte et le régime se réclamaient de l'armée seule, identifiée au peuple»⁸. Dès lors, l'armée s'évertua à rester la championne du peuple. Le général Néguib ne déclarait-il pas à ces officiers que l'armée égyptienne était le «pilier de la Révolution, vers lequel l'Égypte entière tourne ses regards» ? La junte démantela la grande bourgeoisie terrienne et a fini par établir la suprématie de l'État sur la grande bourgeoisie industrielle. Ces nouvelles orientations économiques des militaires étaient «conformes aux vues qu'ils avaient exprimées en prenant le pouvoir lorsqu'ils jetaient l'anathème sur le "féodalisme" et le "monopolisme"»⁹. L'armée voulait affranchir le pays de la hiérarchie sociale traditionnelle mais aussi la remplacer. En effet, l'armée offrait au nouveau régime une institution hiérarchisée, disciplinée, garante de l'ordre, qui savait commander et être obéie et qui surtout quadrillait tout le pays. En terre d'Orient, le sabre a toujours été d'ailleurs la marque de l'autorité. De plus, en Égypte, et ce depuis Méhémet Ali, l'armée avait toujours été à l'avant-garde du progrès. «Il était naturel que le nouveau régime devant l'effondrement ou la carence des structures de l'ancien, empruntât à l'armée ses cadres que leur instruction technique et le sens du service élevaient au-dessus du niveau moyen de la population, pour encadrer la nation égyptienne»¹⁰.

Les officiers furent ainsi amenés à servir à des postes diplomatiques mais aussi à tous les niveaux, dans les divers services de l'administration comme de l'économie, du secteur public mais aussi mixte. *«L'armée étant donc appelée en Égypte à exercer des fonctions considérées ailleurs comme extra-militaires, il est naturel que le commandement se préoccupe non seulement d'assurer la formation professionnelle de ses officiers, mais aussi de les préparer à ces fonctions. C'est à cette fin qu'en septembre 1961, le gouvernement a ouvert une Faculté technique militaire. Le cycle d'études dure sept ans et il est destiné aux militaires et aux ingénieurs civils. Par une mesure réciproque, l'armée détache de*

*jeunes officiers dans les universités pour qu'ils y suivent des cours de droit, de sciences économiques et commerciales. On remarquera ce souci des dirigeants de brasser toutes les élites et de les atteler côte à côte au service de l'État»*¹¹.

Une armée aimée et populaire¹²

C'est ainsi, qu'assez habilement, les militaires, tout en construisant un régime solide et une armée puissante, firent en sorte d'être toujours proches du peuple et surtout, de ne jamais devenir une caste hautaine et distante. Le nouveau régime prit alors un certain nombre de mesures dans ce sens et qui étaient très populaires. Il commença par exemple par confirmer l'abolition, décrétée par le gouvernement wafdiste de 1936, de la *badaliya*¹³, c'est-à-dire du remplacement qui permettait aux conscrits fortunés de ne pas passer sous les drapeaux.

Les militaires prirent toujours soin de ne jamais se couper de la population, dès les premières années après la prise du pouvoir par les officiers libres, et ces derniers influencèrent l'esprit de toute l'armée dans ce sens, comme le souligne Vernier dans son article :

*«Le danger est que les officiers ne constituent à leur tour un milieu privilégié et fermé de nouveaux pachas nantis. Le commandement s'en est avisé. Ses circulaires en témoignent, qui les mettent en garde contre l'abandon de la façon de vivre simple et fraternelle qui était celle des officiers libres. Elles leur déconseillent d'envoyer leurs enfants dans les écoles privées réputées plus élégantes plutôt que dans celles de l'État, de pratiquer le tennis et le polo plutôt que "ces sports d'équipe que sont le football et le rugby", de fréquenter les clubs d'armes où parfois flotte un certain snobisme d'ancien régime plutôt que les cercles inter-armes. Les nombreuses revues publiées par l'armée et dont l'origine remonte au khédivat d'Ismail Pacha, commentent à l'envi la Philosophie de la Révolution et la Charte de 1962, dont le maréchal Amer en personne et les officiers de son état-major exposent la doctrine dans des tournées de conférence à travers les garnisons»*¹⁴.

Ainsi, au fil du temps, l'armée devint plus qu'une institution chargée d'assurer la défense du pays. Composante majeure du système, elle est la plus prestigieuse de par ses effectifs mais

8 Bernard VERNIER, «L'évolution du régime militaire en Égypte», Revue française de sciences politiques, 13^e année, n°3, 1963.

9 Ibid.

10 Ibid.

11 Ibid.

12 Tewfik ACLIMANDOS, Armée populaire, Outre-Terre, 2011/3 (n°29).

13 En arabe, *badaliya* signifie «remplacement, échange avec un soldat tiré au sort», attitude qui consiste à donner sa vie pour autrui.

14 Bernard VERNIER, «L'évolution du régime militaire en Égypte», Revue française de sciences politiques, 13^e année, n°3, 1963.

aussi car elle paraît pour beaucoup d'Égyptiens comme «une grande famille». D'ailleurs, elle est également la plus prisée. Ce qui lui procure une certaine aura : entrer à l'Académie est un honneur et, surtout, représente un formidable et longtemps l'un des seuls moyens efficaces de promotion sociale. L'institution militaire bénéficie ainsi d'un formidable capital de confiance, de sympathie voire de vénération parmi la population égyptienne. De plus, les guerres contre Israël ont également soudé la nation autour de leurs soldats. La propagande officielle n'a jamais été avare de l'image glorieuse du militaire défendant le pays. Les défilés à la glorification de la guerre d'octobre seront nombreux. Enfin, un des moyens ingénieux pour l'armée de garder tout son prestige, fut de renforcer le corps de la police. Notons tout d'abord, qu'en Égypte la police est aux ordres d'un général. Comme partout en Orient, cette force se distingue moins qu'en Occident de l'armée proprement dite. En fait, la police n'est pour ainsi dire, qu'une «arme» spécialisée et non moins importante que les autres. Cette police va surtout être pour l'armée comme un paravent attirant à elle les éventuels ressentiments de la population concernant un maintien de l'ordre souvent musclé et une justice toujours expéditive... Si on ose la comparaison, l'armée, force tranquille et respectée et la police, force brutale et crainte, sont, dans le maintien de l'ordre du pays, ce que sont dans un commissariat, respectivement le «gentil inspecteur» et le «méchant inspecteur».

L'armée et son pouvoir économique

L'armée est aussi très présente dans le tissu économique du pays. Là encore, un retour en arrière est nécessaire pour comprendre comment les militaires ont réussi à étendre leur emprise dans la sphère économique. Le contrôle des militaires sur l'économie égyptienne a commencé après la révolution de 1952. C'est sous le leadership du président Nasser, que le nouveau régime va expérimenter le socialisme d'État. Durant cette période, l'État et donc l'armée prennent possession de tous les actifs économiques et les moyens de production notamment au travers des programmes de nationalisation mis en œuvre. Les officiers de l'armée, nouvelle élite dirigeante du pays, sont rapidement devenus les directeurs d'entreprises publiques. Selon la constitution de 1964, «le peuple contrôle tous les moyens de production» et les responsables égyptiens de l'armée vont donc prendre l'initiative de devenir les «représentants» du peuple pour ce contrôle. Le projet de Nasser de prospérité économique échouera finalement, notamment à cause de la corruption et de la mauvaise gestion dans tout le secteur public.

À partir des années 1970, lorsque le président Anouar el-Sadate décide de prendre un nouveau chemin pour l'économie égyptienne, à savoir celui de l'économie de marché, dans le but de tisser des nouveaux liens stratégiques et économiques avec les États-Unis, le monopole de l'armée va commencer à s'éroder. Sadate privatisa donc une partie du secteur public que certains militaires contrôlaient pourtant. De plus, l'ouverture du marché égyptien permit à l'Occident d'introduire de nouveaux biens de consommation et de services. Ces orientations économiques ont peu à peu marginalisé partiellement le rôle des militaires, qui se sont vus contraints de partager leur influence avec une classe naissante de capitalistes dont beaucoup étaient des proches ou des membres de la famille de Sadate...

Bien heureusement pour les dirigeants militaires, l'humiliation ne dura pas longtemps. Le traité de paix signé avec l'État hébreu en 1979 permit de sauver les responsables de l'armée qui purent ainsi récupérer un peu de l'influence perdue sous la présidence de Sadate. En effet, ce dernier comprit très bien que la fin de l'état de guerre avec Israël et le licenciement de milliers d'officiers qualifiés de l'armée représentaient politiquement un réel danger. C'est la raison pour laquelle l'État égyptien décida de mettre en place une importante structure économique, l'Organisation des projets de services nationaux, qui permit de recycler bon nombre de militaires. De nombreuses sociétés commerciales furent donc créées et dirigées par des officiers supérieurs à la retraite. Grâce à diverses subventions et autres exonérations d'impôt, ces entreprises «militaires» ont bénéficié pendant des années de privilèges et avantages dont ne jouissait aucune autre société privée. De plus, ces sociétés de l'armée n'étaient responsables devant aucune administration publique et elles étaient bien évidemment au-dessus des lois et des règlements.

Dans les années 1990, sous Moubarak, la libéralisation économique s'est accélérée sous la pression des États-Unis, du FMI et de la Banque mondiale. Les divers programmes de privatisation n'ont jamais touché les sociétés de l'armée, même entre 2004-2011, lorsque Gamal Moubarak et son cabinet d'hommes d'affaires ont multiplié fortement ces privatisations. En fait, les généraux ont reçu leur part des bénéfices sous la forme de bakchich ou de nominations à des postes prestigieux dans les entreprises récemment privatisées...

Aujourd'hui, l'armée est propriétaire d'un empire économique (selon les estimations de l'ONG Transparency International et plusieurs experts elle détiendrait jusqu'à 45 % de l'économie du pays¹⁵) et sa domination sur tous les

secteurs économiques du pays est quasi absolue, de la production de l'huile d'olive, du sucre, des pâtes, des bouteilles d'eau minérale, jusqu'aux stations-services en passant par le marché de l'immobilier, l'industrie de la pêche ou du secteur stratégique du tourisme. Enfin, à ce budget des militaires estimé en 2010 à 4,56 milliards de dollars, n'oublions pas d'ajouter égale-ment l'aide annuelle d'un peu plus d'un milliard de dollars accordée par les États-Unis à l'armée égyptienne. Bien sûr, il est inutile de rappeler que ce sujet a toujours été un tabou en Égypte et que jusqu'ici, personne n'a jamais eu le droit de s'intéresser de près aux dépenses de l'armée qui restent, secret défense oblige, toujours secrètes... Nous pouvons affirmer que cette mainmise sur l'économie du pays est peut-être la raison principale de la volonté de l'armée pour ne pas lâcher les commandes.

Après avoir décrit cette armée, son histoire, sa connaissance de la société, son expérience des rouages politiques et son emprise économique, on comprend mieux la maestria avec laquelle les généraux égyptiens, pourtant proches de Moubarak, ont su apparaître comme «au-dessus de la mêlée» et appréhender la révolte de janvier 2011 dans le seul but de se maintenir au pouvoir et de préserver leurs prérogatives...

Sissi, un Bonaparte égyptien ?

Lors d'un colloque organisé à l'automne 2012 par le Centre de recherche des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan et qui avait pour thème «Les armées et les révolutions arabes», j'avais traité, lors de ma communication, le thème de la résilience de l'armée égyptienne face au Printemps du Nil et surtout, face à l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans¹⁶. Quelques mois plus tard, en janvier 2013, dans un texte publié dans la revue *Moyen-Orient*, j'avais alors évoqué la personnalité et le profil du général Abdel Fatah al-Sissi. La conclusion de cet article était la suivante : «si la situation venait à dégénérer, rendant le pays ingouvernable, l'armée égyptienne pourrait revenir sur le devant de la scène... mais à quel prix?»¹⁷.

L'actuel président égyptien, ancien patron des Renseignements militaires, âgé de 66 ans, est le digne héritier de ses prédécesseurs, puisqu'il s'est révélé être un redoutable stratège et manœuvrier politique.

En effet, «les généraux égyptiens se sont toujours révélés, sur les champs de bataille, devant leurs homologues israéliens, comme de piètres tacticiens et stratèges. En revanche, ils ont été de redoutables politiques durant 60 ans. Les officiers supérieurs ont bien retenu les

leçons des bikbachis : pour conserver le pouvoir et protéger leur chef, les généraux du Caire ont dû déjouer une multitude de complots et de tentatives d'assassinat (sauf pour Anouar el-Sadate, mort dans un attentat le 6 octobre 1981). Face au terrorisme, aux tentatives de sédition, aux Frères musulmans et, enfin, aux «émeutes du pain» en 2008, causées par une grave crise alimentaire, ils ont dû réprimer, louvoyer, parfois ouvrir un peu leur régime d'une main tout en gardant l'épée dans l'autre... C'est leur sens politique et leur capacité à sentir les rapports de forces qui sont le secret de leur longévité»¹⁸.

L'ancien maréchal est l'un des quatorze enfants d'un commerçant du quartier touristique de Khan al-Khalili, au Caire. Il grandit dans un milieu très conservateur où garçons et filles se doivent tous d'apprendre le Coran par cœur. Le jeune Abdel Fattah choisit la carrière des armes, formidable ascenseur social comme nous l'avons évoqué précédemment. Il est diplômé de l'Académie militaire en 1977. Il a 23 ans et épouse alors sa cousine maternelle Entissar Amer. Le fait que madame Sissi porte le hijab atteste de sa piété et de celle de sa famille. 1977 est aussi l'année où le Président Anouar el-Sadate prend l'audacieux pari de la paix avec l'État hébreu. Ce bouleversement stratégique voit l'Égypte et son armée sortir de l'orbite soviétique pour rejoindre l'alliance avec Washington. Le «socialisme arabe», marque de fabrique de l'époque de Nasser (1954-70), cède ainsi, on l'a vu, sa place à un libéralisme décomplexé.

Hosni Moubarak succède en 1981 à Sadate, assassiné par un commando djihadiste durant un défilé militaire. Moubarak consolide l'alignement de l'Égypte sur les États-Unis, en 1990, en rejoignant la coalition, formée par Georges Bush père, visant à libérer le Koweït occupé par les troupes de Saddam Hussein. C'est donc en 1991 que Sissi participe, au sein du contingent égyptien, à l'offensive terrestre qui bute les Irakiens. C'est son unique participation active à des opérations militaires sous l'autorité de l'Arabie saoudite et du commandement opérationnel américain. Suivront des missions à Riyad et des formations outre-Atlantique qui lui feront découvrir ces deux pays, leurs mentalités et surtout les arcanes internationales. C'est à partir de ce moment également, qu'il deviendra aux yeux de certains observateurs occidentaux un officier très prometteur, le plus intelligent, le plus rusé et le plus professionnel de sa génération.

15 Soulayma MARDAM BEY «Dans l'Égypte de Sissi, l'appétit sans limites de l'armée», *L'Orient-Le Jour*, 26 septembre 2019.

16 Roland LOMBARDI, «L'armée égyptienne et le printemps du Nil, ou l'art du coup d'État permanent», *Journée d'étude Centre de recherches des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, «Armées et révolutions arabes»*, 26-27 septembre 2012, Rennes.

17 Roland LOMBARDI, «Quel avenir pour l'armée dans la «nouvelle Égypte»?», *Moyen-Orient*, n°17, janvier-mars 2013.

18 Roland LOMBARDI, «Quel avenir pour l'armée dans la «nouvelle Égypte»?», in *Moyen-Orient*, n°17, janvier-mars 2013.

En Égypte, on l'a vu, la hiérarchie militaire est régie par un clientélisme exacerbé, au sein de laquelle Sissi va très vite se mouvoir avec habileté en se plaçant notamment sous la protection du général Farid al-Tohamy. D'abord directeur de la Direction du Renseignement Militaire (DRM), Tohamy dirige à partir de 2004 « l'Autorité de supervision administrative », un organisme très redouté puisqu'il est en charge des dossiers liés à la corruption. C'est ce parrain qui veille alors attentivement à la carrière de son protégé. Sissi commande une division d'infanterie mécanisée, puis la zone militaire nord, avant de prendre à son tour la direction, en 2010, de la DRM. Il y développe alors ses propres réseaux d'influence au sein des forces armées, très contrariés, nous l'avons dit, par l'éventualité d'une succession organisée par Moubarak au profit de son fils Gamal.

Comme traité plus haut, ces tensions entre le chef de l'État et l'institution militaire expliquent en grande partie que celle-ci n'hésitera pas à le renverser, en février 2011, afin de calmer la colère populaire. Or, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un putsch, fomenté par le puissant Conseil suprême des forces armées (CSFA), une junta militaire composée des neuf généraux les plus puissants et importants du pays, qui exerce collectivement le pouvoir exécutif. Le CSFA se résignera alors à trouver dans les Frères musulmans les seuls interlocuteurs sérieux et les partenaires idéaux pour enrayer l'agitation révolutionnaire, tout en rassurant l'administration d'Obama qui voit naïvement dans l'islam politique une alternative démocratique aux dictatures. Quoi qu'il en soit, respecté pour sa ferveur religieuse mais reconnu surtout pour son sens du dialogue et de la diplomatie, Sissi, qui est le plus jeune membre du CSFA (il a alors 57 ans), est choisi pour nouer des contacts avec les jeunes dirigeants des militants qui ont occupé la place Tahrir mais par-dessus tout, pour être l'intermédiaire privilégié avec la confrérie islamiste...

Les islamistes vont benoîtement croire pouvoir manipuler ce général pieux, calme, discret et apparemment conciliant pour s'en faire un allié. C'était sans compter l'habileté de Sissi. Cet aveuglement des Frères et du Président Morsi joue à fond en faveur du militaire. En août 2012, à la surprise générale, Sissi est promu ministre de la Défense, supplantant ainsi le maréchal Tantawi. Le Frère musulman Morsi a remplacé Tantawi par Sissi pour s'assurer la loyauté des forces armées. Ce fut une erreur...

Sissi se présente alors en garant de l'unité nationale face à la politique de plus en plus partisane des Frères musulmans. Maître de l'intrigue, Sissi proclame fort habilement sa neutralité publique, tout en préparant discrètement et

methodiquement son futur coup de force. Ainsi, la hiérarchie militaire encourage, encadre et alimente secrètement un vaste mouvement de protestation anti-Morsi (en organisant notamment en sous-main des pénuries de fuel) qui culmine à la fin de juin 2013. C'est alors que le ministre de la Défense lance un ultimatum au Président égyptien, avant de le renverser, puis de disperser dans le sang les rassemblements islamistes. Alors que le pouvoir exécutif est formellement transmis aux mains du magistrat et président provisoire Adli Mansour, une vague de « Sissimania » se répand en Égypte. Or cette popularité chez la majorité des Égyptiens est sincère après le chaos de ses dernières années. Sissi accepte alors d'être promu au rang de maréchal, avant d'abandonner tous ses titres pour participer en tant que civil à la présidentielle/plébiscite de mai 2014. Lorsqu'Abdel Fattah al-Sissi fait son coup d'État en juillet 2013, il hérite d'une situation économique et politique difficile : le tourisme s'est écroulé, la gestion des Frères musulmans au pouvoir durant une année fut catastrophique et enfin le contexte régional est plus qu'incertain. Maître d'œuvre de deux coups d'État en deux ans, il mesure mieux que personne la fragilité d'un pouvoir même totalitaire. Il apparaît très peu en public. Cette discrétion est liée à des considérations de sécurité, lui qui focalise la haine de tous les islamistes de la région. Par ailleurs, la présidentielle de 2018 a révélé de vives tensions au sein du cercle du pouvoir. C'est pourquoi Sissi a nommé au ministère de la Défense, l'ancien chef de sa garde personnelle. Comme souvent pour les autres autocrates de la région, le président égyptien semble condamné à scruter sans fin son entourage pour y tuer dans l'œuf toute velléité de lèse-majesté.

Alors assurément, Sissi est un dictateur. Peut-être pire que Moubarak. En attendant, le nouveau raïs est considéré comme un véritable sauveur pour certains égyptiens. Pour d'autres, sûrement la grande majorité, il n'est qu'un moindre mal ou la seule alternative. À la différence de Nasser ou Sadate, Sissi est un piètre orateur. Or au contraire de ses illustres prédécesseurs, l'ancien maréchal, issu du peuple, paraît jusqu'ici honnête, intègre et avoir véritablement le sens du bien commun. Son ambition personnelle et celle pour son pays semblent se confondre. Il n'a aucune opposition politique sérieuse. Il sait très bien que les aspirations démocratiques sont actuellement plus que jamais secondaires pour la grande majorité d'une population résignée. Devant les dures réalités du quotidien, l'esprit de la place Tahrir s'est évanoui. Le « Sissi ou le chaos » occupe désormais toutes les réflexions. Sissi souhaite, tel un Bonaparte local, finir le roman de la Révolution égyptienne. Il veut moderniser son pays tout en instaurant un genre nouveau de gouvernance. Non pas une démocratie à l'occidentale mais plutôt une sorte de « dictature éclairée » ou de « dictature

bienveillante» mais avec une société plus ou moins ouverte et une forme de libéralisme économique, un peu à l'image de la Russie ou de la Chine.

Le Président égyptien est tout à fait conscient que ce sont les mauvaises pratiques des leaders égyptiens passés qui sont l'une des causes principales des problèmes actuels du pays. La corruption généralisée, le népotisme, l'accaparement des richesses par les élites puis la misère qui en découle sont les plaies de l'Égypte contemporaine. D'où sa détermination sans précédent historique contre la corruption endémique, les trafics institutionnalisés et les douloureuses mais non moins ambitieuses réformes socio-économiques pour moderniser le pays. Par-dessus tout, Sissi a très bien compris que ce sont aussi certains discours dévoyés de l'islam qui nourrissent l'extrémisme (voir Parties 4 et 5).

Grand patriote, il se veut comme l'incarnation contemporaine de la grandeur de l'Égypte, à laquelle il veut redonner toute sa place dans la région et dans le concert des nations. Apprécié par les Israéliens et par Donald Trump, dont le Président égyptien s'était empressé de saluer la victoire en 2016, Sissi est également proche du Président russe avec lequel il échange visites amicales et accords de coopération historiques. En 2013, son premier geste en tant que nouvel homme fort de l'Égypte fut de rétablir les relations diplomatiques avec la Syrie de Bachar al-Assad, qu'il a toujours ménagé. Enfin, avec ses alliés MBZ et MBS, il est à la pointe de la lutte contre l'islam politique et le terrorisme islamiste dans la région et, en dépit des critiques et des fausses analyses, il est parvenu à redonner toute sa place à l'Égypte sur l'échiquier international (voir Partie 6). En dépit des réformes socio-économiques difficiles,

aujourd'hui encore, Sissi est toujours populaire auprès de ceux qui craignent le retour d'une chape de plomb islamiste comme les coptes, certains libéraux et bien sûr les femmes.

Sissi face aux Frères musulmans et au terrorisme

Le 2 avril 2018, c'est sans surprise que le président Abdel Fattah al-Sissi a été réélu avec 97,08 % des voix. Bien évidemment, le maréchal-président est loin d'être un paragon de vertu démocratique. Même si les résultats se font attendre, il serait toutefois malhonnête d'occulter, qu'à la différence des tyrans passés, Sissi semble faire preuve, lui, d'une réelle et sincère volonté de combattre les islamistes, de protéger les coptes, de lutter contre les trafics et la corruption et enfin, de moderniser et réformer de fond en comble une économie égyptienne archaïque (voir Partie 4), tout en remplaçant son pays sur la scène internationale (voir Partie 6). Quant à déclarer que «son» combat contre le terrorisme n'est qu'un échec cuisant», c'est de la simple mauvaise foi ou du moins, faire preuve d'une totale absence d'honnêteté intellectuelle.

Si certains se plaisent à jouer le rôle de procureur dans leurs analyses sur l'Égypte de Sissi, il n'est absolument pas question ici d'en être l'avocat. Cependant, pour analyser et faire un bilan objectif de la lutte contre le terrorisme du Caire, il faut impérativement la replacer dans son contexte égyptien et régional.



Sissi et le retour de l'ordre dans les rues

En terre d'Islam, on croit à l'autorité, on ne la discute presque jamais, on la respecte à la seule condition qu'elle soit forte mais juste et respectable. Par ailleurs, même si cela est déplaisant, il faut essayer de ne pas commettre l'erreur d'observer et surtout de juger ou d'analyser ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée, avec notre éthique, notre normalité et nos valeurs occidentales. Ainsi, il faut noter que si les militaires n'étaient pas intervenus en 2013, avec force et détermination – mais également avec un certain savoir-faire –, pour destituer le président issu des Frères musulmans, Mohammed Morsi, l'Égypte serait devenue à terme, de toute évidence et dans le meilleur des cas, une dictature islamiste implacable avec une économie en faillite ou, au pire, après la Libye, la Syrie, l'Irak et le Yémen, le cinquième pays du monde arabe plongé dans le chaos.

Rappelons aussi que depuis la chute d'Hosni Moubarak jusqu'à l'éviction musclée de Morsi, et au-delà de la chute des investissements étrangers et du tourisme, la petite délinquance et la criminalité – du fait aussi de l'effacement volontaire de la police – avaient, nous l'avons dit plus haut, littéralement explosé dans tout le pays. Cette nouvelle insécurité, peu répandue dans le passé, avait grandement heurté la grande majorité des Égyptiens. Ainsi, même si l'armée a profité – et qu'elle en a même habilement joué – du pourrissement de la situation pour revenir aux affaires, la première mesure prise par Sissi fut de rétablir, avec un certain succès, l'ordre dans les rues des grandes villes et aux abords des villages. D'où, en grande partie, son immense popularité en 2014 et qui perdure encore aujourd'hui...

Sissi contre les Frères musulmans

Jusqu'au coup d'État de juillet 2013, le nombre des membres actifs des Frères musulmans, comprenant ceux qui paient leur cotisation et y adhèrent structurellement, était estimé entre sept cent mille et un million d'individus. Pour être plus précis, il faudrait rajouter les sympathisants – et leurs familles (la plupart font aussi partie de la «jama'a»). Ce qui donnerait alors plus d'une dizaine de millions de partisans. Chiffre équivalant aux électeurs ayant voté pour Morsi au second tour de la présidentielle de 2012, soit 13 millions.

Dès la reprise en main officielle du pays par l'armée, les Frères ont alors subi une répression sans précédent dans leur

histoire. Leur organisation est aujourd'hui aux abois et traquée. Ce n'est bien évidemment pas la première fois que la Confrérie est bannie, que ses membres sont persécutés, voire exécutés. Or, c'est la première fois qu'elle subit une répression d'une telle intensité. Sissi, tel Philippe le Bel avec les Templiers en 1307, a frappé fort, vite et avec férocité. En quelques jours, plus de 1 500 partisans de Morsi ont été tués (massacre de la place Rabia-El-Adaouia en 2013), plus de 60 000 ont été emprisonnés et des milliers condamnés à mort pour terrorisme à l'issue de procès expéditifs. Tous les chefs et les militants les plus actifs, considérés comme les plus dangereux, ont été mis sous les verrous, sont en exil en Europe, en Turquie ou au Qatar ou ont tout simplement «disparu»...

Encore de nos jours, la purge se poursuit et les procès font les gros titres de la presse égyptienne¹⁹...

En 2019, des centaines de jeunes fréristes ont demandé une amnistie en échange de leur démission du mouvement. Sans succès, puisque le Président égyptien, ayant retenu les erreurs de ses prédécesseurs, a de nouveau balayé toute idée de réconciliation ou de grâce concernant les prisonniers politiques.

Lutte contre le terrorisme : un échec ?

Un certain nombre d'observateurs déclarent que la «guerre contre le terrorisme» menée par le président Sissi, est un échec. Or ce constat mérite d'être nuancé. Il est vrai que, l'Égypte, avec près d'un millier de morts et des milliers de blessés depuis 2013 dans divers attentats, nous rappelle que les plus nombreuses et les premières victimes du terrorisme islamiste sont bien les musulmans – et également les chrétiens d'Orient, en l'occurrence ici les coptes –. Depuis 2014 en effet, plusieurs attaques secouent l'Égypte et l'insurrection djihadiste dans le Sinaï perdure.

L'une des plus meurtrières fut le crash dans le Sinaï (l'État islamique revendiquant la responsabilité de la catastrophe) du vol 9268 de la compagnie russe Metrojet le 31 octobre 2015 (224 morts). Le 11 décembre 2016, une attaque fit 30 morts dans une église copte du Caire. Le 9 avril 2017, deux attentats (les attentats du dimanche des Rameaux) eurent lieu à Tanta et à Alexandrie (45 victimes). Le 26 mai 2017, un bus

19 Après l'éviction de Mohamed Morsi en 2013, une manifestation de soutien aux Frères musulmans avait dégénéré en violences, faisant six morts, dont un enfant, dans un quartier de l'ouest du Caire. Le 12 août 2018, un tribunal égyptien a condamné Mohamed Badei, leader de la Confrérie, ainsi que quatre hauts responsables à la perpétuité. Ces dirigeants des Frères musulmans ont notamment été condamnés pour rassemblement non autorisé, tentative de meurtre et port d'arme à feu.

de pèlerins fut mitraillé dans la province d'Al-Manya (35 morts). Le 7 juillet 2017, une attaque à la voiture piégée fait 23 morts à Rafah. Le 24 novembre 2017, l'attentat survenu dans le Sinaï contre la mosquée soufie Bir al-Abeb fit 311 morts dont une trentaine d'enfants, et des centaines de blessés. Le samedi 24 mars 2018, juste avant le début du scrutin présidentiel, un attentat, à Alexandrie, a visé un haut responsable de la sécurité, causant la mort d'un policier. À cette liste macabre, il est nécessaire d'ajouter toutes les attaques meurtrières contre les forces de sécurité. Particulièrement dans le Sinaï où le groupe djihadiste, Province du Sinaï (Wilaya Sinaï), a fait allégeance à l'État islamique. Des centaines de militaires et de policiers ont été tués depuis 2013. Pour autant, il est pertinent de replacer ces séries d'attentats dans le contexte régional. Faut-il rappeler que le Proche-Orient est à feu et à sang ? Faut-il rappeler la situation de ces dernières années et encore aujourd'hui au Yémen, en Syrie et en Irak ? Et enfin, le chaos en Libye, pays avec lequel l'Égypte partage plus de 1 000 km de frontières ?

Plusieurs membres des Frères musulmans égyptiens se sont radicalisés et ont opté pour la clandestinité et la lutte armée. Toutefois, compte tenu de la taille du «réservoir» que représentait le nombre de partisans de l'organisation, comme nous l'avons évoqué plus haut, fort est de constater que malgré tout, avec notamment aussi des dizaines d'attentats déjoués jusqu'ici, le pouvoir du Caire a, tant bien que mal, su préserver le pays. Notamment d'un soulèvement généralisé et du sort de l'Algérie des années 1990 avec les répercussions catastrophiques aisément imaginables pour la région et l'Europe. De même, il faut souligner que durant le mandat de Morsi, soit de 2012 à 2013, le puissant corps de la police et les services chargés de la lutte contre le terrorisme et la surveillance des Frères musulmans ont connu des purges terribles. Les agents assignés à cette tâche et dont le principal atout était une parfaite connaissance de la confrérie – l'ayant par le passé à plusieurs reprises manipulée ou infiltrée – et de ses activistes, ont été méthodiquement écartés par les maîtres d'alors. Sissi, Commandant en chef des Forces armées égyptiennes pendant cette période, était obligé de louvoyer avec le pouvoir des Frères et n'a pu donc tous les protéger²⁰...

Au Sinaï enfin, région littéralement abandonnée pendant des décennies par le pouvoir, les forces égyptiennes ont encore du mal à réduire de manière significative la Wilayat Sinaï²¹ (antenne de Daesh dans cette zone) et d'autres groupes armés. Les combats auraient fait près de 2 000 morts de part et d'autre. Cependant, appuyée par Israël – images satellites, écoutes cellulaires – et le Hamas – renseignement humain –²², l'armée égyptienne, «grosse et puissante machine » (peu

expérimentée dans la guerre asymétrique) s'adapte peu à peu et est en train de faire évoluer ses méthodes de contre-guérilla, comme le confirme les diverses opérations de grande envergure, comme «Sinaï 2018»²³.

Au regard, encore une fois, du contexte régional, de la taille du pays, de sa situation géographique, du nombre de sa population (100 millions), du poids et de l'importance des Frères musulmans dans le passé, de la pauvreté toujours problématique et surtout de la fréquence, somme toute assez faible, des attentats, la situation demeure relativement «sous contrôle».

Avec le terrorisme, le risque zéro n'existe pas. L'histoire et l'actualité nous apprennent que même les nations les plus autoritaires – comme la Russie, l'Arabie saoudite et même l'Iran, ces dernières années – ou encore à la pointe de ce combat comme Israël, ne sont pas épargnées par ce fléau. L'Égypte connaîtra donc encore des attaques. Or celles-ci ne feront alors que légitimer les méthodes musclées utilisées par le régime. Elles bénéficieront finalement plus à l'État qu'à leurs commanditaires. Au final, cette situation permet donc au Caire de maintenir indéfiniment l'état d'urgence et de cautionner une répression impitoyable.

Un défi insurmontable ?

Sissi et son armée ont trois grands avantages par rapport aux démocraties occidentales : le premier, c'est que l'Égypte est habituée depuis des siècles à être régie par un gouvernement très centralisé et autoritaire. Le peuple égyptien, malgré ses divergences politiques, est relativement uni et assez homogène ethniquement parlant, le pourcentage des minorités étant faible. La société égyptienne n'est pas une société laïque et elle est très islamisée. L'un des slogans majeurs des islamistes, à savoir : «*ceux qui sont contre nous, sont contre l'islam et les musulmans*», est donc moins efficient sur cette terre. Enfin, le sentiment national reste très fort et les militaires égyptiens savent très bien en jouer.

Le second, c'est son système sécuritaire intérieur, qui a d'ailleurs connu, depuis l'arrivée de Sissi au pouvoir, plusieurs réorganisations et restructurations importantes²⁴.

20 Entretien de l'auteur avec un haut responsable sécuritaire égyptien, Le Caire, novembre 2017.

21 Wilayat Sinaï (WS) littéralement «Province du Sinaï» est une organisation terroriste et une province de l'État Islamique.

22 Roland LOMBARDI «Israël et la nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient : Quelles nouvelles menaces et quelles perspectives ?» Études internationales, volume 47, numéro 2-3, juin-septembre 2016

23 «Sinaï 2018» comprend une réorganisation des forces déployées dans la péninsule et une intensification des opérations militaires combinées ainsi qu'un renforcement du contrôle par la Marine des côtes égyptiennes de la Méditerranée et de la mer Rouge.

24 «En Égypte, Sissi remanie l'appareil sécuritaire», Le Monde, 19 janvier 2018.

Très centralisé, son organisation demeure assez simple et repose seulement sur trois grands services principaux²⁵ :

- Les Renseignements généraux sont la première composante de la sécurité égyptienne. Ce sont les fameux *Moukhabarat*, les services secrets, et sont rattachés directement à la présidence. Depuis 2018, leur patron est Kamel Abbas. Ce dernier est, au passage, l'homme clé et le principal médiateur et négociateur dans les pourparlers entre le Hamas, l'Autorité palestinienne et Israël, durant les tensions à Gaza. Par ailleurs, les services secrets égyptiens ont depuis ces dernières années grandement renforcé leur coopération avec les renseignements étrangers. Avec les agences alliées de Riyad et d'Abou Dhabi. Bien sûr avec la CIA et le Mossad mais également avec les services français²⁶ et russes (notamment en Libye).
- Les Renseignements militaires dépendent quant à eux du ministère de la Défense. De 2010 à 2012, leur responsable n'était autre que l'actuel président Sissi.
- La Direction générale pour la sécurité de l'État (DGSE), est le grand service du ministère de l'Intérieur. Celle-ci compte 100 000 agents et peut-être tout autant d'informateurs dans la société égyptienne. C'est elle qui est chargée de la sécurité intérieure, de la surveillance de l'activité politique et est en première ligne dans la lutte contre le terrorisme. Pour cela, elle peut compter sur l'expertise légendaire de ses officiers dans le renseignement humain, l'infiltration, l'intimidation et la coercition.

Enfin, depuis l'été 2017, l'État égyptien s'est doté d'un Conseil national pour la lutte contre le terrorisme. Celui-ci a pour but de « limiter les causes du terrorisme et de traiter ses conséquences », notamment en adoptant « une stratégie globale », selon le décret présidentiel. Dans le texte, il est chargé de créer des « opportunités d'emplois dans les régions où sévit l'extrémisme » et d'étudier la création de « zones industrielles » sur ces territoires. Le Conseil est présidé par le chef de l'État et réunit notamment le chef du Parlement, le Premier ministre, les ministres de la Défense, de l'Intérieur, de la Solidarité sociale, de la Jeunesse et des Sports, mais également le cheikh d'Al-Azhar et le pape copte orthodoxe Théodore II. Après seulement quatre années d'existence, il est dès lors encore difficile d'évaluer la portée réelle et les résultats concrets de cette nouvelle structure nationale.

En revanche, dans la lutte contre le terrorisme, l'État égyptien use régulièrement de mesures d'exception et s'encombre rarement de l'État de droit ou des Droits de l'homme pour vaincre ce fléau. Sur le plan juridique, même si la Justice

égyptienne est peut-être l'une des plus indépendantes de la région, et qu'elle contrôle peu ou prou les services, celle-ci demeure néanmoins toujours soumise au pouvoir et les droits fondamentaux sont en permanence violés²⁷.

Certains estiment que c'est Sissi, qui par sa répression, alimente seul le terrorisme. Mais il faut nuancer cette assertion. Certes, une répression violente et parfois sanglante peut avoir sa part de responsabilité dans le développement des activistes islamistes mais elle est infime. Nous en voulons pour preuve l'exemple de la Tunisie, où le « printemps arabe » et la transition démocratique ont relativement « réussi » pacifiquement. Or, ceci ne l'a pourtant pas empêché, ces dernières années, d'être le pays dont les ressortissants étaient les plus nombreux dans les rangs de Daesh²⁸ et surtout, d'être touchée par les attentats les plus sanglants de son histoire (notamment les attentats du Bardo et de Sousse en 2015).

La lutte contre le terrorisme doit se faire sur le plan régional et surtout de manière globale. Toutefois, au niveau de l'Égypte, afin de vaincre ce fléau, ce sont donc les combats contre la pauvreté et l'islamisme (voir Partie 4 et 5), que Sissi devra d'abord et impérativement gagner.

25 Pierre BERTHELOT, Stéphane VALTER, « Les services secrets syriens et égyptiens : points communs et spécificités », *Moyen-Orient*, Octobre-Décembre 2017 (N° 36), p. 48-53.

26 En mars 2021, le directeur général de la sécurité extérieure française (DGSE), Bernard Émié, a rencontré au Caire le Président égyptien en présence du chef des Renseignements généraux égyptiens.

27 Pierre BERTHELOT, Stéphane VALTER, « Les services secrets syriens et égyptiens : points communs et spécificités », *Moyen-Orient*, Octobre-Décembre 2017 (N° 36), p. 48-53.

28 Même s'il est difficile d'avoir des sources fiables et sérieuses, le nombre de Tunisiens ayant rejoint l'organisation terroriste Daesh en Irak ou encore en Syrie serait estimé à près de 7 000.

5 000 autres auraient été arrêtés avant qu'ils ne réussissent à quitter le pays pour rejoindre les rangs de l'organisation terroriste.

PARTIE 4

Le grand défi de la guerre économique de Sissi

Dans le sillage des «Printemps arabes», l'Égypte est passée d'une économie en pleine crise à l'une des plus dynamiques de la zone MENA. En dépit de la pandémie de la Covid de 2020, la diversification économique entreprise par Sissi, les réformes structurelles sévères sous l'égide du FMI et les découvertes de gaz en Méditerranée orientale, sont les ingrédients de cette résilience et de cette «révolution».

Clairement, le Président égyptien semble avoir fait sienne la phrase de Napoléon : *«le peuple est le même partout. Quand on dore ses fers, il ne hait pas la servitude»*.

Le Printemps du Nil aura au moins finalement eu ce mérite : faire réaliser à l'institution militaire l'urgence à réformer le système économique égyptien. Les militaires égyptiens, et Sissi le premier, ont senti le vent du boulet. Afin de préserver certains de leurs intérêts, ils ont pris conscience de beaucoup de choses, d'où un besoin incontestable et inédit de réformes dans le domaine socio-économique. Bref, la guerre la plus difficile, que doit livrer Abdel Fattah al-Sissi, se déroule sur le terrain socio-économique. Car en 2014, après plus de trois ans de «révolution», la situation était catastrophique : l'inflation atteignait 12 %, le déficit explosait, le taux de chômage touchait près de 40 % des jeunes égyptiens âgés de 20 à 24 ans et plus de 30 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté.

Volontarisme économique et grands travaux

Dès la destitution de Morsi, le nouveau gouvernement avait lancé deux programmes de relance budgétaire (en août 2013 et en janvier 2014). Une partie de cette relance budgétaire fut utilisée en investissements publics afin de stimuler la croissance à court et moyen termes. Le salaire des fonctionnaires a été également revu à la hausse. Un système drastique de contrôle des prix des produits alimentaires a été

instauré. D'importantes mesures d'aide aux petites et moyennes entreprises (afin de redonner espoir et confiance aux plus jeunes) ainsi qu'un système de subventions alimentaires et énergétiques (accordées prioritairement aux plus nécessiteux) ont également été créés. Ces réformes avaient pour but de renforcer un programme de justice sociale dont l'objectif est de protéger les pauvres et améliorer leur quotidien. Car le nouveau maître du Caire devait impérativement pallier le vide laissé par l'interdiction des diverses associations d'aides sociales avec lesquelles les Frères musulmans avaient bâti méthodiquement leur influence, leur puissance et leur popularité. Le Président égyptien s'attela parallèlement à assainir les finances publiques, accroître les recettes fiscales et s'attaquer à la corruption notamment en lançant une originale politique de décentralisation, dès janvier 2014.

D'ailleurs, et ce sujet est peu évoqué dans les médias occidentaux, afin de préparer le terrain pour d'autres futures réformes révolutionnaires dans le domaine de la lutte contre les trafics et la corruption, le gouvernement égyptien avait également mis en place un système moderne de carte à puce pour le commerce du *baladi*, le pain plat égyptien, appelé aussi *pita*. Ce système de carte à puce automatise également la distribution des carburants dans tout le pays. Le but : enrayer la corruption qui touche les réseaux de distribution. L'État a ainsi établi une base de données unique des usagers qui permet d'améliorer le ciblage des bénéficiaires et éviter les dérives et les abus. Sissi a ainsi rapidement pris conscience qu'une réforme profonde et structurelle d'une économie égyptienne archaïque, basée auparavant sur la rente, était plus que nécessaire. Il faut donc la diversifier et la rendre plus dynamique, plus productive tout en lui permettant d'optimiser l'utilisation des formidables potentiels du pays.

Le jeudi 6 août 2015, fut inaugurée, en grande pompe et lors d'une fastueuse cérémonie, la seconde voie du canal de Suez, d'une longueur de 72 kilomètres. Celle-ci a pour but de doubler la capacité du trafic sur cette artère fondamentale reliant la mer Méditerranée et la mer Rouge. D'après les estimations des autorités égyptiennes, d'ici 2023, 97 navires pourront emprunter quotidiennement le canal, contre 49 en 2014. La nouvelle circulation dans les deux sens permettra aussi de réduire le temps d'attente des bateaux (18 à 22 h en 2014 contre 11 h demain). L'Égypte tablait ainsi sur un triplement à court terme des revenus du canal qui passeraient de 5 à 15 milliards de dollars par an.

Au-delà de son côté hautement symbolique, ce projet avait littéralement enthousiasmé les Égyptiens puisque ce sont eux

qui l'ont en grande partie financé. Seulement huit jours ont suffi pour réunir l'équivalent de 9 milliards de dollars afin de lancer les travaux. Le gros œuvre a été réalisé en seulement un an. Un véritable record. C'est la mobilisation massive des soldats et des jeunes conscrits, certes mal payés, qui a fortement contribué à la rapidité de l'accomplissement de l'ouvrage. Les Égyptiens d'aujourd'hui, tels leurs aïeux antiques, ont toujours été très enthousiasmés par les grands travaux aux dimensions «pharaoniques». C'est pourquoi Sissi en avait fait l'un de ses projets phares de ses promesses électorales. D'autres travaux de grande envergure ont depuis été mis en branle. Comme la construction d'une grande plateforme industrielle et commerciale sur les bords du canal avec notamment plusieurs ports et un grand centre de services destinés aux flottes commerciales. Cette infrastructure devrait créer, selon les prévisions les plus optimistes, plus d'un million d'emplois dans les prochaines années.

Il y a également le plus vaste chantier d'Afrique avec la construction, sur une surface de 700 km², de la nouvelle capitale administrative entre Le Caire et Suez, la «Sissi-City» dont le coût s'élève déjà à 45 milliards de dollars. Représentant sept fois Paris intra-muros, cette oasis de béton en plein désert, baptisé Al-Masa (le diamant en arabe), deviendra la capitale administrative du pays, à 45 km au Nord-Est du Caire. Elle abritera une imposante mosquée capable d'accueillir 12 000 fidèles, dans son alignement, deux autres mosquées et la cathédrale copte Nativity of Christ, la plus monumentale du Moyen-Orient. Elle sera divisée en dix districts et possèdera 21 quartiers résidentiels avec jardins et piscines. Le Parlement, avec une coupole de 64 mètres de haut, s'ouvrira sur une immense esplanade avec au milieu, deux alignements de sphinx rappelant l'allée de Karnak. Il y aura également un gigantesque centre culturel islamique dans le quartier des affaires : Iconic Tower qui détient déjà le record de la tour la plus élevée d'Afrique avec 80 étages et 385 mètres de haut.

Autre projet majeur sur le site, la Cité des arts et de la culture, qui accueillera un immense opéra, des théâtres et un musée. L'objectif est clairement de désengorger la vieille capitale (23 millions d'habitants), car l'Égypte grossit de 2 millions d'âmes chaque année. Al-Masa regroupera principalement les ministères et les institutions. L'un des quartiers le plus impressionnants est celui de la défense, où le palais présidentiel, sanctuaire ultra-sécurisé, devrait faire huit fois la taille de la Maison Blanche. Sur ce chantier pharaonique, plus de deux cent mille ouvriers travaillent, même durant le confinement du printemps 2020. La Chine étant l'un des principaux investisseurs...

Toutefois, en dépit des félicitations et des encouragements du FMI depuis 2014, ainsi que le retour de nombreux investissements internationaux privés comme publics dans le pays (grands groupes industriels, aides et fonds du Golfe, de l'UE, de la Russie ou de la Chine...), certains experts, échaudés par les promesses non tenues et les échecs passés comme le projet de Tochka sous Moubarak, estiment que cette politique de grands travaux, à haute intensité de main d'œuvre, sera insuffisante pour relancer l'économie égyptienne. Le socio-économiste Jean-Yves Moisseron affirme que *«le maréchal al-Sissi mène une politique keynésienne de relance à partir de grands travaux mais cette politique ne s'accompagne pas d'injections massives de revenus dans l'économie du pays»*. Ce n'est pas complètement faux car pour relancer réellement la machine économique d'un pays, les interventions keynésiennes ne suffisent pas toujours. C'est surtout d'une véritable et totale refonte de l'économie dont l'Égypte a besoin pour vaincre une misère et un chômage endémiques.

En revanche, d'autres plans de développement ambitieux et cruciaux pour la suite, notamment dans le domaine de l'agriculture comme celui du transport – grandes réformes administratives consacrant de nouvelles provinces, développement et modernisation de l'élevage et de l'irrigation des terres, créations d'usines agricoles, constructions de routes, de ponts... – ont été lancés à partir de 2014.

Modernisation, réformes historiques, mesures d'austérité... et Covid-19

Au milieu des années 2000, l'Égypte avait déjà connu des taux de croissance record (7 % entre 2005 et 2008) grâce à un relatif début de modernisation de son économie, sans pour autant vaincre une misère endémique. Or, la crise financière de 2008 puis l'instabilité politique depuis la chute du président Moubarak en 2011 ont été catastrophiques pour la situation socio-économique du pays.

Comme nous venons de le voir, après s'être remise du soulèvement révolutionnaire de 2011 et des crises politiques internes qui suivirent, l'économie égyptienne a toutefois récemment connu un ralentissement en raison de la pandémie de la COVID-19 survenue en 2020. Selon les analyses de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement (BAD) et surtout du Fonds monétaire international (FMI), la croissance du PIB est passée de 5,6 % en 2019 à 3,5 % en 2020. En dépit de ce ralentissement, l'Égypte demeure l'un des rares pays à afficher un taux de croissance

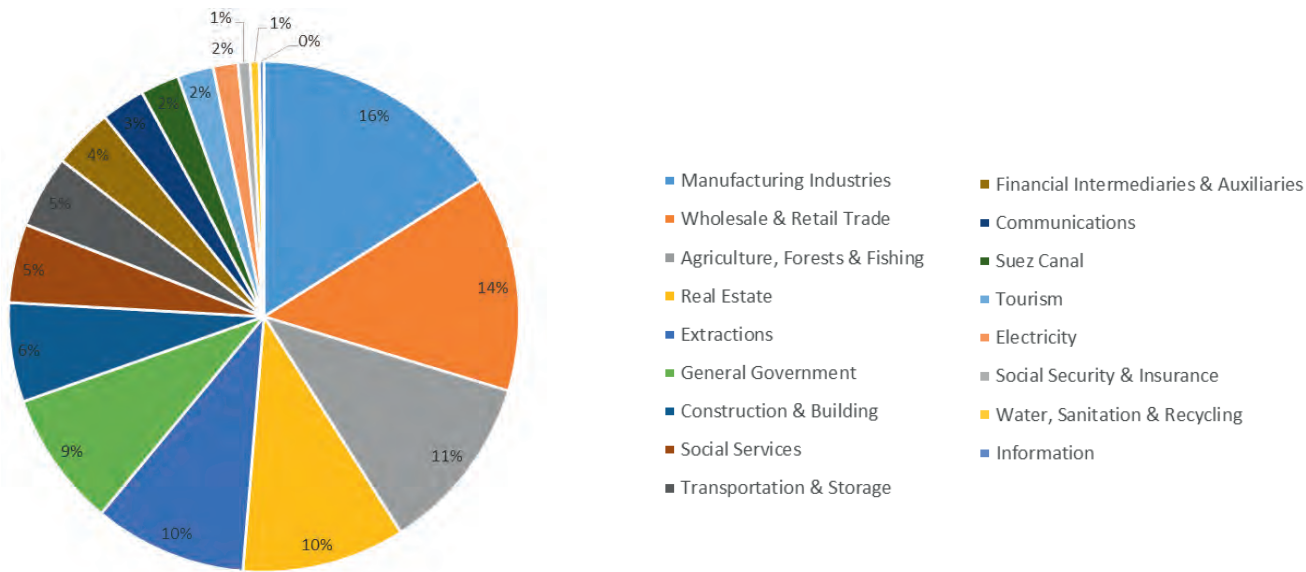
positif en 2020. D'après les estimations d'octobre 2020 du FMI, la croissance du PIB devrait baisser encore à 2,8% en 2021 et revenir à 5% en 2022, à la condition d'une reprise économique mondiale post-pandémique. Dans sa dernière mise à jour de janvier 2021 des Perspectives de l'économie mondiale, le FMI a révisé ses projections de croissance du PIB pour l'Égypte à 2,8% en 2021 et 5,5% en 2022 (ce qui représente une différence par rapport aux projections des PEM d'octobre 2020 de +0,5% en 2022)²⁹.

En 2020, comme toutes les économies mondiales, l'économie égyptienne fut fortement touchée par la pandémie de la COVID-19, mais des mesures proactives prises pour répondre aux besoins sanitaires et sociaux (couvre-feu sévère et très précoce de 17h/24h, supervision directe de l'OMS, coopération technique et scientifique avec la Chine, «cellule de gestion de la crise» sous la présidence du Premier ministre, plans et campagnes sanitaires drastiques...) et soutenir les secteurs les plus directement impactés ont contribué à atténuer l'impact économique et humain de la crise (FMI). L'économie égyptienne a été soutenue par l'allocation de 100 milliards EGP, soit 2% du PIB (Egypt Oil & Gas). En outre, avant la crise sanitaire, comme on l'a vu, le pays avait déjà «muscler» son économie par la mise en œuvre d'un programme de réforme économique comprenant des mesures d'assainissement budgétaire, l'introduction d'un taux de change flottant et d'importantes réductions des subventions. À l'été 2020, l'Égypte adopta un programme de réforme économique soutenu par un accord de confirmation de 12 mois avec le FMI. Ce programme a été conçu pour soutenir le pays dans le contexte de la crise de la COVID-19. En 2020, le déficit budgétaire a légèrement augmenté à -7,5% du PIB

(contre -7,2%), et devrait se creuser à -8,5% en 2021 avant de diminuer à nouveau en 2022 (-5,7%) grâce à la reprise économique. Le ratio dette publique / PIB est passé à 86,6% en 2020 (contre 83,8%) et devrait atteindre 90,6% en 2021 avant de reculer à nouveau en 2022 (à 87,8%). Une politique monétaire appropriée a permis au taux d'inflation de continuer à baisser en 2020, pour atteindre 5,7%. Il devrait rester sous contrôle malgré une hausse attendue à 6,2% en 2021 et 7,9% en 2022. Pour 2021, la priorité est d'accompagner la reprise économique car l'environnement extérieur reste fragile et les risques prennent en compte de nouvelles vagues de la COVID-19, moins favorable les conditions de financement des marchés émergents et une baisse des envois de fonds (FMI)³⁰.

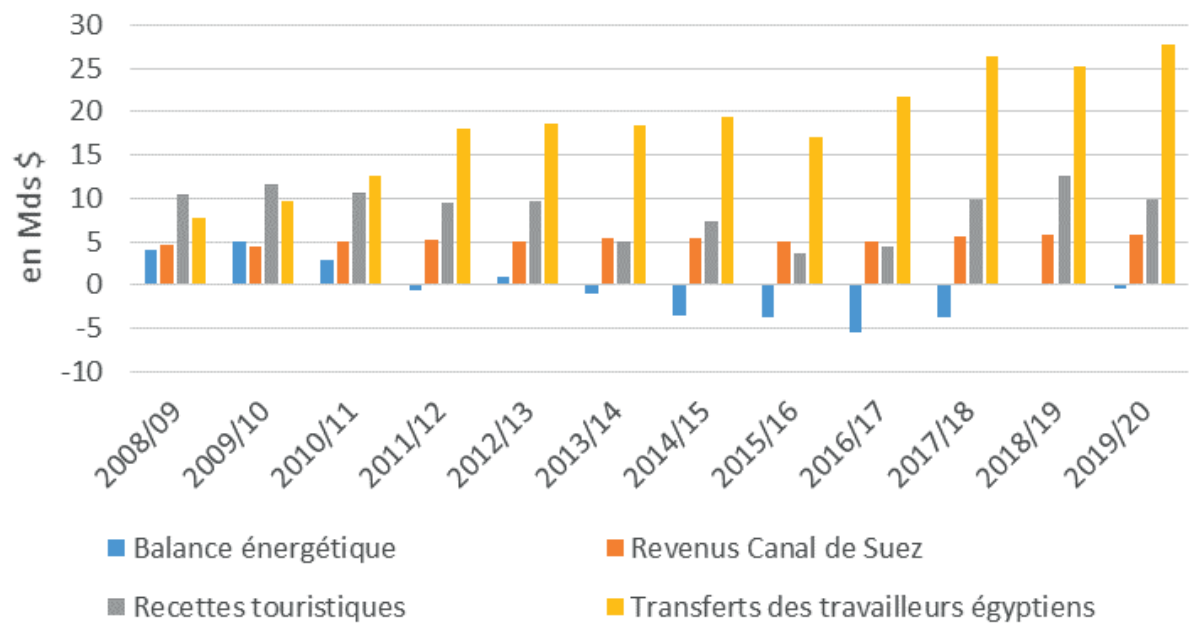
Le taux de chômage officiel, après avoir atteint son niveau le plus élevé des 11 dernières années en 2015, baisse lentement depuis et est tombé à environ 8,3% en 2020 selon les données du FMI. Toutefois, on estime que les trois quarts de tous les employés sont payés comme des travailleurs non déclarés et que 32,5% de la population vit encore en-dessous du seuil de pauvreté (agence nationale des statistiques CAPMAS). Le chômage des jeunes femmes reste très important (48% en 2018 selon le FMI). Le FMI prévoit que le taux de chômage soit affecté par l'impact économique négatif de la pandémie de la COVID, le taux étant actuellement estimé à 9,7% en 2021 et 2022³¹.

29 Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de la relance : Égypte, indicateurs et conjoncture, 30 décembre 2020 ; FMI - «World Economic Outlook Database», octobre 2020 ; BNP Paribas "Égypte: le contexte économique", mars 2021 30 Idem.
31 Idem.
32 Sources : Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de la relance : Égypte, indicateurs et conjoncture, 30 décembre 2020 ; FMI - World Economic Outlook Database, octobre 2020 ; BNP Paribas "Égypte: le contexte économique", mars 2021.

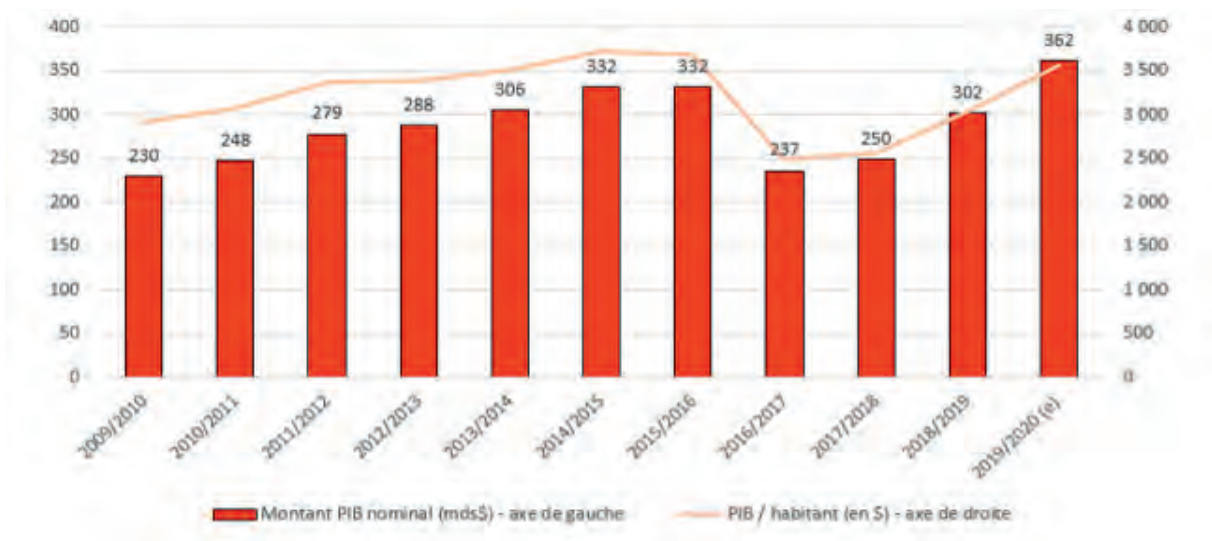


Graphique 1 : PIB de l'Égypte par secteur d'activité 2019-2020

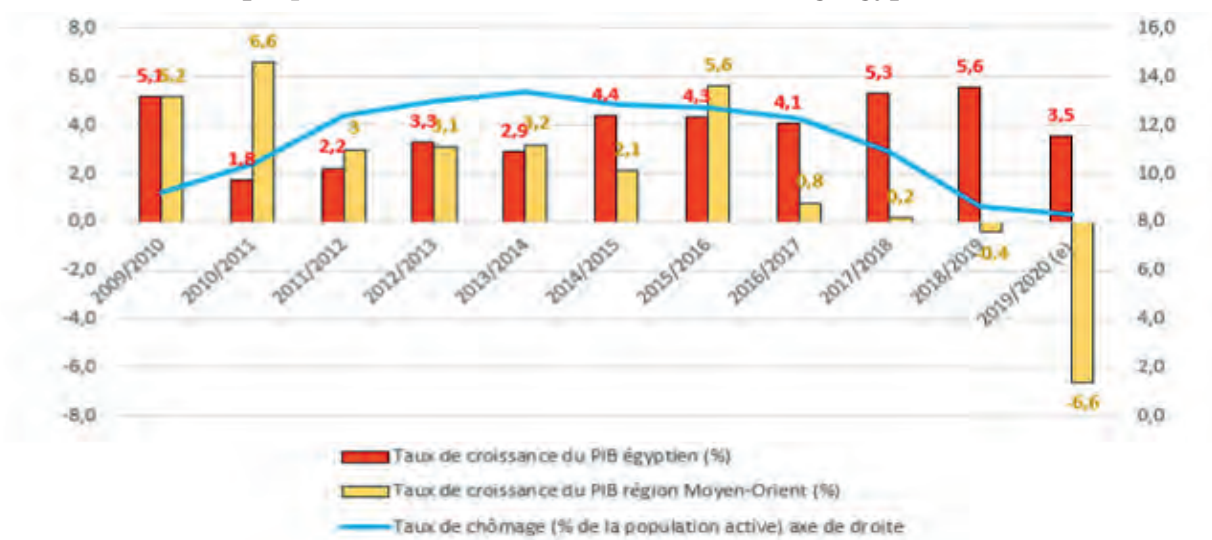
Graphique 2 : Rentes de l'économie égyptienne de 2008 à 2020



Graphique 3 : Évolution du PIB égyptien



Graphique 4 : Taux de croissance et taux de chômage égyptiens



Lutte sans précédent contre les trafics et la corruption

Le président Sissi a compris que ce sont les mauvaises gouvernances du passé qui sont à l'origine de la plupart des problèmes du pays : une corruption généralisée, le népotisme, l'accaparement des richesses par les élites puis la misère qui en découle, nourrissant le fanatisme. Ayant senti le vent du boulet, les nouveaux autocrates du monde arabe ont alors entrepris trois actions essentielles pour imposer leur nouveau type de gouvernance. D'abord, comme on l'a vu, il faut cesser les ambiguïtés et les jeux troubles des dirigeants du passé avec les islamistes quels qu'ils soient. Ensuite, il est primordial de s'attaquer aux deux principaux engrais du cancer islamiste : la misère et surtout la corruption.

L'ambitieux projet concernant l'après-pétrole, « Vision 2030 », de même que l'épisode de la séquestration en 2017 de 200 personnalités proches du pouvoir - princes, hommes d'affaires, ministres - dans le Ritz-Carlton de Riyad - initié par le prince Salmane, s'inscrit dans cette stratégie. Exactement comme les arrestations des caciques du régime en Irak, en Syrie ou lancées par les militaires algériens dans la foulée du « Hirak » en 2019. Ce nettoyage des écuries d'Augias est inédit dans l'histoire de la région. Même si ces purges « anti-corruption » massives et spectaculaires sont toujours aussi un subtil moyen d'écarter des rivaux potentiels...

C'est donc le chef d'État égyptien qui fut le premier à ouvrir le bal dans une région où le bakchich fut longtemps une véritable institution. Nous venons de le voir, il a engagé des réformes socio-économiques drastiques et parfois très douloureuses. En parallèle, c'est une véritable opération « mains propres » de grande envergure, et sans précédent historique, qui a été également lancée. Ainsi, depuis 2014, c'est plus de 1 500 procès pour corruption - pots-de-vin, gaspillages et détournements de fonds publics - qui ont été diligentés au sein de l'appareil d'État égyptien. De hautes personnalités, dont des officiers, des généraux, des hauts fonctionnaires et notamment un ex-ministre de l'Agriculture et l'ancien patron des douanes égyptiennes, ont été sévèrement condamnées.

L'Égypte, future puissance gazière ?

L'Égypte a réussi, en un peu plus de huit années, à passer du statut d'importateur de gaz à celui d'exportateur. À partir de janvier 2019, le pays est redevenu exportateur net de gaz. Il produit aujourd'hui un volume record de 6,6 milliards de

mètres cubes de gaz par jour - en hausse de plus de 30 % depuis 2016 - ce qui le place comme l'un des plus gros producteurs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Ces nouveaux gisements devraient permettre au pays de devenir un véritable hub énergétique régional. Or, ces découvertes s'inscrivent dans un contexte politique et économique interne en pleine mutation, comme nous l'avons vu précédemment, mais aussi dans une nouvelle donne géopolitique au Proche-Orient. Bref, cette future indépendance énergétique de l'Égypte va accentuer inévitablement son poids et son influence diplomatique dans la zone.

Un « don du ciel »

Dans le contexte économique que nous avons décrit plus haut, et face aux nouvelles difficultés créées par la pandémie de la Covid, les découvertes égyptiennes de gisements de gaz au large de ses côtes méditerranéennes, depuis une décennie, sont plus que jamais considérées comme un véritable « don du ciel ».

Cette manne énergétique égyptienne n'est pas près de s'épuiser. Le pays possède déjà les sixièmes plus grandes réserves de pétrole d'Afrique et se situe dans le top 20 mondial des plus grandes réserves de gaz naturel. Depuis une dizaine d'années, les découvertes de gisements de gaz se sont par ailleurs multipliées dans la partie Est de la Méditerranée. La zone est devenue la plus prometteuse du monde en termes de forages offshore. C'est à l'été 2015 que l'Égypte fait sa plus importante découverte dans un contexte énergétique tendu pour le pays. En effet, le gouvernement du Caire peine depuis plusieurs années à satisfaire la demande locale en dépit des réserves très importantes (2 200 milliards de m³ en janvier 2015). Les raisons en étaient une forte consommation (le gaz compte pour 53 % de la consommation d'énergie primaire) et une politique d'exportation vers les pays voisins trop ambiguë.³³

Découvert par le groupe pétrolier italien ENI, le mégagisement de gaz en eaux profondes de Zohr - avec 850 milliards de mètres cubes de gaz récupérable - est le plus grand gisement trouvé dans l'Est méditerranéen. Il se situe à environ 170 km au large des côtes égyptiennes. L'étendue des champs gaziers possède une superficie de 100 km².

33 Anne-Lucie CHAIGNE-ODIN, David AMSELLEM « Les problématiques gazières égyptiennes et israéliennes », Les clés du Moyen-Orient, 02 mars 2018.



La société italienne gère l'exploitation et détient la majorité des actions (60 %), 30 % a été vendu à la compagnie russe Rosneft, et 10 % à BP. Il faut bien comprendre que les intérêts de la compagnie ENI sont nombreux en Égypte. Depuis 2010, un certain nombre d'accords ont été signés entre les Italiens et la société d'État EGPC (Egyptian General Petroleum Corporation) pour des projets dans le golfe de Suez, le désert, le delta du Nil et l'offshore méditerranéen, en contrepartie d'une participation du groupe EGPC dans ses permis au Gabon et en Irak. Le 31 janvier 2018, le président Abdel Fattah al-Sissi a inauguré le tout nouveau champ gazier de Zohr et l'exploitation commença en décembre 2017, respectant les délais d'exploitation annoncés en 2015, qui projetaient une exploitation fin 2017. Toutefois, la production a débuté au ralenti avec 350 millions de pieds cube³⁴, bien en-dessous des quantités prévues en 2015 qui annonçaient une production d'un milliard de pieds cubes par jour³⁵.

C'est au printemps 2019, que la compagnie ENI annonce la découverte d'un nouveau gisement de gaz naturel, dans le puits Noor-1 de la zone d'exploration Noor. Certains experts estiment que le potentiel en présence pourrait être comparable à celui de Zohr.

C'est une nouvelle aubaine pour l'Égypte puisque Le Caire pourra donc produire plus de gaz afin de satisfaire sa demande domestique, exporter davantage et générer des profits supplémentaires voir même atteindre l'indépendance énergétique. Il faut se rappeler, qu'en 2015, le gouvernement égyptien s'était résigné à importer du gaz naturel de la Russie, de l'Algérie et de l'État hébreu pour enrayer les pénuries de production. Actuellement, en attendant une pleine exploita-

tion de ses propres gisements gaziers, Le Caire est en train de revoir ces accords comme celui passé avec Jérusalem. Car depuis deux ans, le pays est devenu autosuffisant en gaz grâce à la hausse progressive de sa production locale. À plus ou moins long terme, Israéliens et Égyptiens devraient prévoir de modifier l'accord historique d'exportation de gaz naturel israélien signé le 19 février 2018 et effectif depuis janvier 2020. Ironie de l'histoire énergétique de la région : le gazoduc sous-marin entre les deux nations fournissait par le passé du gaz égyptien à Israël...

Le Président égyptien entend exploiter intelligemment ce «don du ciel» sur le plan interne. Dans les années 2000, Mubarak avait dilapidé en subventions les recettes d'un précédent boom gazier tout en octroyant des contrats à des amis et proches. Une faute que Sissi ne semble pas vouloir réitérer. Dans l'objectif que ce nouvel afflux d'«or bleu» profite directement au plus grand nombre, le gouvernement veut utiliser cette opportunité pour renflouer les caisses, répondre totalement à la demande domestique, développer son industrie locale mais aussi assurer une transition énergétique tout en souplesse. Une incitation notamment financière a été créée afin que les automobilistes abandonnent l'essence et le diesel au profit du gaz. À ce jour, 250 000 voitures sur les 10 millions de véhicules du pays auraient déjà effectué cette transition, selon le *New York Times*³⁶.

Aujourd'hui, l'Égypte connaît une hausse de 110 % de ses réserves gazières et est sur le point de se positionner comme une plaque tournante du commerce de gaz de la région Méditerranéenne. En outre, au-delà de la compagnie italienne ENI déjà très impliquée, cette nouvelle donne attire également dans le pays, d'autres grandes entreprises pétrolières internationales telles que Shell, BP, Petronas, Total ou les sociétés russes comme Gazprom et surtout Rosneft...

Répercussions géopolitiques

L'Égypte de Sissi se retrouve en première ligne face à la politique agressive néo-ottomane et panislamiste d'Erdogan à Gaza (Hamas), en Libye (qui soutient le gouvernement de Tripoli alors que Le Caire appuie le maréchal Haftar) et également en Méditerranée orientale (que nous traiterons plus loin).

34 Unité de volume principalement utilisée aux États-Unis : 1 pied cube = 0,028 m³ ; 350 millions de pieds cube = environ 10 millions de mètres cubes et 1 milliards de pieds cubes = environ 28 milliards de mètres cubes

35 Laura MONFLEUR «L'Égypte après la découverte du gisement de Zohr : un futur hub pour le gaz ?», Les clés du Moyen Orient, 21 avril 2020.

36 Clifford KRAUSS, Declan WALSH «Egypt Looks to Offshore Gas Field for Growth and Influence», New York Times, 11 mars 2019.

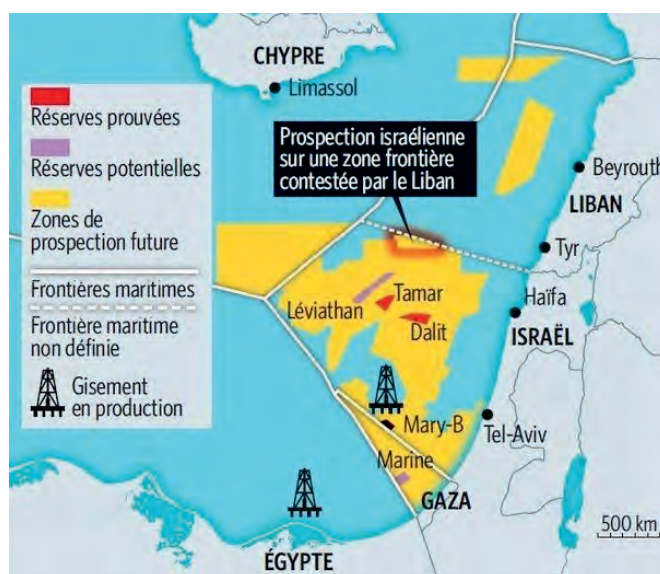
Ces derniers mois, nous avons été témoins du soutien indéfectible et de plus en plus affiché d'Abou Dhabi et surtout du Caire à la Grèce, à Chypre et même à la France face aux provocations et velléités turques. D'autant que dans la stratégie d'Erdogan, s'imbriquent « grandeur nationale », reprise en main intérieure et nouveaux débouchés commerciaux, économiques et énergétiques bien sûr. Notamment avec les vues d'Ankara sur les zones gazières libyennes, grecques et chypriotes. La Turquie entend bien obtenir sa part du gâteau et cherche à concurrencer l'Égypte dans sa posture de leader énergétique de la zone.

Un rapprochement politico-énergétique entre Le Caire, Athènes et Nicosie devenait dès lors inéluctable. Déjà en 2014, la Grèce et l'Égypte avaient signé un mémorandum de coopération de défense, visant à renforcer leurs liens militaires et prévoyant de réaliser des formations et des exercices militaires conjoints³⁷. Puis, en août 2020, la Grèce a ratifié un accord avec l'Égypte sur le partage des zones maritimes, riposte à l'accord turco-libyen, signé fin 2019, autorisant la Turquie à accéder à un large espace maritime en Méditerranée orientale.

En septembre dernier, l'Égypte et la Grèce ont finalement signé un traité officiel appelé le « Forum du gaz de la Méditerranée orientale » une organisation internationale dont le siège se trouve au Caire. Outre l'Égypte et la Grèce, cinq autres pays sont membres fondateurs : Chypre, l'Italie, la Jordanie, Israël et la Palestine, et rejoints par la France le 9 mars 2021. Son ambition est de créer un marché régional du gaz au profit des intérêts des États membres. Il s'agit parallèlement d'améliorer et moderniser les infrastructures, coordonner les réglementations sur les pipelines et le commerce, la compétitivité-prix et surtout, préserver leurs droits en gaz naturel tout en faisant bloc contre les incursions turques dans la zone. (Les États-Unis, l'Union européenne ou les Émirats bénéficient d'un statut d'observateur permanent).

Un partenariat énergétique israélo-égyptien

Depuis janvier 2009 et les premières découvertes israéliennes de gaz offshore avec notamment le gisement Tamar (260 milliards de m³) et Léviathan (650 milliards), l'État hébreu est lui aussi devenu une puissance gazière³⁸ (voir carte ci-dessous). Actuellement, les réserves totales israéliennes, prouvées ou potentielles, avoisineraient les 1 500 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Pilotée par un consortium israélo-américain, la production du méga-gisement de Léviathan a débuté en décembre 2019, après des années de travaux et des milliards investis.



Carte 1 : Gisements gaziers israéliens

Ce projet serait à la fois capable de suffire aux besoins israéliens, d'obtenir l'indépendance énergétique d'Israël et donner la possibilité à ce dernier d'exporter du gaz naturel vers ses voisins voire de se placer comme la principale nation exportatrice de gaz de la zone vers le Moyen-Orient et l'Europe, grâce précisément au projet de Pipeline Est-Méditerranéen via Chypre et la Grèce³⁹. Nicosie devrait aussi s'imposer comme un acteur majeur après la découverte du gisement Aphrodite au large de ses côtes en 2011... Avec Le Caire, on l'a dit, un premier accord fut signé en 2018. L'exportation de gaz israélien vers l'État égyptien est la plus importante coopération économique entre les deux pays depuis 1979 et la signature de leur accord de paix, historique.

Cependant, le gisement Zohr permettrait par exemple aux Égyptiens de concurrencer directement Israël, justement dans le domaine de l'exportation. Surtout que « l'Égypte dispose d'atouts sur son rival : des infrastructures déjà opérationnelles

37 Par ailleurs, la coopération militaire trilatérale entre la Grèce, Israël et Chypre, commencée en novembre 2017, s'est intensifiée depuis quelques mois... De plus, en novembre 2020, le cheikh Mohamed Ben Zayed, prince héritier d'Abou Dhabi et commandant suprême adjoint des forces armées des É.A.U., a reçu Kyriakos Mitsotakis, le Premier ministre grec, pour échanger sur les relations entre les Émirats et la Grèce et les moyens de renforcer les liens mutuels tout en développant les intérêts communs des deux États comme les investissements, le commerce, la politique, la culture et surtout la défense (en septembre, ils ont effectué d'importantes manœuvres militaires conjointes pour coordonner une réponse militaire face à une éventuelle situation de crise). Ce véritable accord de Défense est sans ambiguïté un signal fort à la Turquie et son expansionnisme en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient.

38 Roland LOMBARDI, « Et si le gaz israélien changeait la face du Moyen-Orient ? », Frédéric Encel éd., Gaz naturel, la nouvelle donne ?, Presses Universitaires de France, 2016.

39 L'accord sur le gazoduc EastMed fut signé par la Grèce, Chypre et Israël le 2 janvier 2020.

(l'Arab Gas pipeline, deux usines de liquéfaction) et des réserves plus abondantes, ce qui pourrait lui permettre de vendre à des prix plus attractifs. Sans oublier l'opposition d'une partie des opinions publiques régionales à commercer avec l'État d'Israël, que ne connaît pas – ou moins – l'Égypte »⁴⁰.

Certes, comme nous l'avons déjà évoqué, les futures capacités gazières de l'Égypte devraient toutefois mener à une révision des accords en cours. De prime abord, il aurait été envisageable que le nouveau positionnement énergétique de l'Égypte soit susceptible d'entraîner un renversement géopolitique dans la région et réactiver les anciennes querelles.

Au contraire, le Président égyptien semble plutôt envisager, grâce à cette nouvelle donne énergétique, d'accélérer sa politique de développement, de stabilisation et de coopération dans la région.

Particulièrement avec l'État hébreu. Dans le contexte actuel, face à la menace turque et à la normalisation des relations entre les États du Golfe alliés de l'Égypte (Émirats et Arabie Saoudite) et Israël, il est impensable, pour le premier pays arabe (EAU) à avoir signé un accord de paix avec Jérusalem, de revoir à la baisse ses très bons rapports avec Israël. La coopération dans tous les domaines n'a jamais été aussi forte entre les deux États. Chacun a besoin de l'autre notamment sur les plans diplomatique et sécuritaire. Les Israéliens étant, quelque part, tributaires de la médiation égyptienne incontournable avec le Hamas à Gaza et les Palestiniens de Ramallah. Quant à Sissi, il devra compter, par exemple et plus que jamais, sur le soutien israélien dans ses relations avec l'administration démocrate de Joe Biden, qui sera toujours pro-israélienne mais assurément beaucoup moins indulgente et bienveillante que celle de Donald Trump, vis-à-vis de sa gouvernance autocratique et sur le dossier des Droits de l'homme...

N'oublions pas que lorsqu'il était candidat à la présidence, Biden avait tweeté *«No more blank checks for Trump's 'favorite dictator'»*, (Fini les chèques en blanc pour le «dictateur préféré» de Trump)!

Au final, les intérêts (géo)politiques communs devraient sûrement prendre le pas sur les éventuelles concurrences commerciales. *Un modus vivendi* sur les questions énergétiques est d'ailleurs en train de se profiler. Comme en témoigne la visite en Israël du ministre égyptien du Pétrole, Tarek El-Molla (un proche de Sissi), le 21 février 2021. La rencontre à Jérusalem entre le ministre israélien des Affaires étrangères Gabi Ashkenazi et le ministre égyptien, fait d'ailleurs suite à des

délégations de dirigeants grecs et chypriotes (le 8 et le 14 février)...

L'Israélien et l'Égyptien ont alors convenu durant cette entrevue de relier le champ de gaz naturel israélien Léviathan aux installations égyptiennes de gaz naturel liquide par un pipeline sous-marin, à partir duquel il peut être exporté vers les marchés européens. Mais au-delà des discussions sur l'énergie, l'un des principaux objectifs de ces réunions était d'envoyer un message à la Turquie, et à son président Recep Tayyip Erdogan. C'est évidemment un message clair d'unité, vis-à-vis des ennemis communs, indiquant que ces partenaires travaillent ensemble, que leur diplomatie et leur politique énergétique se rejoignent. Ainsi, les visites des dirigeants grecs et chypriotes et du ministre du Pétrole égyptien en Israël s'inscrivent dans le cadre d'un processus de coordination régionale qui vise donc également à envoyer un signal au président américain...

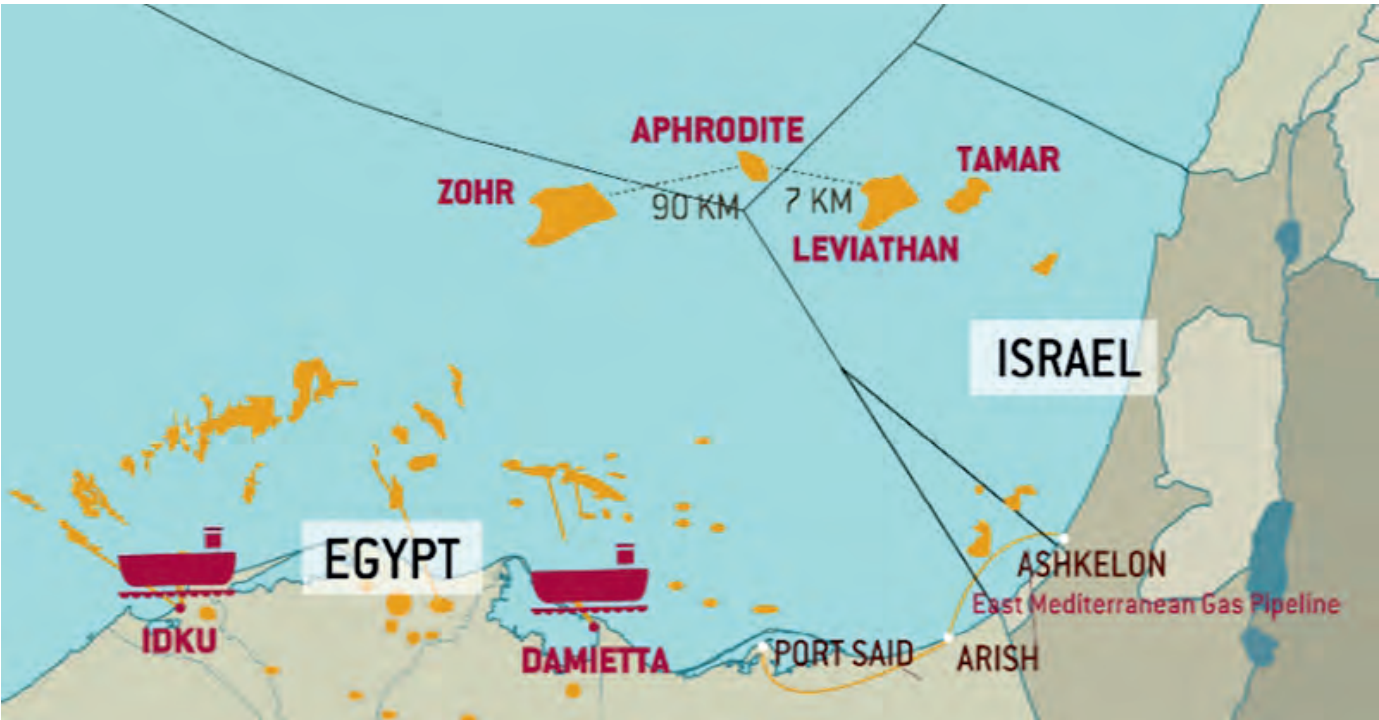
Bref, «le président Sissi ambitionne l'instauration d'une véritable «diplomatie du gaz». Celle-ci permettrait dès lors à l'Égypte de renforcer son influence, autant économique que stratégique, sa politique d'apaisement et de coopération économique avec ses voisins.

L'Égypte a toujours été incontournable. Elle est le pays le plus puissant militairement et le plus peuplé du monde arabe (avec près de 100 millions d'habitants). Or, pour assurer la stabilité du pays des Pharaons et lui redonner son rôle de phare du sunnisme sur la scène régionale et internationale, le président égyptien, qui se veut être un nouveau «dictateur éclairé», sait pertinemment qu'il doit avant tout relever avec succès le défi majeur du redressement de l'économie égyptienne. Pour cela, il se doit en aucun cas de gâcher, d'une manière ou d'une autre, ce «don du ciel» qui fait d'ores et déjà de l'Égypte un acteur énergétique primordial de la Méditerranée orientale »⁴¹.

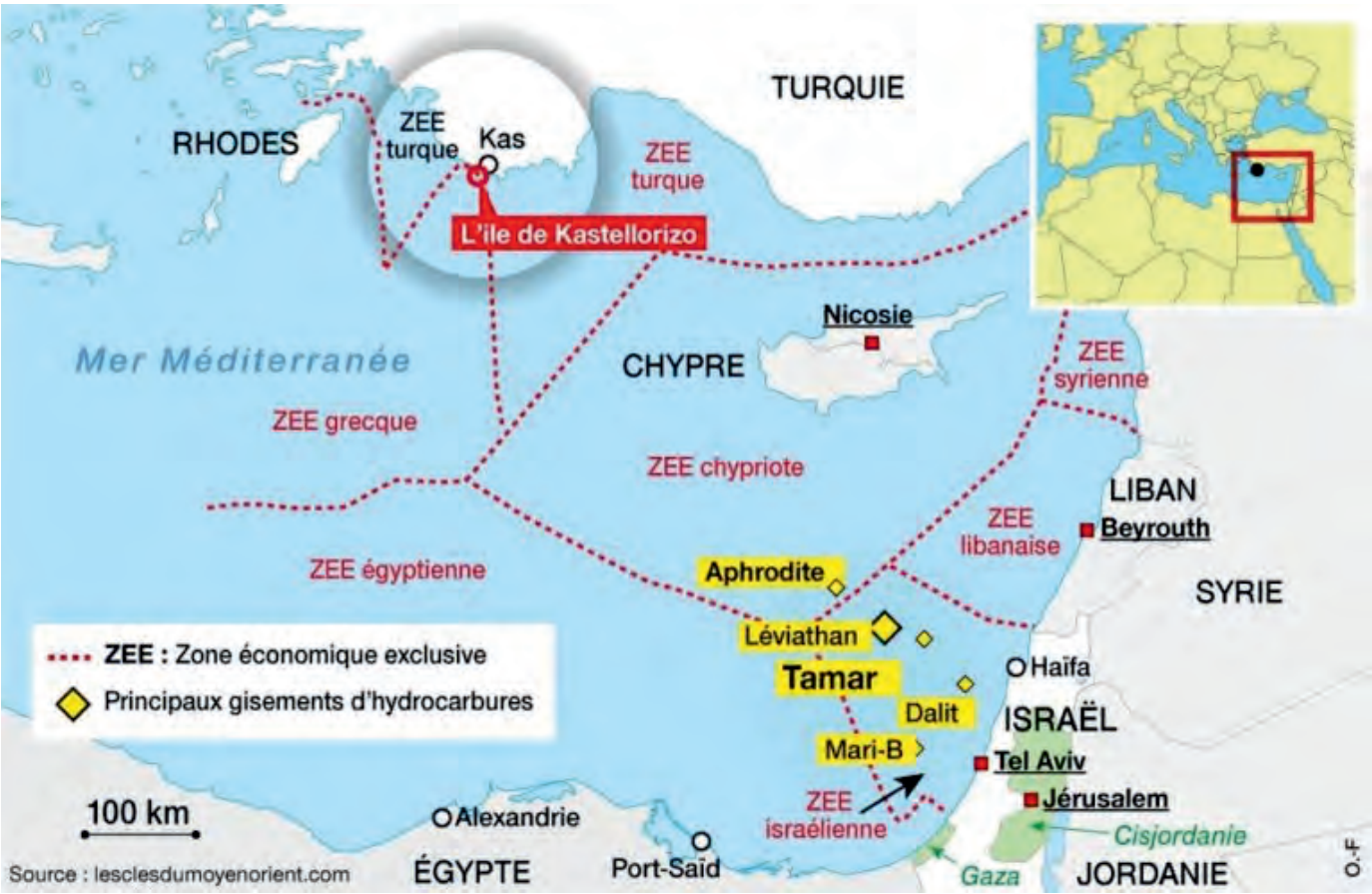
40 Anne-Lucie CHAIGNE-LOUDIN, David AMSELLEM «Les problématiques gazières égyptiennes et israéliennes», Les clés du Moyen Orient, 02 mars 2018.

41 Roland LOMBARDI, «Ambitions égyptiennes et israéliennes en Méditerranée orientale : convergences d'intérêts ou rivalités ? » Revue Conflits, «Méditerranée orientale : la mer de tous les dangers », numéro 31, janvier-février 2021.

Carte 2 : Gisements gaziers égyptiens et Israéliens



Carte 3 : Les ZEE en Méditerranée orientale



PARTIE 5

Au-delà de la force brute et des réformes socio-économiques, les E.A.U. un modèle pour Sissi et Mohammed ben Salmane (MBS) ?

Comme nous venons de le voir succinctement dans les premières parties de ce rapport, depuis l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al-Sissi à la tête de l'Égypte en juillet 2013, un rapprochement politique, idéologique et géostratégique s'est progressivement opéré entre Le Caire, Riyad et Abou Dhabi. À la faveur des conséquences dramatiques des Printemps arabes, une véritable alliance politico-militaire et contre-révolutionnaire se constitue. C'est la fameuse «Entente» Égypte-Arabie saoudite-Émirats arabes unis, qui se concrétise et se confirme à partir de 2015 avec l'accession au trône de la monarchie saoudienne, du nouveau roi Salmane, mais surtout avec la montée en puissance de son fils, le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS). Celui-ci avec ses alliés Sissi et Mohammed ben Zayed (MBZ) n'auront alors comme principal objectif que d'œuvrer de conserve pour combattre l'extrémisme et surtout s'opposer dans le monde sunnite, aux promoteurs de l'islam politique (des Frères musulmans) et d'éventuelles nouvelles révoltes, donc le Qatar et la Turquie.

Si dans l'Entente, l'Égypte de Sissi apporte son passé historique glorieux et millénaire, ainsi que son poids démographique (pays le plus peuplé du monde arabe) et sa puissance militaire (première armée d'Afrique et de la Ligue arabe), l'Arabie saoudite de MBS, en phase de modernisation, apporte, elle, son influence diplomatique (longtemps pays phare du salafisme mondial) et son statut de «Terre des deux mosquées sacrées». Or, si ces deux États peuvent être considérés comme les deux grandes nations leaders du monde sunnite (et c'est leur ambition) et qu'ils permettent ainsi aux petits Émirats arabes unis de considérablement développer leur stratégie et leur influence propre dans la région, Abou Dhabi possède une place particulière dans l'Entente. D'abord

son antériorité dans la lutte effective contre le terrorisme islamiste et l'islam politique de l'organisation des Frères musulman.

De même, le ministre de la Défense et prince héritier d'Abou Dhabi demeure toujours le mentor de MBS et les E.A.U. le modèle de gouvernance pour la nouvelle Arabie saoudite et l'Égypte de Sissi (dont les Émirats sont l'un des principaux argentiers). Soit un savant mélange de société ouverte, de libéralisme économique et... d'autocratie ! Même si le modèle émirati demeure difficilement transposable à l'Arabie et l'Égypte, de par leur histoire propre et leur société, leur taille, leur système politique et leur démographie (100 millions d'habitants pour l'Égypte et 34 millions pour l'Arabie) beaucoup plus élevées que celle des E.A.U (9 millions).



Carte 4 : Localisation des Émirats

Émirats Arabes Unis, Nouvelle République de Venise et le Hong Kong du Moyen-Orient et modèle économique et de gouvernance pour l'Égypte et l'Arabie saoudite de MBS ?

La mise en orbite autour de Mars, le 9 février 2021, de la sonde spatiale «Amal» («Espoir» en français) des Émirats arabes unis et lancée depuis le Japon, coïncide avec le 50^e anniversaire de l'unification, lors du retrait britannique, des sept émirats -

Abou Dhabi, Ajman, Dubaï, Fujairah, Ras al-Khaïmah, Sharjah et Oumm al-Qaïwain. - afin de créer la fédération des Émirats arabes unis. Cet épisode spatial est une victoire technologique comme politique. Les E.A.U. devenant ainsi le

premier État arabe à réaliser un tel exploit. Nommés par le passé les États de la Trêve sous l'Empire britannique, les Émirats arabes unis, en bordure du golfe Persique, ont une superficie totale d'environ 83 000 km².



Le Hong Kong moyen-oriental...

Comme leurs voisins, les Émirats ont eu la chance d'être dotés d'immenses ressources en pétrole et en gaz. Mais à la différence de son grand voisin saoudien et bien avant son rival qatari, ses souverains clairvoyants ont su précocement diversifier leurs ressources et leurs activités économiques. En se tournant notamment vers le commerce, la finance, l'immobilier, le trafic aérien, le tourisme de luxe, les zones franches, les médias, les ports francs, le transit, l'enseignement, la culture, la haute technologie, la recherche scientifique et même le développement durable (énergie solaire, recyclage et désalinisation de l'eau). La conséquence est un développement économique conséquent et non exclusivement basé sur les seules rentes pétrolière et gazière, donnant au pays l'allure d'une sorte de Hong Kong version moyen-orientale. Les 10 millions d'habi-

tants jouissent ainsi d'une qualité de vie certaine. Même les 8 à 9 millions d'immigrés (soit plus de 8 étrangers - travailleurs originaires principalement d'Asie du Sud-Est - sur 9 habitants) bénéficient d'une liberté religieuse totale et de lieux de culte. Ils ont relativement aussi les meilleurs salaires de tous les expatriés de la région. Globalement leur sort est bien meilleur que celui des autres étrangers dans les divers pays du Golfe. En tout cas, qui n'a surtout rien à voir avec la situation déplorable des pauvres ouvriers « esclaves » qui sont littéralement exploités par exemple en ce moment dans la construction des stades de la Coupe du monde de football de 2022 au Qatar...

Sur le plan politique, les Émirats possèdent la particularité d'être gouvernés de façon collégiale par les sept émirats dont chacun dirige l'un des sept émirats de l'union. De même, chaque souverain (notamment l'émir de Dubaï) possède sur

son territoire une certaine marge de manœuvre, si bien que chaque émirat affiche des particularités qui lui sont propres.

Les grands organes étatiques de la fédération sont le Conseil suprême, le cabinet ou Conseil des ministres, l'instance parlementaire, le Conseil national fédéral, et le corps judiciaire indépendant chapeauté par la Cour suprême fédérale.

Le Conseil suprême, où siègent les sept émirats, est le plus haut organisme de l'État. Il élit pour cinq ans le président et le vice-président et détient le pouvoir législatif et exécutif. Il ratifie les lois et décrets fédéraux, planifie la politique étrangère et a le pouvoir de relever le Premier ministre de ses fonctions sur incitation du président. Le Conseil des ministres est élu par le Conseil suprême. Dans les faits, le président est toujours issu du clan al-Nahyan d'Abou Dhabi (la capitale) et le vice-président ainsi que le Premier ministre appartiennent à la tribu al-Maktoum de Dubaï.

Le Conseil national fédéral (où sont soumises les lois) est composé de 40 membres venant de chaque émirat dont 20 sont nommés par le président et 20 sont élus, chaque émirat ayant un nombre de représentants en proportion de sa démographie. Le mandat de ces élus dure deux ans et les fonctions de ce conseil sont strictement consultatives. Le Conseil des ministres représentant l'exécutif de la fédération est dirigé par le Premier ministre qui propose une liste de ministres qui est ensuite ratifiée par le président. Quant à la législation, elle est fondée sur la charia pour les cours fédérales de justice civile, criminelle et la Haute Cour.

Le maître-mot de ce système pourrait être le consensus. Il en ressort une certaine forme de paternalisme d'État dont la base est l'art subtil de l'assentiment qui se traduit tant au niveau politique que sociétal. Certains magasins de boissons alcoolisées, sous de fausses enseignes, sont tolérés, même si un permis de la police est nécessaire afin de pouvoir se procurer une bonne bouteille. Une signalétique particulière dans les hôtels autorise le port du bikini mais interdit toutefois toute démonstration d'affection en public. Bref, tous les étrangers qui ont travaillé ou ont visité le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats en témoigneront : les conditions de vie des expatriés ou des touristes est sans commune mesure à Dubaï ou à Abou Dhabi.

Quant au «clergé» wahhabite des Émirats, même s'il reste influent, il n'a pas le poids politique que pouvaient avoir les puissants oulémas de l'Arabie saoudite d'avant 2015, avant la montée en puissance du prince héritier MBS. Aux Émirats,

certaines rigoristes et de tradition malékite, les institutions religieuses sont, on peut le dire, littéralement soumises au pouvoir politique des Émirats, comme on vient de le voir avec les «indulgences» sociétales à Dubaï ou à Abou Dhabi. La tolérance religieuse est totale avec 31 églises, un temple hindou et 2 synagogues.

... et la République de Venise du Golfe

Rappelons que la République de Venise est à son apogée, du XIII^e siècle au XVI^e siècle, une petite cité-État qui s'étend alors à une partie de l'Italie du Nord d'aujourd'hui, mais l'une des principales puissances économiques, politiques et militaires européennes de l'époque. Si l'on ose la comparaison, c'est comme si aujourd'hui, Monaco était aussi riche que l'Allemagne, tout en possédant l'armée française. Certes, les E.A.U. n'ont pas la puissance financière de l'Allemagne ni les forces armées de la France, et encore moins l'influence de «la Sérénissime» au temps de sa splendeur. Pour autant, les E.A.U. sont devenus progressivement, une place financière remarquable et dans le monde arabe, incontournables ayant gagné une influence non négligeable.

Par exemple, à l'inverse du Qatar voisin, les Émirats se sont dotés d'une force armée de 65 000 professionnels et de forces spéciales, bien équipées et très bien formées, aux compétences reconnues dans tous les états-majors occidentaux et capables de se projeter dans toute la région. En 2011, alors qu'il était à la tête du commandement central des forces américaines, le général américain James Mattis qualifia les E.A.U. de «petite Sparte». Le budget de la Défense est de 14,3 milliards de dollars en 2015, soit 5,34% du PNB, soit en proportion, l'un des plus élevés du monde, et le 8^e importateur d'armes dans le monde sur la période 2015-2019 selon le rapport du Sipri⁴² (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm).

Après l'invasion du Koweït en 1990, Abou Dhabi a tissé de bonnes relations avec ses alliés occidentaux dans le domaine militaire. L'armée émiratie était aux côtés des forces occidentales lors de la libération du Koweït en 1991. Elle a également participé à de nombreuses missions de l'ONU ou encore à des opérations avec ses alliés américains, comme en 2003, ou à partir de septembre 2014, durant l'intervention contre Daesh, et à Bahreïn (2011), au Yémen (2015) avec son allié saoudien, puis en Libye avec les Égyptiens.

42 Sipri YearBook, "Armaments, Disarmament and International Security", 2020.



Carte 6 : Intérêts des Émirats dans le Golfe

Les Émirats arabes unis sont membres du Conseil de coopération du Golfe. Ils ont également signé de nombreux traités militaires avec des puissances étrangères. Washington lui fournit ainsi aides et matériels militaires haut de gamme. Ces dernières années, un accord de défense et de coopération militaire a été signé avec Paris. Celui-ci engage la France à protéger les Émirats au cas où leur souveraineté nationale serait menacée. Les Français ont également une base militaire dans le pays et les deux pays ont signé un accord nucléaire civil.

Depuis quelques années, la diplomatie d'Abou Dhabi est très active dans le monde arabe. Les Émirats se positionnant, on l'a dit, à la pointe des contre-révolutions arabes comme en Égypte où ils soutiennent le président Sissi et se présentent partout comme un modèle et le fer de lance contre le terrorisme, l'islam politique et djihadiste. En Libye, MBZ appuie le gouvernement de Tobrouk et l'armée du maréchal Khalifa Haftar par l'envoi de conseillers, de forces spéciales, de drones de combat, des appuis aériens et une aide financière.

De fait, comme évoqué plus haut, les E.A.U. ont un rôle déterminant dans l'alliance constituée de l'Égypte de Sissi et de la « nouvelle » Arabie saoudite de Mohammed ben Salmane (MBS) pour s'opposer à l'axe Qatar-Turquie, chantre de l'islam politique des Frères musulmans.

Avec un fonds souverain estimé à environ mille milliards de dollars et surtout la diversification de son économie, les E.A.U. est peut-être le pays du Golfe qui a le moins souffert de l'effondrement du prix des hydrocarbures et de la pandémie. Pour preuve, grâce à leurs extraordinaires fonds souverains, les Émirats et l'Arabie saoudite (le PIF - Public Investment Fund-), les deux États étaient, en pleine crise du printemps à l'hiver, à la manœuvre (mais également pour les princes alliés de la région) sur les marchés financiers occidentaux pour investir des milliards de dollars dans les valeurs industrielles décotées. Ainsi, dès qu'une valeur perdait 50 % par rapport à ses prix de la fin de l'année dernière, les pétrodollars saoudiens et émiratis raflaient les titres impactés par la crise du coronavirus. En un trimestre, le portefeuille saoudien du PIF est passé de 2 à 10 milliards de dollars !

MBZ s'est aussi fortement rapproché de la Chine. Plusieurs traités ont été signés avec Pékin depuis les années 1980 jusqu'à nos jours dans les domaines de la défense, du médical, de la culture, de l'aérien, de la justice et de la lutte contre le terrorisme. Son alliance et la paix signées avec l'État hébreu dans le cadre des « Accords d'Abraham » (avec Bahreïn, le Maroc et le Soudan), officialise des relations anciennes et discrètes avec Jérusalem et ouvre de nouvelles perspectives commerciales et stratégiques aux E.A.U.

En juin 2018, les Émirats arabes unis furent le premier pays du Golfe à signer un partenariat stratégique officiel avec la Russie. Ainsi, par cet accord, Mohammed ben Zayed (MBZ) et Vladimir Poutine ont pour objectif de solidifier leur coopération bilatérale qui a vocation à se diversifier à d'autres domaines : politique, économique, sécuritaire, militaire ou encore culturel. Une coopération d'autant plus facilitée par le fait que les deux autocrates, là encore, partagent une même vision du pouvoir et de l'avenir du monde arabe. De fait, comme d'autres pays du Moyen-Orient, les E.A.U. considèrent à présent la Russie comme la nouvelle puissance de la zone, « un pays majeur qui joue un rôle vital dans le maintien de la sécurité et de la stabilité régionales et internationales » tel que le déclara MBZ lui-même lors de la signature du partenariat stratégique entre les deux États.

De plus, Moscou et Abou Dhabi (comme avec Le Caire et à présent Riyad) sont sur la même longueur d'onde concernant la définition du terrorisme et se rejoignent dans leur combat contre toute forme d'islam politique. De nombreux groupes islamistes opposés à Assad sont considérés comme des entités terroristes à la fois par Moscou et Abou Dhabi, tels que les Frères musulmans et Hayat Tahrir al-Sham (anciennement Jabhat al-Nusra). En dépit du fait que les Émirats arabes unis aient exprimé leur inquiétude en septembre 2018 au sujet d'une éventuelle escalade militaire dirigée par les Russes à Idlib, ils n'ont pas officiellement désapprouvé la qualification par la Russie de la ville comme un « foyer du terrorisme ». Ils ont par ailleurs limité leurs critiques des opérations antiterroristes à Idlib à quelques préoccupations humanitaires. Signe des temps, le ministre d'État aux Affaires étrangères des Émirats arabes unis, M. Anwar Gargash, fut le premier à soutenir le retour d'Assad dans la Ligue arabe. Puis dans l'intervalle, les Émirats ont été le premier pays du Golfe à également rouvrir son ambassade à Damas en décembre 2018. Et ils usent aujourd'hui de toute leur influence pour la réintégration de la République arabe syrienne au sein de la Ligue arabe. Cette initiative traduit la volonté d'Abou Dhabi d'investir dans la reconstruction de la Syrie. Ce qui lui permettrait au passage de, pourquoi pas, utiliser, comme les Saoudiens, son influence

auprès des milices salafistes (même si Abou Dhabi s'était toujours distinguée de l'Arabie Saoudite et du Qatar en refusant de soutenir les groupes d'opposition islamiques armés pendant la guerre) afin d'être un acteur dans la difficile et complexe équation des négociations du retour à la paix. Ceci, tout en affirmant sa solidarité avec les Kurdes syriens contre la Turquie et en essayant de faire reculer la présence de l'Iran en Syrie. En effet, l'expansionnisme de Téhéran inquiète aussi les E.A.U., même si les relations entre les deux pays sont beaucoup moins tendues ou conflictuelles qu'on pourrait le penser.

Lors de la signature de l'« accord d'Abraham » entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn, celui-ci a été abusivement présenté comme la conséquence directe de la menace iranienne, ces trois États faisant face à un ennemi commun. Si cet argument est réel, cette analyse est pour le moins très incomplète.

Pour Abou Dhabi, il ne s'agit en aucun cas d'un accord contre l'Iran. Certes, les Émirats et l'Iran ne sont pas les meilleurs amis du monde, mais leurs relations complexes ne permettent pas de les définir comme les pires ennemis. Bien au contraire. Pour preuve, n'oublions pas que les Émirats ont toujours craint une victoire des islamistes et des Frères musulmans syriens à Damas. Dans cette perspective, Abou Dhabi a été un allié objectif de Téhéran, soutien stratégique et historique de la Syrie des Assad. Durant le conflit syrien, et en dépit des sanctions internationales frappant le pays, ce sont des pétroliers émiratis qui ont fourni l'État syrien en hydrocarbures iraniens... De même, Abou Dhabi a permis à l'économie iranienne de tenir et même de contourner l'embargo puisque de nombreux produits asiatiques et occidentaux disponibles aujourd'hui dans les commerces iraniens ont été importés via des ports émiratis... De plus, le secteur bancaire et immobilier de Dubaï aurait également safeguardé les avoirs financiers de certains dignitaires du régime des mollahs... De fait donc, les E.A.U. peuvent même, dans un avenir proche, devenir un nouveau canal de discussion secret (car il en existe déjà d'autres...) entre Jérusalem et Téhéran!

Pour en revenir avec les relations avec Moscou, en juillet 2018, *The New Yorker* rapporta que MBZ aurait d'ailleurs milité pour un réchauffement des relations entre les États-Unis et la Russie à la suite de l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en novembre 2016. D'après l'hebdomadaire américain, des émissaires émiratis, ainsi que des représentants saoudiens et israéliens, auraient « encouragé à plusieurs reprises leurs homologues américains à envisager de mettre fin aux sanctions liées à l'Ukraine en échange de l'aide de Poutine pour le retrait des forces iraniennes »...

Enfin, il faut noter que selon l'Institut international de recherches sur la paix de Stockholm, la Russie était le troisième fournisseur d'armement aux E.A.U. sur la période 2007-2016, après les États-Unis et la France. Par ailleurs, lors de la Conférence et de l'exposition internationale de défense (IDEX) en 2017, les E.A.U. et l'agence russe Rosoboronexport ont passé des contrats militaires ayant une valeur de 1,3 milliard de dollars, dont un s'élevant à 700 millions de dollars pour la fourniture de 5000 missiles antichars... Plus tard, durant l'édition 2019 d'IDEX, Abou Dhabi et une société par actions russe ont signé un contrat pour la modernisation des véhicules de combat d'infanterie soviétique BMP-3 acquis par les Émirats pour un montant de 2,71 millions de dollars. Un contrat supplémentaire de 110 millions de dollars fut aussi conclu pour la maintenance technique de ces véhicules.

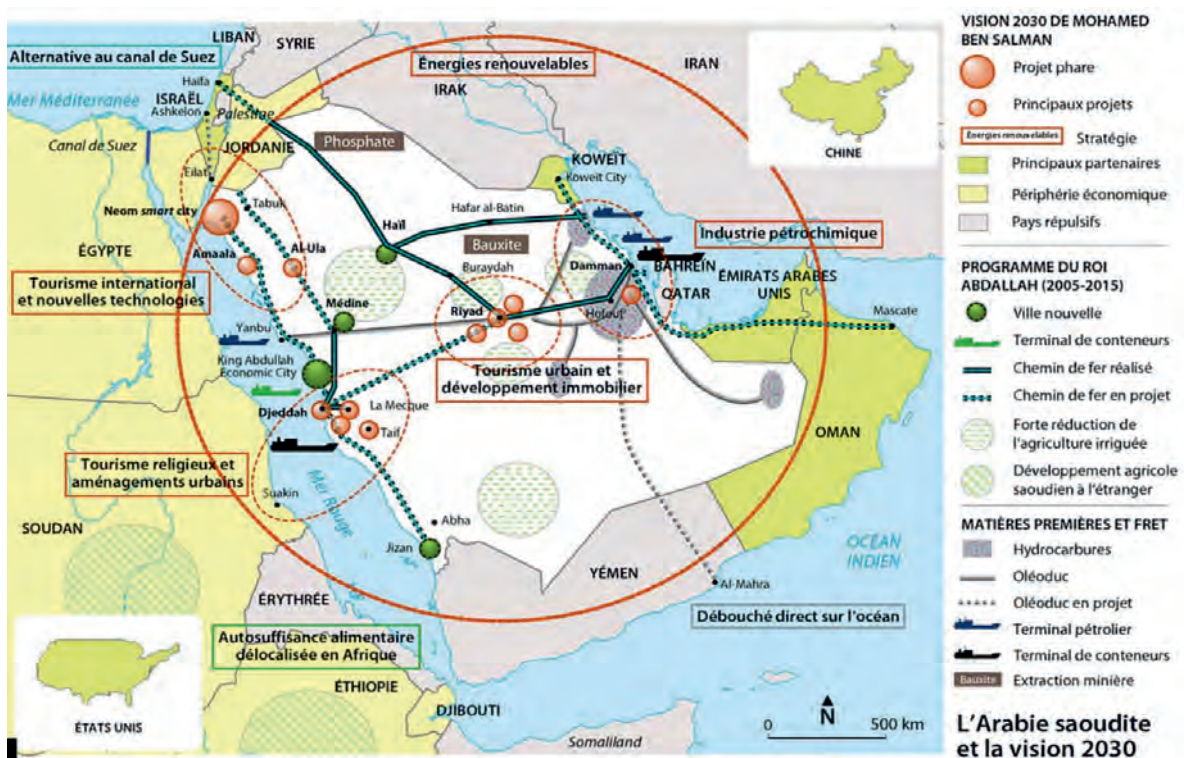
Nationalisme et le salafisme madkhaliste : des solutions ?

Les Printemps arabes de 2011 et leurs conséquences dramatiques pour la région ont bien évidemment fait prendre conscience des problèmes anciens et profonds de leurs sociétés à Sissi et MBS. On l'a dit, ce sont moins les aspirations démocratiques, que la misère et les mauvaises gouvernances du passé avec leurs cortèges de corruptions généralisées, de népotismes et d'accaparement des richesses, qui ont poussé les peuples à la révolte et donc, à la récupération

de ces révoltes par les divers courants islamistes.

Comme évoqué plus haut, Sissi, MBS et MBZ ont alors entrepris trois actions essentielles pour imposer leur nouveau type de gouvernance, moderniser leur pays et préserver, il faut l'avouer, leur régime : réformes économiques, lutte contre la corruption et enfin, un combat féroce contre l'islam politique. Les double-jeux (mélange de répressions calculées et manipulations à des fins politiques ou géostratégiques) des dirigeants passés avec les islamistes vont cesser. Jouer aux apprentis sorciers avec l'islamisme peut se révéler, à terme, infiniment dévastateur. Notamment, pour leur propre survie politique. Dès lors, la lutte sincère et déterminante menée aujourd'hui par les trois autocrates, contre l'islam politique des Frères musulmans et le salafisme djihadiste (et leurs soutiens), est historique et sans précédent historique dans la région. À présent, la bataille contre l'extrémisme est véritable, acharnée et sans pitié. Sans stabilité pas de développement.

Ainsi, on l'a vu, ils ont bien intégré qu'il fallait s'attaquer aux deux principaux terreaux de l'islamisme, à savoir la misère et surtout la corruption. En Égypte, on l'a vu, Sissi a engagé des réformes socio-économiques drastiques et inédites, parfois douloureuses, et une véritable opération « mains propres » dans l'appareil d'État égyptien. En Arabie saoudite, le projet préparant l'après pétrole, « Vision 2030 », et les purges politico-financières initiées par le jeune prince héritier saoudien, s'inscrivent dans le même processus (Partie 5).



Carte 7 : Vision de Mohamed Ben Salmane 2030

Carte de Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon-II, tirée du livre de Gilles Kepel « Le Prophète et la Pandémie » (Gallimard, 2021).

Dans le film *Le Président* (1961) d'Henri Verneuil, le grand dialoguiste Michel Audiard fait dire à son personnage principal la phrase suivante : « *Sauf pour les dictateurs et les imbéciles, l'ordre n'est pas une fin en soi* ». Rien n'est plus juste.

Loin d'être des imbéciles, les trois dirigeants savent également et pertinemment que contre l'islamisme, le culte du chef, la force brute et la modernisation ne suffiront pas. C'est bien connu : on ne combat avec succès une idée qu'avec une autre idée. C'est pourquoi, l'Égypte de Sissi et l'Arabie saoudite de MBS se sont lancées dans un renouveau patriotique voire nationaliste, accompagnant par exemple leurs grands travaux ou leurs grandes initiatives politiques ou diplomatiques.

Par-dessus tout, ils sont conscients aussi (même le pieux Sissi) que certains discours dévoyés de l'islam nourrissent le fanatisme.

Dans des déclarations publiques courageuses et là encore inhabituelles pour un dirigeant arabe, le Président égyptien a appelé à plusieurs reprises à une réforme de l'islam comme lors de son discours de décembre 2014, le plus célèbre et le plus retentissant à Al-Azhar, la grande mosquée/université du Caire, grande référence du monde sunnite depuis la fin du X^e siècle.

Or, même si Sissi a accentué la dépendance à l'État de cette institution, l'entreprise d'une forme de « laïcisation » de la société reste difficile et périlleuse pour le Président égyptien. Elle prendra du temps, l'Égypte restant un pays très islamisé. Certains conservateurs d'Al-Azhar résistent et Sissi est même parfois obligé de leur donner des gages en matière de mœurs.

Le président est aussi parvenu à imposer à Al-Azhar, qui dirige des milliers d'écoles religieuses et d'antennes (65 000) dans plusieurs provinces égyptiennes, une réforme des programmes scolaires et une purge des livres de tout contenu religieux, qui pourrait être utilisé par des extrémistes pour justifier leur cause.

Sissi fait encore preuve dans ce domaine de volontarisme⁴³. En février dernier, il a par exemple ordonné à la vice-ministre égyptienne de l'Éducation, Reda Hegazy, de réformer à son tour les programmes des écoles supervisées par le ministère de l'Éducation (environ 50 000 avec 23 millions d'élèves). Désormais, seront supprimés certains versets du Coran et des hadiths des programmes scolaires. Le président veut que les versets coraniques soient limités uniquement aux cours sur la religion et qu'ils soient retirés des manuels pour toutes les autres matières. Il a expliqué que certains textes religieux pouvaient « contribuer à répandre des idées extrémistes ». Par ailleurs, le ministère de l'Éducation va inclure des informations et des cours sur l'histoire chrétienne dans les programmes et envisage aussi de suspendre l'enseignement de la religion islamique en tant que matière distincte. Il a précisé qu'il avait accepté une proposition présentée par le député Freddy Al-Bayadi, l'édition d'un livre concernant l'ensei-

gnement d'une nouvelle matière qui inclurait les principes, les idéaux et les valeurs communes partagés par les croyants de l'ensemble des trois religions du Livre et qui seront enseignés aux élèves de toutes les religions et quel que soit le niveau.

Nous pouvons l'affirmer, c'est une véritable révolution dans un pays musulman, qui plus est le plus peuplé du monde arabe.

Une autre révolution des mentalités est à l'œuvre au « pays des deux mosquées sacrées », dans l'Arabie wahhabite qui pourtant, depuis les années 1970 à 2015, a soutenu et promu le salafisme à travers la planète, avec les conséquences que l'on sait. Usant et abusant souvent du double langage ou du double-jeu de certains princes puissants du royaume, les saoudiens n'ont jamais bien évidemment approuvé le terrorisme officiellement, mais ils ont toutefois financé, et ce durant des décennies à coups de milliards de pétrodollars, des écoles et des mosquées où pourtant on le justifiait et où on le légitimait il y a récemment encore...

Or, dès l'arrivée sur le trône de son père, afin d'engager la modernisation de son pays et surtout instaurer sa future monarchie absolue pyramidale, l'héritier et le fils préféré du roi Salmane se devait de frapper vite et fort pour abattre le vieux système d'un royaume « théocratique-féodal », basé sur le consensus intertribal et la vieille alliance du « cimetière et du goupillon » des Saoud avec Abdelwahhab, l'initiateur au XVIII^e siècle, d'une des interprétations les plus rigoristes et les plus intolérantes de l'islam, le wahhabisme-salafisme.

MBS a ainsi su écarter par la ruse et aussi de manière brutale tous les rivaux politiques dans sa course fulgurante vers le pouvoir. Mais il a également, sur le modèle de Sissi et son mentor MBZ, entrepris de museler les oulémas les plus radicaux et de les soumettre à son pouvoir. D'où également, une répression féroce dans les milieux religieux les plus extrémistes (plus de 1 000 imams douteux ont été littéralement raflés en quelques semaines en 2017). Comme en témoignent aussi, à l'époque les arrestations des prédicateurs radicaux notamment Salman al-Awda, Awad al-Qarni et Ali al-Omari, les trois plus populaires.

De grands centres de « déradicalisation » ont été créés et sur ordres de MBS, des fatwas ont été lancées par les autorités religieuses littéralement purgées, condamnant le « jihad de l'épée » et privilégiant dorénavant le salafisme quiétiste. Au passage, rappelons que la « reprise en main » du salafisme à Riyad, donna l'opportunité à Sissi d'écarter, et de leur interdire depuis de s'immiscer dans la vie politique égyptienne, les partis salafistes (anciennement financés par les Saoud) et qui étaient pourtant arrivés bons seconds, après les Frères musulmans, lors des élections faisant suite à la révolution de 2011. Ainsi, MBS veut lui aussi des changements profonds dans son pays soumis à

43 « Égypte : La lutte contre l'extrémisme passe par l'Éducation ! », Fild, 21 mars 2021.

44 « Qui sont les salafistes ? », Fild, 28 mars 2021.

l'application stricte de la version wahhabite de la charia islamique. Comme en Égypte, les programmes scolaires sont en cours de modification, dans le sens de la tolérance, et les contenus antisémites et anti-israéliens en sont peu à peu supprimés. Sous l'impulsion et l'autorité du jeune prince, le discours religieux est également en train d'évoluer. Cheikh Abdulaziz al-Sheikh, le grand mufti d'Arabie saoudite, déclare à présent que la religion doit se disséminer par les mots, et non par les sabres.

En septembre 2020, l'Imam de la Grande Mosquée de La Mecque, Abdulrahman al-Sudais, a prononcé un sermon prônant le dialogue et la bienveillance envers les non-musulmans, et a même fait une référence spéciale aux Juifs. Certes, il a été critiqué par les plus radicaux du monde musulman, mais il est soutenu et protégé par MBS. Um Haroun (Mère d'Aaron), une série télévisée saoudienne, fut diffusée en 2020 sur une chaîne publique du royaume, MBC, et également dans d'autres États arabes. On y voit des juifs, des chrétiens et des musulmans vivant en harmonie... Cette tendance et ces réformes initiées par MBS comme celles du statut des femmes (droit de conduire, allègement du système de «tutorat»⁴⁵, accès aux stades et aux cinémas rouverts...) ou de la justice⁴⁶, s'inscrivent dans la volonté du jeune prince de moderniser son royaume, des «Accords d'Abraham» et du rapprochement avec Israël⁴⁶. Pour l'instant, le vieux roi Salmane, sous la pression des derniers caciques non écartés par son fils, semble attaché à l'idée qu'un État palestinien doit être créé avant que le royaume ne normalise ses relations avec l'État hébreu. Mais pour MBS, un futur traité avec Israël, notamment en matière de sécurité ne pourra que, comme pour les E.A.U., renforcer les capacités de défense de Riyad face à l'Iran. Les technologies israéliennes seraient également fort utiles pour la transformation économique du pays qu'il est en train d'opérer.

Vis-à-vis de la confrérie islamiste des Frères musulmans, il faut savoir que dans les années 1960, lors de la répression de Nasser, la Confrérie avait été accueillie par Riyad afin notamment de former les futurs cadres du pays en plein développement pétrolier. Or, devenant de plus en plus trop influente et très critique lors de la présence en 1990-1991 des troupes américaines sur le sol saoudien pour défendre le royaume et en vue de la première intervention de Washington contre l'Irak de Saddam Hussein qui avait envahi le Koweït, les Saoud rompirent avec les Frères et les expulsèrent (notamment vers le Qatar). Depuis, le mouvement est interdit en Arabie saoudite et considéré comme organisation terroriste. MBS, allié de Sissi et MBZ, les bêtes noires des Frères et ses modèles et mentors quant à sa lutte contre le fanatisme religieux et surtout, sa pratique autoritaire du pouvoir, redoubla alors d'efforts pour combattre l'influence de la Confrérie dans la région.

Par ailleurs, il faut rappeler qu'au début de l'année 2020, à cause des restrictions budgétaires mais surtout sous l'impulsion du prince héritier, la Ligue islamique mondiale, puissante

ONG créée à la fin des années 1970 et très liée au régime saoudien, a décidé de se désengager et ne plus financer plusieurs mosquées et associations salafistes qu'elle finançait de par le monde. En revanche, le prince héritier décida de soutenir dorénavant dans le royaume mais surtout à l'étranger, là encore sous l'influence de Sissi (qui privilégie aussi le soufisme et les islams locaux traditionnels) et surtout de MBZ, le mouvement appelé le «salafisme madkhaliste», un courant du salafisme quiétiste. Variante de la pensée islamiste au sein du salafisme au sens large, fondée sur les écrits du Cheikh Rabi' Ibn Hâdi 'Oumayr al-Madkhali, né en 1931, penseur et professeur de l'Université islamique de Médine, cette mouvance fut longtemps méprisée voire parfois reléguée au statut d'une secte par le pouvoir saoudien. Le vieux Cheikh Rabi n'a jamais eu de fonction officielle et il n'appartient pas aux institutions du royaume ni aux oulémas ou aux clercs de l'islam, l'autorité religieuse suprême dans le royaume.

Proche du pouvoir saoudien, surtout à partir de 2015, Rabi rejette cependant toute forme de démocratie et affiche ouvertement son hostilité aux Frères musulmans et aux salafistes djihadistes de Daesh ou d'Al-Qaïda. Il s'oppose catégoriquement à l'idée de révolte ou d'un renversement du pouvoir, pour ne pas alimenter la *fitna* (la division des musulmans). Cette interdiction s'inspire de textes médiévaux, rédigés à l'époque de guerres récurrentes au sein de l'*ouma*. Ainsi, MBS et ses conseillers réformateurs entreprennent un virage à 180 degrés. À l'instar de Sissi et MBZ qui ont généralement favorisé le madkhalisme en raison de son soutien passé aux formes de gouvernement laïque, MBS y voit également «l'Idée» qui peut s'opposer aux «idées» radicales.

En effet, foncièrement quiétiste et sincère, la doctrine madkhaliste défend une soumission totale au wali al-amr, le «détenteur de l'autorité», et prône dès lors l'allégeance et le respect absolu à l'autorité politique en place, quelle qu'elle soit. En théorie donc, ces mouvements, se réclamant de cette doctrine, ne doivent pas se mêler de politique (comme en Égypte d'où l'intérêt bienveillant de Sissi pour ce courant de pensée) et encore moins faire la guerre. Sauf à la demande expresse du «gouverneur» qu'ils se sont choisis et envers lequel ils ont prêté serment d'allégeance et de fidélité.

Ainsi, dans la réalité, le pas est souvent franchi là où les intérêts saoudiens ou émiratis le demandent comme au Yémen ou en Libye pour combattre sous les ordres d'Haftar... Nous venons de le voir, les nouvelles directions idéologiques de Sissi, MBZ et MBS sont de puissants coups de tonnerre dans le monde arabo-musulman. Des bouleversements majeurs et historiques qui se révèlent peut-être être les véritables révolutions dans la région après les événements de 2011...

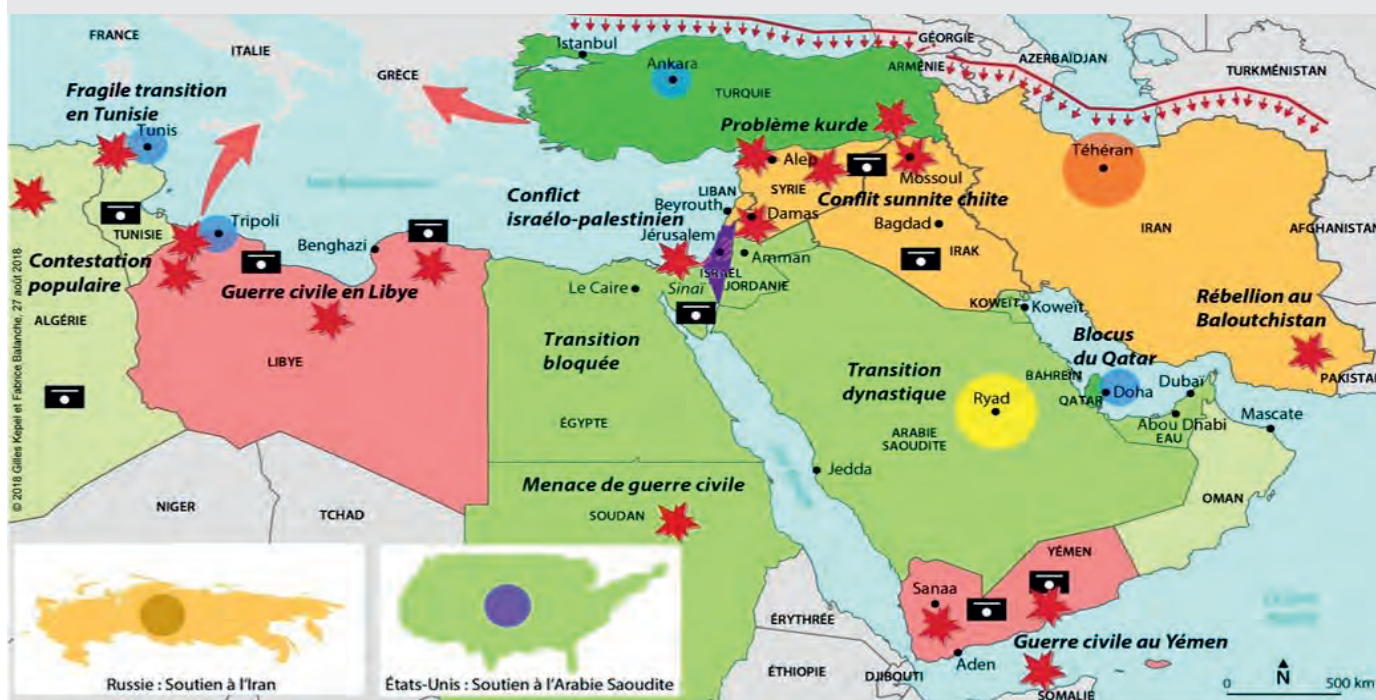
45 Hakim SALECK «Réformes juridiques massives en Arabie saoudite : MBS risque gros pour plaire à Joe Biden», Sputnik, 9 février 2021.

46 Visite et rencontre secrète entre Netanyahou et MBS en Arabie saoudite à l'automne 2020.

PARTIE 6

L'Entente contre-révolutionnaire Égypte - Émirats arabes unis - Arabie Saoudite (de Mohammed ben Salmane - MBS) contre l'islam politique et l'Axe Qatar/Turquie

Carte 8 : Conflits sunnite - chiite et intra-sunnites au Moyen Orient et Méditerranée

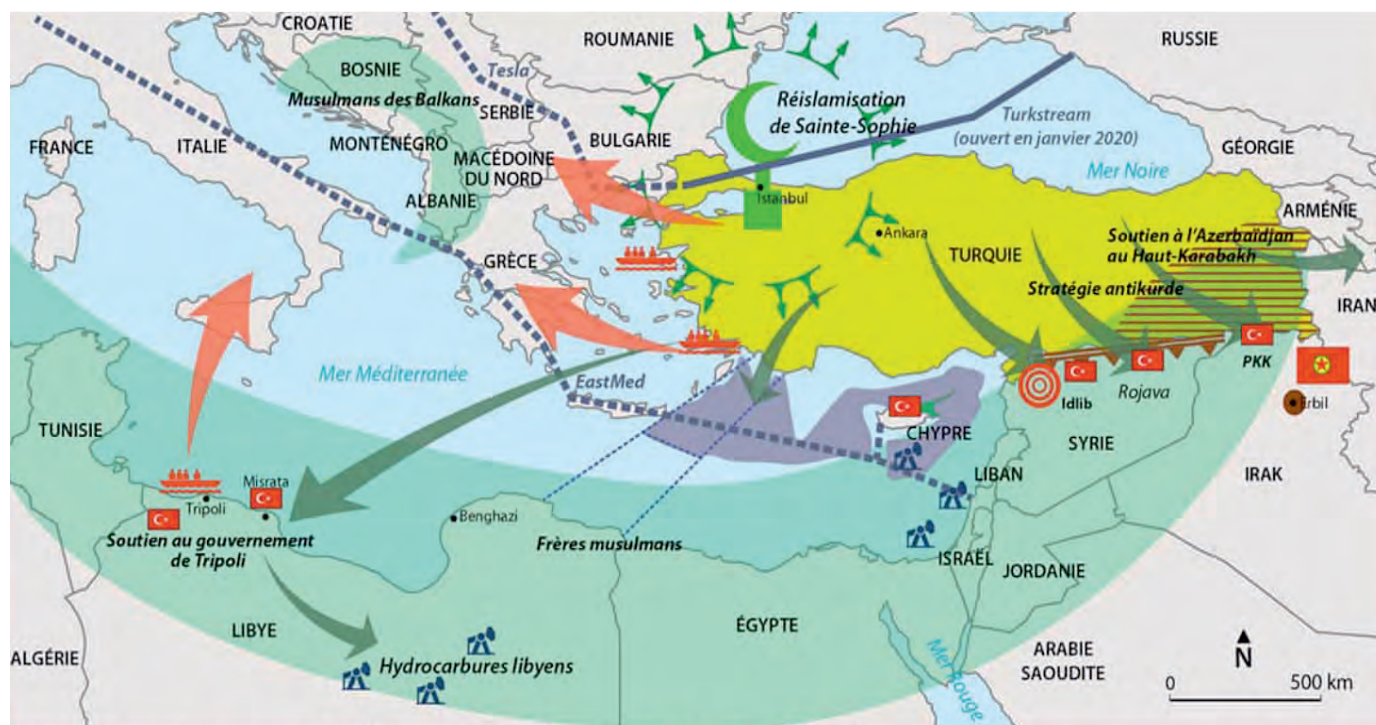


2019 : conflits sunnite - chiite et intra-sunnites



Au-delà des réformes voire des «révolutions » initiées sur la plan domestique, dans les domaines politiques, économiques et idéologiques, par les dirigeants Sissi et MBS sur le modèle émirati, l'Entente Le Caire-Abou Dhabi-Riyad va se lancer dans une politique commune et proactive dans la région MENA afin d'imposer leur leadership contre-révolutionnaire, soutenir le retour d'hommes forts dans les pays en proie au chaos des Printemps arabes (Libye, Yémen dans une moindre mesure) et surtout lutter contre l'influence et les menées de l'Axe Qatar/Turquie, argentier et soutien des révolutions et surtout de l'islam politique de l'organisation islamiste des Frères musul-

mans. Ceci dans un contexte international et régional en pleine évolution, avec de nouvelles orientations géopolitiques (confirmation de la volonté d'un désengagement américain à partir de 2016 avec Donald Trump, déjà initié sous Obama), l'impuissance européenne de plus en plus manifeste, le retour notable de la Russie dans la zone à partir de 2015, les tensions israélo-américano-iraniennes ou en Méditerranée orientale suite à la nouvelle donne énergétique provoquée par les découvertes de gisements de gaz offshore et enfin, la présence croissante de la Chine...



L'expansion turque en Méditerranée : néo-ottomanisme et islamisme

NÉO-OTTOMANISME ET ISLAMISME		STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE		CHANTAGE AUX MIGRANTS		POLITIQUE ANTI-KURDE	
	Influence islamiste		Gazoduc russo-turc		Routes des migrants		Ceinture arabe
	Intervention militaire		Projet de gazoduc		Migrants bloqués		Répression en Turquie
	Base militaire à l'étranger		Hydrocarbures		Zone d'embarquement		Influence sur le Kurdistan irakien
	Occupation du nord de Chypre		Prétentions turque et nord-chypriote de ZEE				
			Accord turco-libyen de démarcation (nov. 2019)				

Carte 9 : L'expansion turque en Méditerranée

Carte de Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon-II,
tirée du livre de Gilles Kepel «Le Prophète et la Pandémie » (Gallimard, 2021).

Le retour de l'Égypte sur l'échiquier international et régional

Depuis son arrivée au pouvoir en juillet 2013, avec le redressement économique de son pays, l'autre priorité d'Abdel Fattah al-Sissi fut de redonner à l'Égypte sa place historique sur l'échiquier régional. Ainsi, le nouveau raïs égyptien a su préserver son partenariat avec les Américains (en dépit des critiques de l'administration Obama en 2013 après le coup de force militaire). Il a pris part aussi, du moins sur le papier (car échaudé par l'expérience égyptienne peu concluante dans le pays dans les années 1970), à la coalition qui fait la guerre au Yémen et emmenée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (principaux soutiens financiers du Caire). Les rapports avec les Israéliens notamment au Sinaï sont sans précédent. Par ailleurs, il a conclu des accords militaires, de défense et commerciaux conséquents et historiques avec les Russes, il s'est rapproché de la Chine et discute également avec Assad (dès

sa prise de pouvoir, il a relancé les relations diplomatiques du Caire avec Damas) et Téhéran⁴⁷. Alors que certains observateurs évoquent pourtant un recul de l'Égypte dans les relations internationales, dans les faits, il en n'est rien. Le maître du Caire paraît vouloir, au contraire, redonner à son pays son rôle d'acteur central sur la scène régionale. Même si son rôle est peu connu pour les non-initiés et qu'il est éclipsé par la forte visibilité internationale de Mohammed ben Salmane et Mohammed ben Zayed, force est de reconnaître que le Président égyptien s'est, depuis quelques années, très investi dans tous les dossiers sensibles de la région comme le conflit israélo-palestinien, le conflit libyen et même dans les négociations en Syrie⁴⁸.

47 Malgré l'alignement officiel du Caire sur Riyad dans les tensions actuelles qui opposent le royaume saoudien à l'Iran depuis le printemps 2017, Le Caire (comme les Émirats d'ailleurs) n'a jamais complètement rompu ses relations avec Téhéran. De même, comme le Koweït et le sultanat d'Oman, la position de l'Égypte par rapport à l'Iran est beaucoup plus réservée qu'on pourrait le penser et les déclarations du Président égyptien ont souvent appelé à la fin des tensions... Pour Sissi l'Iran ne représente pas un danger immédiat. Trop éloigné géographiquement, Téhéran prend soin de ne pas attaquer l'Égypte comme il attaque les monarchies du Golfe. De même, Le Caire n'a aucune raison de provoquer l'Iran.

48 Roland LOMBARDI, « L'Égypte de Sissi : recul ou reconquête régionale ? », *Revue Défense Nationale*, (N° 822) 2019.

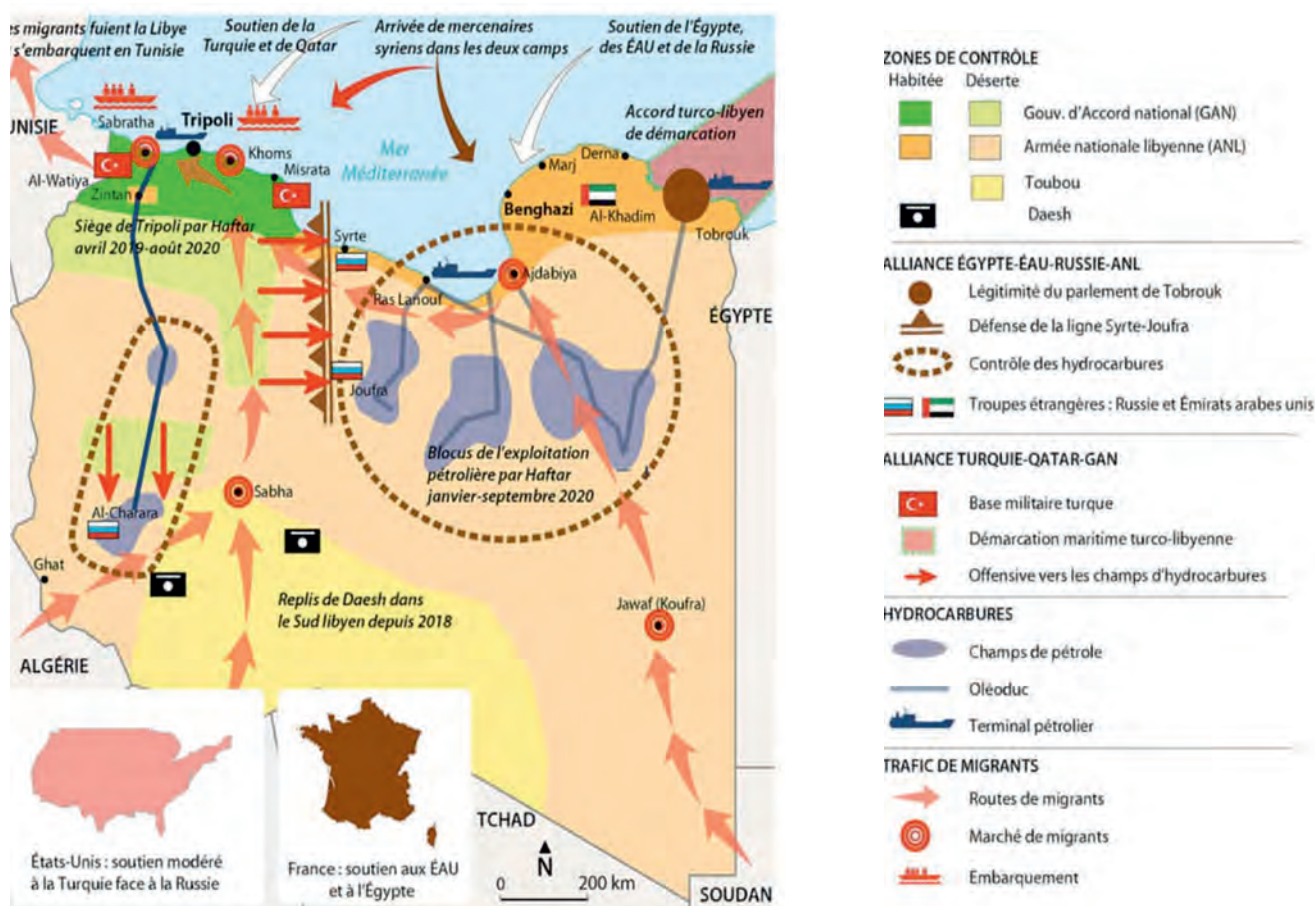
En Afrique, l'Égypte de Sissi a fait un retour et une implication nouvelle remarquables. L'Égypte a réintégré en juin 2014 les institutions de l'Union africaine, d'où elle avait été suspendue après l'éviction de Morsi en 2013. Le 10 juin 2015, c'est encore sous l'égide de l'Égypte de Sissi que les représentants du COMESA (Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe), de la SADC (la Communauté de Développement d'Afrique australe) et de la CAE (la Communauté d'Afrique de l'Est) ont signé un important accord de libre-échange. Enfin, durant l'année 2019, succédant à Paul Kagame, Abdel Fattah el-Sissi est devenu le président en exercice de l'Union africaine.

Lors de sa prise de fonction, «l'Égyptien a dévoilé les trois "piliers" de sa présidence : le développement des infrastructures, l'accélération de l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC) et la création d'emplois pour la jeunesse du continent». Il a aussi insisté sur la lutte contre le terrorisme et la reconstruction des sociétés post-conflit.

Parallèlement, inquiet par la situation au Soudan en 2019, Sissi a salué (et soutenu) la transition militaire après la chute du

président islamiste Omar Al-Bachir. Le rapprochement du pays avec Israël ne peut que le satisfaire. L'autre préoccupation, c'est la construction, par l'Éthiopie, d'un grand barrage sur le Nil, le «Barrage de la Renaissance», susceptible d'avoir un impact négatif sur le débit du fleuve. Mais, même si Sissi montre ses muscles, notamment en renforçant grandement son armée, des rencontres bilatérales et trilatérales, avec le Soudan, permettent régulièrement d'apaiser les tensions. Comme l'a confirmé le sommet tripartite au Caire rassemblant l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie le 10 février 2019, c'est une solution diplomatique qui est recherchée. Or, jusqu'à présent toutes les négociations ont échoué comme la dernière en date, le 6 avril, en République démocratique du Congo. Il est difficile d'imaginer un conflit ouvert sur cette question (même si de plus en plus probable) et à terme seront sûrement privilégiés le dialogue et le compromis, avec, pourquoi pas, la médiation des nouveaux acteurs dans la zone comme la Russie⁴⁹ et surtout la Chine...

En outre, nous l'avons évoqué, dans la lutte féroce pour le leadership politique du monde sunnite que se livrent actuellement l'Axe Turquie/Qatar (derniers sponsors de l'islam politique des Frères musulmans) et l'Entente



Carte 10 : Les rapports de force en Libye

Carte de Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon-II, tirée du livre de Gilles Kepel «Le Prophète et la Pandémie » (Gallimard, 2021).

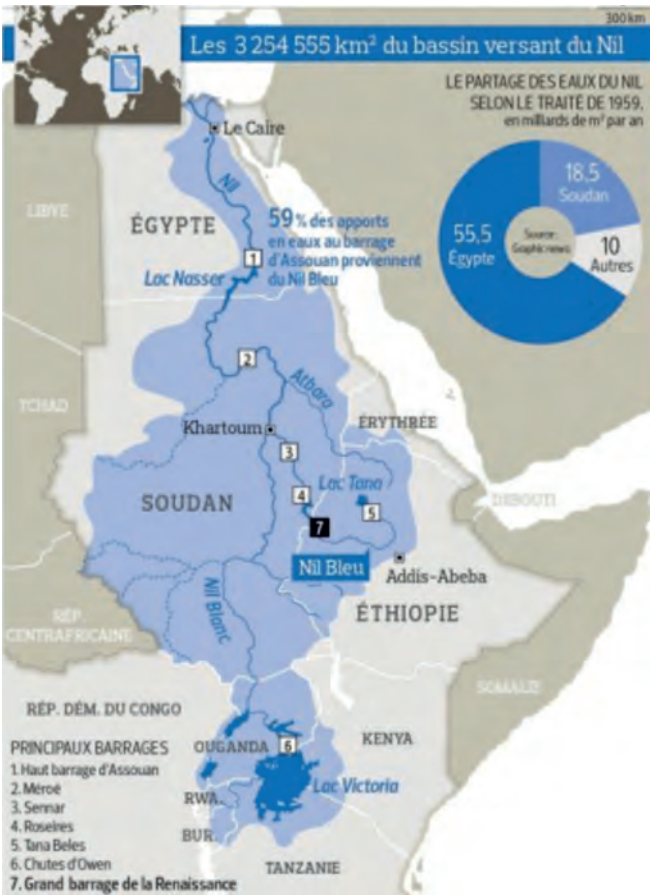
composée de l'Égypte, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, rejoint par Israël (accords d'Abraham entre Israël, Bahreïn, les EAU et le Soudan)⁵⁰ et soutenu discrètement par la Russie, nous ne pouvons raisonnablement négliger le rôle politique et incontournable du président égyptien. On l'a dit, Sissi fut à l'initiative d'une répression sans précédent contre les Frères musulmans dont l'Égypte fut la base historique de l'organisation.

Dans cette alliance, l'Égypte de Sissi pèse de tout son poids, grâce à sa diplomatie et son glorieux passé de leader du monde arabe, sa démographie (pays arabe le plus peuplé) et son armée (la plus grande et la plus puissante d'Africaine et de la zone arabe).

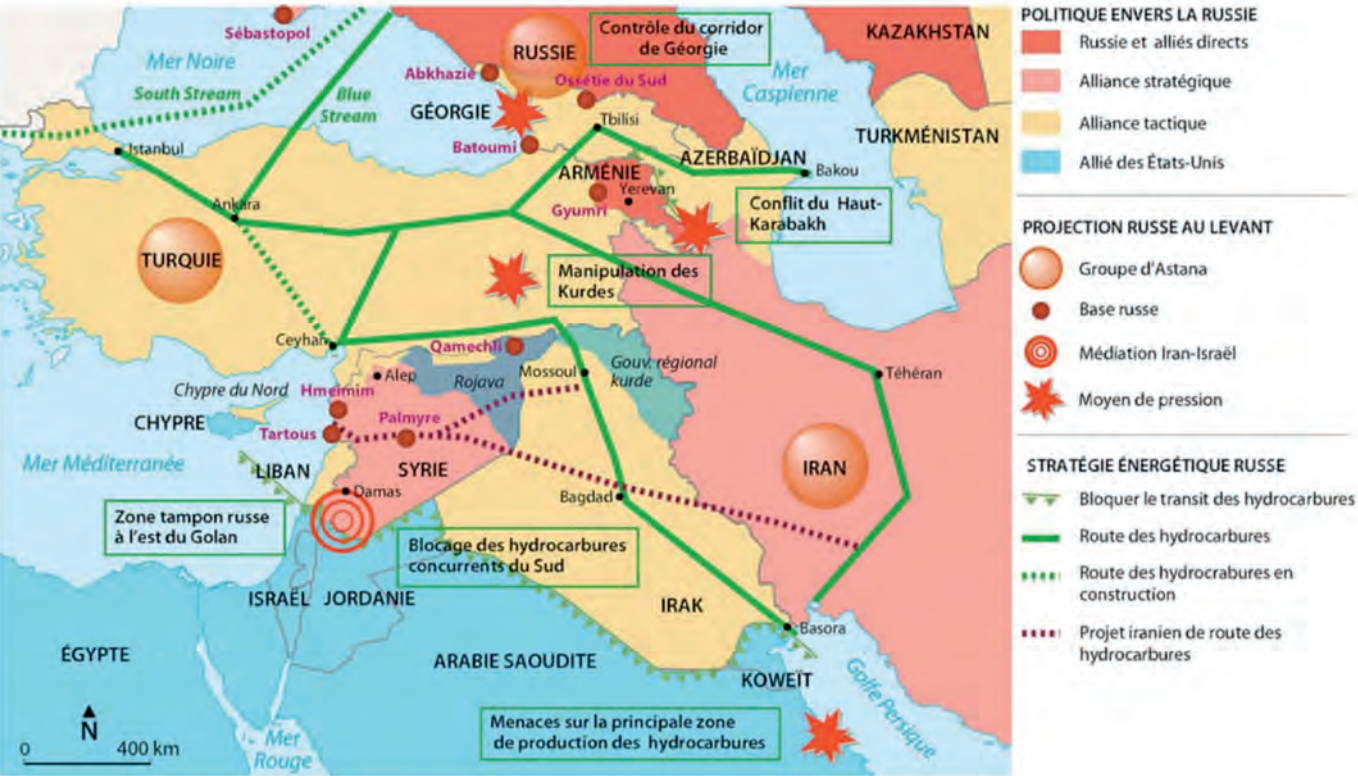
Elle se retrouve donc en première ligne face à la politique agressive néo-ottomane et panislamiste d'Erdogan à Gaza (Hamas), en Libye (qui soutient le gouvernement de Tripoli alors que Le Caire appuie, avec Riyad et surtout Abou Dhabi, le maréchal Haftar) et également en Méditerranée orientale.

49 « Quel rôle peut jouer Moscou dans les tensions entre l'Égypte et l'Éthiopie », Fild, 19 avril 2021.
50 A terme, certains officiers israéliens verraient déjà dans la Turquie une menace plus grande que celle représentée actuellement par l'Iran (Entretiens avec l'auteur).

La Russie, le nouveau juge de paix régional (Syrie) (à partir de 2015)



Carte 11 : Partage des eaux du Nil



Carte 12 : Les stratégies russes au Levant
Carte de Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon-II, tirée du livre de Gilles Kepel « Le Prophète et la Pandémie » (Gallimard, 2021).

Les Russes ont eux aussi été surpris par les soulèvements arabes à partir de 2011, comme les Occidentaux. En revanche, à la différence de ces derniers, se précipitant souvent sur l'événement, les responsables russes, en joueurs d'échecs (jeu national en Russie) qu'ils sont, demeurent toujours prudents et analysent patiemment la situation sous toutes ses facettes. Bouger une pièce trop hâtivement sur le Grand échiquier international et surtout moyen-oriental, peut alors provoquer des répercussions catastrophiques à l'autre bout du plateau. C'est la raison pour laquelle les Russes ne prennent jamais de risques et n'agissent qu'avec un plan et une stratégie mûrement réfléchis. Dès lors, les réussites diplomatiques du Kremlin sont donc d'abord imputables à un processus de décision qui s'appuie sur les analyses des orientalistes russes qui sont bien meilleurs connaisseurs du Levant et de l'islam que les « spécialistes » dont s'entourent malheureusement les dirigeants européens...

« L'Orient compliqué », n'est pour les Russes que leur terrain de jeu voire leur terrain de chasse favori depuis des siècles. Depuis Pierre le Grand et son désir d'accéder aux mers chaudes, jusqu'à nos jours, en passant par le « Grand Jeu » du XIX^e siècle, les fameux accords Sykes-Picot-Sazonov (avec l'aval de l'Empire russe) de 1916 et la période soviétique, les chercheurs et les espions russes ont toujours sillonné et « travaillé » les territoires du Moyen-Orient⁵¹.

Or, l'intérêt et cette parfaite connaissance empirique des Russes du monde arabo-musulman sont ancrés dans le réel. Ils sont au service d'une politique globale où intérêts sécuritaires, nationaux et géostratégiques s'imbriquent et se confondent. En outre, à la différence des Occidentaux, celle-ci prime sur toute autre considération philosophique, intellectuelle ou morale, et même commerciale. Elle n'est donc nullement soumise, comme malheureusement pour la politique française dans cette région, au commerce, à l'émotionnel ou à une quelconque idéologie.

Ainsi à partir de septembre 2015, de son intervention militaire en Syrie pour venir en aide à Assad et les succès militaires et diplomatiques qui suivirent, la Russie est progressivement redevenue un acteur incontournable dans la région. Les divers observateurs ont évoqué, pour expliquer l'intervention russe en Syrie, des objectifs stratégiques ou commerciaux comme leur port de Tartous en Syrie ou ses ventes d'armes à l'État syrien. Certes, ces considérations géopolitiques furent bien réelles mais il faut bien comprendre que si les Russes ont soutenu Assad, c'est qu'ils ne voulaient pas des Frères musulmans au pouvoir à Damas ou un État islamique à ses portes, qui aurait pu très bien donner des idées et servir de

modèle à certains groupes au Caucase et dans les anciennes républiques musulmanes d'Asie centrale. Le nord de la Syrie est à moins de 1000 km du Caucase...

De fait, comme nous l'expliquons dans notre dernier ouvrage *Poutine d'Arabie*, comment et pourquoi la Russie est devenue incontournable en Méditerranée et au Moyen-Orient⁵², et c'est la thèse principale de ce livre, la lutte contre l'islam politique et le terrorisme est la clé de voûte de la politique russe dans la région. Certes, la Russie est l'État phare de l'orthodoxie et aujourd'hui comme la principale protectrice des Chrétiens d'Orient. Puissance eurasiennne, elle se considère également comme la Troisième Rome et l'héritière de Byzance. Mais elle est également une puissance musulmane (près de 15 % de la population russe est musulmane soit entre 20 et 22 millions – la plus importante des minorités autochtones – sur 146 millions d'habitants). Cette nation a donc une histoire et une proximité très ancienne avec l'islam (qui est implanté depuis près de 1300 ans dans certaines régions comme le Nord-Caucase, dans l'Oural et près de la Volga).



Rapidement, nous pouvons affirmer que la Fédération russe possédant près de 2500 km de frontières avec l'islam, c'est donc l'évolution identitaire même des musulmans de Russie et de ses marches (Caucase, Asie centrale) qui préoccupe le Kremlin. Éviter la fragmentation sociale et préserver la paix de l'une des plus anciennes sociétés multiculturelles de la planète est le principal défi de Moscou aujourd'hui et pour les décennies à venir. Quoi qu'il en soit, grâce à sa politique de puissance décomplexée au Moyen-Orient, imperméable aux rivalités internes de la région, Poutine parle à tout le monde et son message est clair : « Nous ne faisons pas de morale comme les Occidentaux. Gérez vos pays comme bon vous semble, mais nous ne voulons pas d'islamistes, "modérés" ou pas, au pouvoir ; en échange et en cas de besoin, vous pourrez toujours compter sur notre fidélité et notre soutien ! »

51 « "Poutine d'Arabie" : la Russie est-elle devenue le "juge de Paix" au Moyen-Orient ? », Atlantico, 11 septembre 2021.

52 Roland LOMBARDI, *Poutine d'Arabie*, comment la Russie est devenue incontournable en Méditerranée et au Moyen-Orient, VA Éditions, 2020.

Ceci n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, et tous les nouveaux (et futurs) autocrates arabes (le président Sissi, le maréchal Haftar en Libye, les militaires algériens et même le prince Mohamed ben Salmane à Riyad...), mais également la grande majorité des opinions publiques arabes, ont tous à présent des yeux de Chimène pour le «Tsar» Poutine, ce dernier ayant démontré avec Assad, qu'il était un allié fiable, solide et sérieux... Ce qui ne les empêche pas d'ailleurs de parler à tous les grands acteurs de la zone, aux Israéliens dont les liens sont beaucoup plus profonds qu'on ne le croit, aux Turcs et aux Iraniens, dont ils se méfient pour des raisons historiques et idéologiques mais dont ils ont encore besoin pour régler le dossier syrien par exemple.



Au regard des résultats russes dans la région, souvenons-nous qu'une phrase de Michel Rocard, sur *Radio-Orient* le 28 février 1986 (à propos de la politique française «d'abandon» envers les chrétiens du Liban pendant la guerre civile), l'avait très bien rappelé : *«Dans le monde arabe, c'est la parole qui engage l'honneur ; on y est respecté en fonction de ses amitiés. (...) Quand, devant un Arabe, on laisse tomber ses propres amis, fussent-ils des ennemis de l'Arabe en question, on se déconsidère»...*

Une fois ces postulats posés, la nature des relations entre le nouveau juge de paix russe de la région et l'Entente Égypte-E.A.U.-Arabie saoudite devient limpide.

Nous avons rapidement évoqué précédemment le rapprochement et la consolidation des liens (économiques, militaires et stratégiques) avec l'Égypte et les Émirats. Le grand bouleversement géostratégique, que beaucoup ne perçoivent pas encore à sa juste valeur, s'est produit à l'automne 2017 : lorsque la Russie et l'Arabie saoudite, après de longues années de rivalités régionales, se sont finalement rapprochées (sur la Syrie, l'accord OPEP + Russie...) et explique pourquoi, aujourd'hui, Poutine demeure un des rares soutiens du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salmane (MBS)... Clairement, pour le maître du Kremlin qui est loin d'être un sentimental, le prince Salmane est d'abord l'homme fort qui

peut - certes de manière violente et pour ses propres intérêts - changer la face du royaume saoudien. Le fait de nettoyer les écuries d'Augias du salafisme régional et international, de «faire le ménage» parmi certains puissants princes du royaume corrompus qui jouaient leurs propres partitions géopolitiques en soutenant d'une manière ou d'une autre le salafisme djihadiste ou les Frères musulmans dans la région, ne pouvait que lui rendre sympathique le jeune prince. La Russie compte également sur lui pour faire revenir, à terme, la Syrie d'Assad dans la Ligue arabe et attirer les investissements du Golfe à Damas.

Autre exemple d'intérêts convergents entre Moscou, Le Caire, Abou Dhabi et Riyad : la Libye.

Ce pays est le symbole de la fracture intra-sunnite actuelle dans le monde arabe. D'un côté vous avez le Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez al-Sarraj à Tripoli, soutenu par les Frères musulmans libyens, appuyé par la Turquie et le Qatar. De l'autre, le maréchal Haftar, qui avait jusqu'en 2019 repris 90 % du territoire libyen et qui est soutenu par l'alliance contre-révolutionnaire composée, on l'a dit, par l'Égypte de Sissi, les E.A.U de MBZ et l'Arabie saoudite de MBS. Le Kremlin est donc clairement, dans le cadre de sa politique de lutte contre l'islam politique et le terrorisme islamiste dans la région, sur la même longueur d'onde que Le Caire, Abou Dhabi et Riyad. De fait, même si les Russes jouent encore les médiateurs entre Sarraj et Haftar, ils continueront fortement et discrètement à soutenir Haftar (envoi d'armes, de mercenaires et de conseillers) ou éventuellement un de ses lieutenants afin d'écraser tout adversaire lié de près ou de loin aux Frères musulmans, organisation considérée comme terroriste et interdite en Russie!



Source images : Site officiel du Kremlin

Les États-Unis de Donald Trump (2016-2020) à Joe Biden (2021-...)

Il nous faut ici nous attarder un instant sur la politique et le bilan de Donald Trump au Moyen-Orient et réfléchir à la politique extérieure des États-Unis qui peut être initiée par Joe Biden et son administration démocrate. Car cela pourrait avoir de nombreuses conséquences et rebattre de nouveau les cartes de la géopolitique dans la région.

Depuis plus d'un siècle, il y a une constance stratégique dans la politique étrangère américaine. C'est la fameuse et vieille théorie d'endiguement du *heartland* eurasiatique et donc de la Russie puis de l'URSS et de nouveau de la Fédération russe après 1990. Les deux grands penseurs de ce postulat géostratégique de l'Alliance atlantique, John Foster Dulles et Georges Kennan, s'inspiraient du stratège anglais Halford John Mackinder. Ce dernier avait émis l'idée d'endiguer le *heartland* russe en encerclant l'Eurasie bien avant l'existence de la menace soviéto-communiste (« Le pivot géographique de l'Histoire », 1904). Cette stratégie d'endiguement fut poursuivie par l'universitaire américain, considéré comme le père de la géopolitique américaine, Nicolas Spykman (1893-1943) puis plus tard par le très influent Zbigniew Brzezinski (1928-2017), d'origine polonaise et anti-russe notable et ancien conseiller à la Défense nationale du président Carter. L'objectif était donc d'encercler la Russie par une chaîne d'alliances ouest/centre européenne, turcophone, arabo-islamique et asiatique (Rimland) dans le but d'isoler l'empire russe et l'empêcher d'accéder aux mers chaudes et au sud. Ce sera la mission principale de l'OTAN, pendant et après la guerre froide.

À partir des années 1970, l'émergence d'une super puissance chinoise potentiellement rivale des États-Unis, va faire évoluer sur la question certains stratégies de Washington. C'est le cas notamment d'Henry Kissinger qui sera un des promoteurs du réajustement de la théorie du *heartland* au danger chinois. Dès lors, pour les tenants de cette nouvelle adaptation dans la politique mondiale américaine, il devenait essentiel d'empêcher que ne se constitue un bloc russo-chinois, en se rapprochant de la Russie. Exactement comme l'avait fait dans le sens inverse avec succès, Nixon et son Secrétaire d'État Kissinger, avec la Chine en 1972 face à l'URSS. Pourtant, dans les années 2000, face aux résistances de toutes sortes, toutes les tentatives de reset dans les relations entre Moscou et Washington ont jusqu'ici échoué. Le logiciel anti-russe de la guerre froide était encore vivace et

prédominait dans les centres de réflexions. Donald Trump, quant à lui, conseillé par son visiteur du soir le plus célèbre, en la personne de Kissinger, avait bien perçu le risque d'une hégémonie chinoise, reléguant les États-Unis à la seconde place. C'est pourquoi le 45^e président de la première puissance mondiale voulait revoir la politique américaine vis-à-vis de la Russie afin de ne pas la jeter tout simplement dans les bras de Pékin. Dans l'esprit de Donald Trump, face à la future puissance chinoise, une alliance avec la Russie est loin d'être négligeable pour Washington.

C'est ce qui explique que depuis ces quatre dernières années, malgré tous les obstacles de l'État profond américain, Donald Trump, plutôt « Jacksonien » (nationaliste et réaliste), s'est toujours opposé au mondialisme des élites « Wilsoniennes » (idéalistes et interventionnistes) et majoritairement anti-russes. Il s'est par ailleurs dressé, comme aucun de ses prédécesseurs ne l'avait fait, face aux intentions impérialistes, financières et commerciales chinoises en adoptant une position de fermeté dans les négociations commerciales avec Xi Jinping, dans le seul but de défendre les intérêts américains. En dépit des sanctions américaines votées par le Congrès contre Moscou, il a toujours essayé d'inverser le sens des relations avec les Russes et tendre la main à Poutine dès que l'occasion se présentait, notamment en Ukraine ou au Moyen-Orient.

Justement au Moyen-Orient, respectant ses promesses de campagne et contre de nombreux lobbies, Trump s'inscrit dans une politique de non-intervention et surtout de rupture avec celle des administrations américaines passées. Il va accélérer le retrait - très relatif certes et initié par Obama - des troupes américaines de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan. Dans son discours du 21 mai 2017 (beaucoup plus déterminant que celui, sans conséquences notables, d'Obama au Caire en 2009), il avait, devant les dirigeants d'une cinquantaine de pays musulmans, appelé les leaders de la région à combattre avec plus de détermination l'extrémisme et le terrorisme. En contrepartie du renouvellement de la protection américaine du royaume saoudien, 400 milliards de dollars de contrats furent signés par Riyad dont 110 milliards pour le seul secteur des armes.

À partir de là, Sissi, Mohammed ben Zayed et même le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, on l'a vu, ont démontré une réelle volonté, sans précédent historique dans la région, pour lutter contre l'extrémisme, ciblant notamment les Frères musulmans et les milieux salafistes les plus radicaux. Trump a également reconnu Jérusalem comme capitale de l'État hébreu et s'est retiré des accords sur le nucléaire iranien.

Les gages donnés aux Israéliens lui ont permis d'imposer à Netanyahu son «Deal du siècle» et une solution à deux États avec les Palestiniens qu'il n'a pas eu le temps de concrétiser. En revanche, avec l'accord de paix signé entre les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan, le Maroc et Israël, Trump confirmait son souhait de désengager les États-Unis du Moyen-Orient en laissant ses alliés régionaux (et clients !) historiques faire bloc et s'opposer à l'Iran à sa place. D'où sa politique de sanctions et de pression maximale envers Téhéran. Cette «stratégie de la tension» calculée - qui rassurait en même temps le puissant lobby militaro-industriel américain - et surtout grâce à l'imparable arme économique, les chefs iraniens mais également palestiniens auraient été à terme acculés à négocier si Trump avait été réélu. De fait, au-delà des dirigeants iraniens, du Hamas et de certains responsables de l'Autorité palestinienne, la Turquie d'Erdogan, le Qatar et le Koweït, les trois derniers pays soutenant ouvertement les Frères musulmans ont été satisfaits de la défaite de Trump en novembre dernier.

Quant aux Chinois, ils étaient soulagés de voir arriver à la Maison Blanche, un nouveau président moins coriace... Au contraire des Russes, qui eux, ont très vite perçu que l'entourage du candidat Joe Biden leur serait inévitablement beaucoup plus hostile en Ukraine et ailleurs. La preuve en a été donnée depuis avec les récentes déclarations du nouveau Président américain («Poutine est un tueur !») et de son administration («la Russie est le plus grand danger pour le monde»). À partir de cette mise au point nécessaire, on comprend mieux pourquoi la politique étrangère américaine avec Joe Biden risque inévitablement de connaître des changements. Surtout si la nouvelle administration s'active à déconstruire le bilan trumpien notamment au Moyen-Orient...

Premiers pas de la politique de Biden au Moyen-Orient...

Comme il l'avait annoncé durant sa campagne, Joe Biden veut incarner une nette rupture avec son sulfureux prédécesseur. Notamment à propos de l'Iran avec ses déclarations apaisantes et sa volonté affichée d'un retour des États-Unis dans l'accord sur le nucléaire de 2015. Mais les conseillers du nouveau Président américain ont négligé le fait qu'en relations internationales, dans cette région plus qu'ailleurs, ce sont les rapports de force qui prévalent et non les seules bonnes intentions.

En levant une première série de sanctions visant l'Iran, en guise d'ouverture, et par leur attitude conciliante envers les mollahs de Téhéran, Biden et son administration ont très vite

été accusés de faiblesse par les alliés israéliens, saoudiens et émiratis. À juste titre d'ailleurs, puisque les responsables iraniens, véritables maîtres dans l'art de la négociation, se sont dès lors sentis renforcés. Pour ces derniers, cette main tendue n'était qu'une occasion donnée gracieusement par le nouveau locataire de la Maison Blanche afin de faire remonter les enchères. La preuve en sont les déclarations arrogantes de Téhéran depuis janvier, comme celles du guide suprême Ali Khamenei, exigeant avec un certain culot la levée de toutes les sanctions avant tout retour à la table des négociations. Le 4 janvier 2021, les mollahs ont même annoncé qu'ils reprenaient l'enrichissement de l'uranium au niveau de 20 %, proche de la pureté requise pour les armes nucléaires⁵³. Le même jour, la marine iranienne arraisonnait dans le détroit d'Ormuz un chimiquier battant pavillon sud-coréen. Suivirent les provocations des milices chiïtes pro-iraniennes en Irak contre les intérêts étasuniens. Avec notamment l'attaque de la base aérienne irakienne de Balad, à proximité de l'ambassade américaine à Bagdad. Bref, nous avons assisté au premier revers du fameux style Biden basé sur «l'apaisement». Le nouveau président se devait de réagir malgré tout. Et c'est ainsi que fut décidée une frappe - certes «proportionnée et essentiellement défensive» - sur les supplétifs iraniens dans le nord-est de la Syrie.

L'Égypte et les E.A.U. face au chaos libyen

L'Égypte partage avec la Libye plus de 1 000 kilomètres de frontières. Elle est donc concernée par le chaos libyen qui menace sa propre sécurité interne (trafics d'armes, incursions de terroristes...). C'est ce qui explique que Sissi fut, avec le président russe, le premier à reconnaître et surtout appuyer les forces de l'Est et le maréchal Khalifa Haftar, pressenti pour devenir le futur homme fort de la Libye.

Ce soutien est conséquent. Il se matérialise par des échanges de renseignements, l'envoi d'armes et de conseillers, voire parfois de forces spéciales. Depuis 2014, l'aviation égyptienne y mène plusieurs raids aériens, souvent avec les Émirats arabes unis, notamment contre des milices islamistes⁵⁴. Par ailleurs, un Haut Comité de suivi libyen, constitué de plus de 120 experts, a été activé par les Égyptiens. Le Caire désirant une force armée unifiée en Libye autour du maréchal Haftar, c'est le général égyptien Ahmed Hegazy qui a la responsa-

⁵³ Au-delà d'un taux d'enrichissement de 20 %, l'uranium est dit «hautement enrichi» et peut-être destiné à usage médical, pour les réacteurs de propulsion navale. À partir de 80 % d'enrichissement il est considéré comme de «qualité militaire» et utilisable pour la fabrication de bombes nucléaires.

⁵⁴ Notamment après le 15 février 2015, lorsque 21 chrétiens majoritairement égyptiens et appartenant à la communauté copte, furent exécutés sur une plage de Syrte par des miliciens de l'État islamique en Libye.

bilité du dossier libyen. Il supervise notamment les pourparlers avec les différentes tribus et ceux concernant la réunification de l'armée libyenne ainsi que le Conseil de défense qui commande *de facto* les opérations en Cyrénaïque et dans le Fezzan⁵⁵.

Avec l'Algérie, l'autre grand pays très impliqué dans le dossier libyen, les relations sont parfois contrariées par des dissonances de vues et d'intérêts. De fait, Alger estime que les islamistes libyens doivent être intégrés au jeu politique, via un dispositif de réconciliation nationale, dès la fin des combats. Ce qui n'est pas de l'avis des Égyptiens, qui rejettent formellement toute discussion avec eux. Pour autant, Alger et Le Caire continuent toutefois de discuter puisque des représentants des Affaires étrangères des deux pays se rencontrent régulièrement afin d'évoquer des questions militaires et humanitaires. De même, Sissi, qui avait choisi l'Algérie pour sa première visite à l'étranger en 2014, privilégie le dialogue direct et la persuasion pour convaincre l'état-major algérien de suivre ou du moins respecter sa vision pour la Libye⁵⁶.

Or le Président égyptien n'avait sans doute pas mesuré à quel point le Qatar et la Turquie, après leurs premiers échecs durant les Printemps arabes, reprendraient l'offensive à coups de millions de dollars, d'armes, de munitions et de mercenaires islamistes, notamment en Libye.

Car, même très isolés sur la scène internationale, minés par d'importants problèmes politiques internes et en grande difficulté financière - l'économie turque est sous perfusion du Qatar, lui-même très affaibli par la crise sanitaire de la Covid -, Ankara et Doha ne pouvaient admettre que l'affaire libyenne soit le point final de leurs échecs successifs - pour installer les Frères musulmans et leur islam politique à Tunis, au Caire et à Damas - depuis les Printemps arabes.

Ainsi, à partir du printemps 2019, Erdogan, sous couvert d'une politique néo-ottomane et panislamiste, a redoublé d'efforts pour apporter son soutien aux Frères musulmans d'Ennahdha en Tunisie et surtout, s'est décidé à intervenir directement dans le conflit libyen pour secourir les troupes de Tripoli en difficulté. Grâce à ses véhicules blindés, ses drones de combat Bayraktar, ses djihadistes et ses conseillers, la Turquie a permis aux milices de la Tripolitaine de résister à l'assaut d'Haftar et même, de faire reculer son Armée Nationale Libyenne (ANL), qui a dès lors essuyé revers sur revers. Pour autant, les forces du GNA ont été stoppées dans leur offensive vers la ville côtière de Syrte, verrou stratégique vers l'Est et sous contrôle d'Haftar (avec l'appui de mercenaires russes et des forces spéciales égyptiennes et émiraties).

Devant la faiblesse et les divisions de l'Europe et en intervenant directement le premier sur le territoire libyen, Erdogan a démontré que sa politique agressive payait. Notamment en prenant tout le monde de court. Son statut de membre de l'OTAN, lui conférant une sorte de «collier d'immunité» comme en Syrie, paralyse ses adversaires.

Or, si le nouveau Sultan semble déterminé, Moscou et l'alliance contre-révolutionnaire Le Caire-Abou Dabi ne le sont pas moins. Ils ne permettront jamais à leurs ennemis jurés, à savoir les Frères musulmans, et surtout les Turcs, de prendre pied en Libye. Jusqu'ici, l'Égypte et la Russie ont intensifié discrètement leurs aides militaires aux forces d'Haftar et surtout, privilégient le front diplomatique - comme l'Algérie d'ailleurs - en se présentant comme des médiateurs. Mais ce n'est qu'une manière de gagner du temps. Néanmoins, toutes les propositions de cessez-le feu ont été rejetées par les Turcs jusqu'à ces derniers mois.

En juin 2020, durant la contre-offensive turque, le Président avait déclaré, lors d'une inspection au siège de l'armée de la région ouest, que toute avancée des forces du GNA soutenues par Ankara vers la ville de Syrte, ainsi qu'Al-Joufra plus au sud, représentait une «ligne rouge» et qu'elle pourrait mener à une implication «directe» du Caire. À l'époque, vu la montée des tensions, la question s'était posée de savoir si, sur le plan strictement opérationnel, l'Égypte avait les capacités réelles pour franchir le pas en passant d'une guerre par procuration à une confrontation directe avec la Turquie.

Actuellement, l'armée égyptienne, 9^e au classement mondial des armées (l'armée turque est 11^e) est la première armée africaine et la plus grande et la plus puissante des forces arabes en termes d'effectifs et de matériel. Cette imposante et puissante machine a néanmoins eu du mal à s'adapter à la guerre moderne de contre-guérilla, comme on l'a vu dans le Sinaï. Toutefois, elle est en train de faire évoluer ses méthodes et n'a jamais cessé depuis de se moderniser. Toujours bénéficiaire d'une aide militaire américaine de plus d'un milliard de dollars par an, et au regard du contexte régional, Le Caire a acquis également auprès de la France 24 Rafale ainsi que 4 corvettes Gowind, une frégate FREMM et 2 porte-hélicoptères Mistral. Le 4 mai dernier, l'Égypte a confirmé un nouvel accord commercial avec Paris, portant sur l'achat de 30 chasseurs Rafale supplémentaires et l'acquisition d'un satellite d'observation Pléiades, 4 radars Thales et 2 ravitailleurs stratégiques A-330 MRTT d'Airbus EADS⁵⁷.

55 Entretien de l'auteur avec l'anthropologue Rafaa Tabib, spécialiste de la Libye et chercheur à l'université de La Manouba (Tunisie), le 10 mars 2019 à Tunis.

56 Comme l'ont confirmé à l'auteur plusieurs hauts diplomates égyptiens et algériens.

De plus, grâce à sa coopération toujours plus étroite avec Moscou, elle s'approvisionne désormais massivement en matériel haut de gamme de fabrication russe et vient de commander une vingtaine de Su-35 Flanker E, l'un des meilleurs avions de combat russes. Il faut signaler également que depuis 2018, les marines et les forces russes et égyptiennes effectuent des manœuvres navales conjointes en Méditerranée et des exercices communs dans le désert égyptien...

Quoi qu'il en soit, depuis, les tensions sont retombées. Erdogan, en grande difficulté économique et politique sur le plan domestique et n'ayant jamais eu finalement les moyens de ses ambitions⁵⁸, s'est résolu début mars à l'apaisement et à

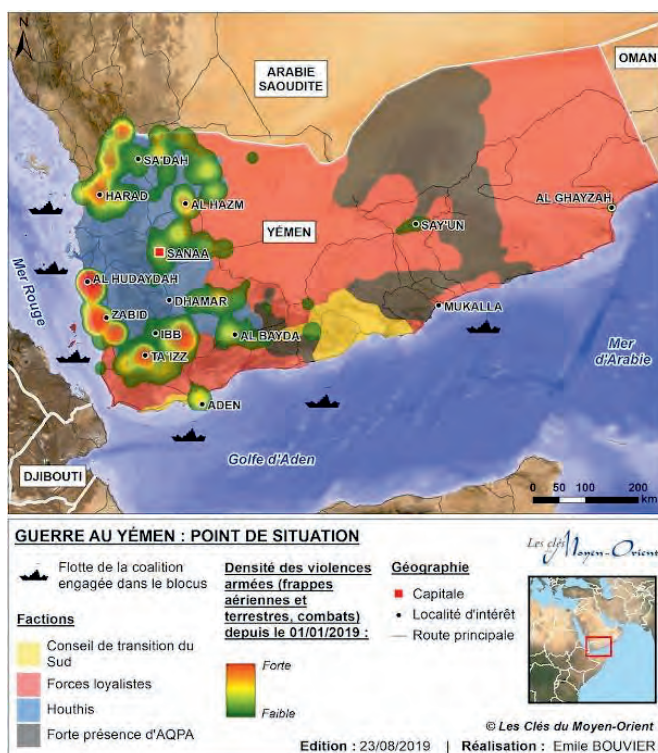
un retour au dialogue avec l'Égypte, ouvrant sûrement un nouvel épisode diplomatique pour le dossier libyen...

Signe des temps et de la volonté de la part d'Erdogan de calmer le jeu avec son rival égyptien, la reprise des négociations et la formation, en mars 2021, d'un gouvernement intérimaire d'union nationale en Libye. Il s'agit ici d'une sorte de réconciliation, certes encore très fragile, entre les différents clans s'affrontant dans la guerre civile libyenne : l'Armée nationale libyenne du maréchal Haftar - appuyée par Le Caire, Abou Dhabi et Riyad - et le Gouvernement d'alliance nationale, soutenu par Ankara et Doha.

Yémen : le borbier saoudien et rôle de l'Égypte et des E.A.U

En mars 2015, l'Arabie saoudite à la tête d'une coalition arabe (avec les E.A.U., l'Égypte, Bahreïn, la Jordanie, le Maroc, le Koweït, le Soudan et même le Qatar évincé en 2017) intervient et lance ses premiers raids aériens (« Tempête décisive ») contre les rebelles houthis, membres d'une organisation armée, politique et théologique zaidite (une branche du chiisme). Principalement présente dans les montagnes du nord-ouest du Yémen puis dans tout l'ouest du pays, l'ancien Yémen du Nord, où elle s'est progressivement imposée au cours du conflit. Elle est composée d'environ 10 000 combattants. Ces derniers estiment avoir été écartés des plans politique, économique et religieux depuis la réunification du Yémen en 1990 et réclament un statut plus autonome. Ils ont participé à la chute du Président yéménite Ali Abdallah Saleh après un mouvement populaire en 2012 et assassiné le 4 décembre 2017. Mais lorsqu'ils sont écartés du pouvoir par son successeur, ils se révoltent et prennent Sanaa par les armes, en septembre 2014.

Fraichement nommé ministre saoudien de la Défense, Mohamed ben Salman souhaite s'imposer sur la scène régionale, montrer de quoi il est capable et décide donc de lancer une ambitieuse opération, ayant pour principal objectif de remettre à la tête du pays le président Hadi. Or, farouches guerriers des montagnes, soutenus et équipés d'armes modernes (drones, missiles...) par l'Iran, les insurgés houthis résistent et ripostent en lançant même quelques missiles sur le territoire saoudien. Riyad s'enfonce alors dans des combats sans fin contre cette féroce guérilla. Accusés d'avoir causé d'importantes victimes civiles et abandonnés



Carte 13 : Situation de la guerre au Yémen

par leurs alliés, les Saoudiens ont fortement freiné les frappes. En conséquence, les houthis se sont renforcés de jour en jour. Du point de vue égyptien, même si les îlots de Tiran et Sanafir avaient été rétrocédés à l'Arabie saoudite⁵⁹ et que l'Égypte a apporté son soutien politique à cette intervention militaire sous l'égide saoudienne au Yémen, il n'en reste pas moins que Sissi souhaite rester relativement libre de ses choix géostratégiques vis-à-vis du royaume (rétablissement des relations avec le

57 «Nouvelle vente de Rafale au Caire : Vers une suprématie militaire de l'Égypte dans la région ? », Fild, 9 mai 2021.

58 Roland LOMBARDI «Erdogan bluffe et joue la montre », Revue Conflits, 17 octobre 2020.

59 En contrepartie de garanties financières et d'un soutien inconditionnel de l'Arabie saoudite à l'Égypte.

régime d'Assad, votes en faveur des Russes à l'ONU dans les résolutions à propos de la Syrie, volonté d'apaisement des tensions régionales avec l'Iran, avec qui, en dépit des apparences, l'Égypte entretient toujours des relations)⁶⁰.

Autre exemple justement à propos du conflit yéménite, en octobre 2016, alors que l'Égypte, membre de la coalition saoudienne, refusa d'intervenir directement dans le conflit du fait des souvenirs douloureux des interventions égyptiennes dans ce pays dans les années 1970. L'administration du nouveau président des États-Unis, Joe Biden, a décidé en février dernier de rayer les rebelles houthis de la liste américaine des «terroristes», sur laquelle les avait inscrits son prédécesseur, Donald Trump, juste avant son départ de la Maison Blanche. Cette décision s'inscrivait dans la droite ligne de sa politique de soutien à ses alliés saoudiens et surtout dans sa politique de pression maximale envers l'Iran et ses proxies. De nombreuses ONG avaient alors dénoncé une décision qui entraînait le blocage de l'aide humanitaire dans certains territoires et dans la capitale Sanaa tenue par les houthis. En revanche, le gouvernement yéménite, soutenu par l'Arabie saoudite, s'était félicité de cette décision de l'ancien président américain.

L'ONU a qualifié la situation du pays, où 80 % de la population dépend de l'aide internationale, de «pire crise humanitaire de la planète», affirmant que plus de seize millions de personnes

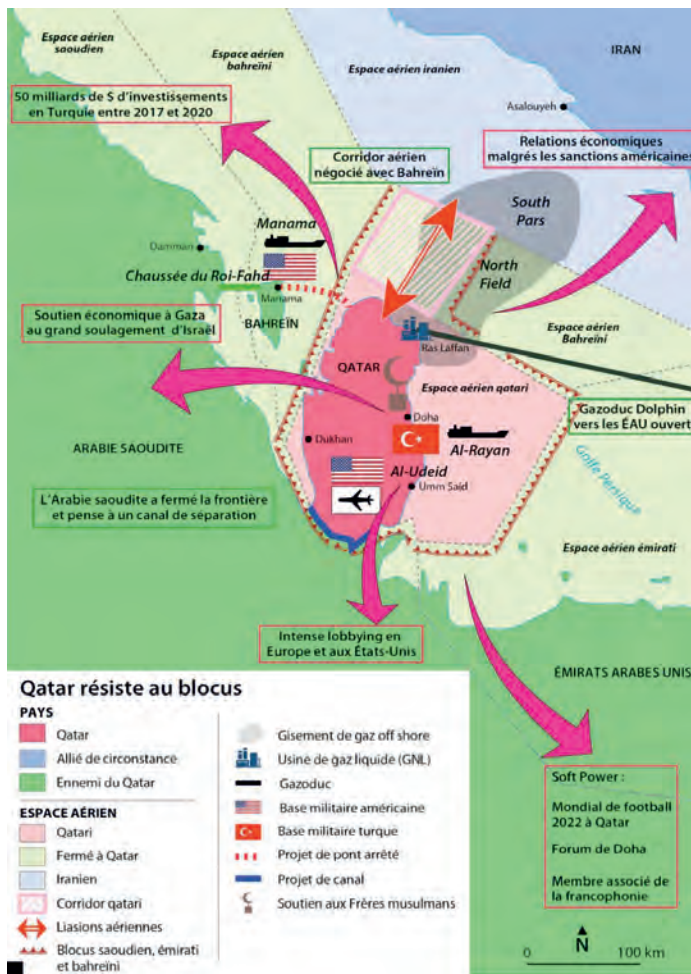
pourraient subir une famine en 2021. Après six années de conflit sans paix à l'horizon, la situation est bloquée. La division entre le nord et le sud du pays s'est renforcée et échappe au gouvernement d'Hadi (depuis 2012) et à son parrain saoudien. Dans le nord, les houthis ont la main mise sur l'État et contrôlent les divers clans tout en s'appuyant sur une stratégie militaire audacieuse et très performante, un armement sophistiqué (fourni principalement par l'Iran) et l'adhésion d'une population soumise à une martyrologie sans précédent. Dans le sud, les séparatistes, soutenus par les Émirats arabes unis (les seuls à avoir finalement remporté certains succès tactiques), dominent.

MBS sait qu'il ne peut gagner cette guerre qui est l'un de ses plus grands échecs. Elle lui coûte beaucoup sur le plan financier mais également au niveau de son image déjà bien écornée depuis l'affaire Khashoggi. Avec une administration farouchement hostile à sa personne, il devra se résoudre à sortir de ce borbier par la négociation. Option pour laquelle œuvrent déjà depuis plusieurs mois en coulisse ses alliés émiratis et égyptiens...

60 Malgré l'alignement officiel du Caire sur Riyad dans les tensions actuelles qui opposent le royaume saoudien à l'Iran depuis le printemps 2017, Le Caire (comme les Émirats d'ailleurs) n'a jamais complètement rompu ses relations avec Téhéran. De même, comme le Koweït et le sultanat d'Oman, la position de l'Égypte par rapport à l'Iran est beaucoup plus réservée qu'on pourrait le penser et les déclarations du Président égyptien ont souvent appelé à la fin des tensions...



Taiz / Yémen - 22 août 2016



Carte 14 : Le Qatar face au blocus

Carte de Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon-II, tirée du livre de Gilles Kepel «Le Prophète et la Pandémie » (Gallimard, 2021).

Trump et surtout son gendre et conseiller spécial Jared Kushner, le prince héritier entreprend alors une série d'actions contre le radicalisme islamiste sous toutes ses formes. MBS s'attaqua également, comme jamais, à l'islam politique des Frères musulmans, soutenus par la Turquie d'Erdogan et surtout par le voisin et «petit frère» qatari. C'est conformément à cette nouvelle inflexion du royaume saoudien que fut donc lancé à l'été 2017, le blocus du petit émirat rebelle, avec bien évidemment l'aval de Trump et ce, malgré la présence sur le sol qatari, à al-Oudeid, de la principale base du CENTCOM.

Durant un plus de trois ans, grâce à ses réserves en gaz (les deuxièmes au monde) et fort du soutien de la Turquie d'Erdogan (construction d'une base militaire turque et l'envoi de 5 000 hommes) et de l'Irak, le Qatar a démontré une certaine résilience. Il a même riposté en redoublant d'efforts, on l'a dit, à partir du printemps 2019, avec son janissaire turc, pour soutenir les islamistes et les forces politiques arabes se réclamant du «changement», s'opposant ainsi partout (Méditerranée orientale, Libye...) à la politique contre-révolutionnaire de ses adversaires de l'Entente Égypte-EAU-Arabie saoudite. En dépit de ce que peuvent claironner les nombreux thuriféraires à la solde de Doha, la situation devenait cependant très critique pour le petit émirat à la fin 2020. Le blocus mais surtout la baisse des cours du pétrole et l'épidémie de Covid-19, ont fini par vider les réserves et grandement détériorer la situation économique qatarie. Le FMI avait même prévu pour le pays une récession de 4,5 % pour 2020.

De toute évidence, on l'a déjà vu, si Trump avait été réélu et qu'il avait maintenu sa politique de pressions maximales encore quelques mois, le Qatar - comme l'Irak - auraient été forcés de céder et faire des concessions. Mais voilà, le sulfureux Président américain, - qui prévoyait d'inscrire les Frères musulmans sur sa liste des organisations terroristes - a perdu l'élection de novembre. La donne a donc changé...

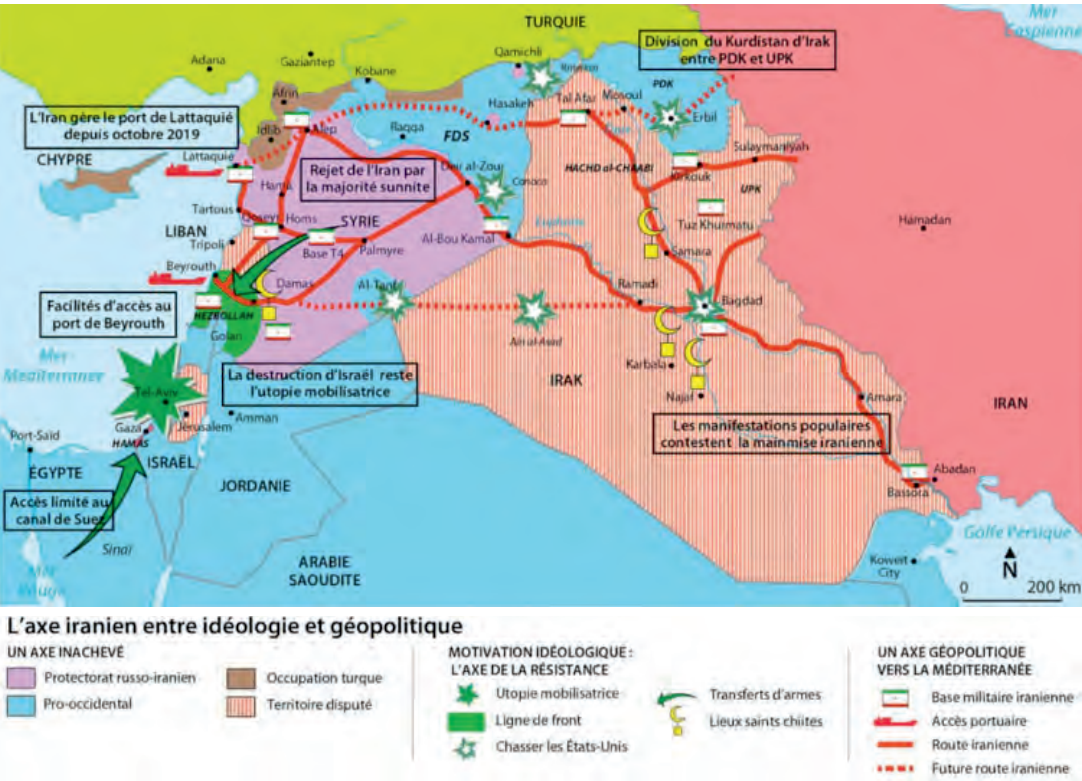
La crise avec le Qatar (2017-2021)

La crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins du Golfe débute en juin 2017, suite au blocus du Qatar décidé par l'Arabie saoudite, les EAU, Bahreïn et l'Égypte. En cause, le soutien du Qatar aux Frères musulmans, son activisme en faveur des Printemps arabes, ses financements de milices djihadistes en Libye et ailleurs... et enfin, ses bonnes relations avec les deux puissances régionales non arabes et rivales de Riyad, à savoir la Turquie et l'Irak.

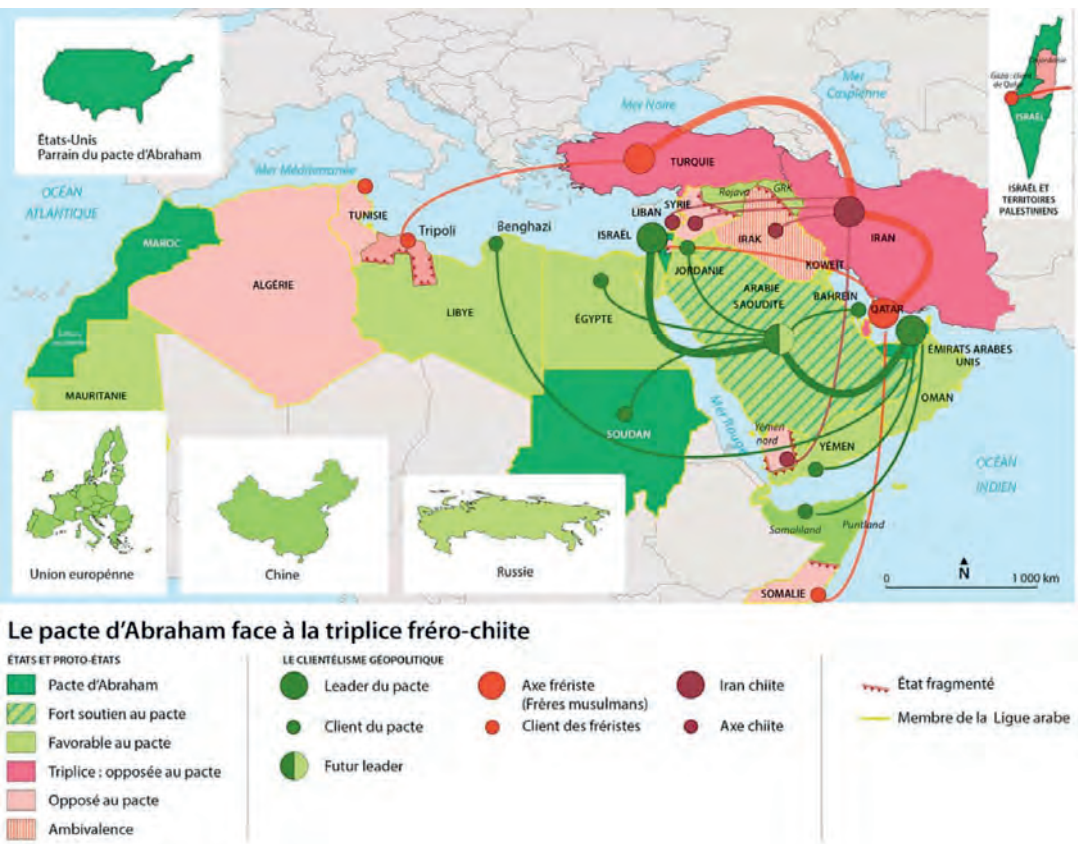
Cette crise inédite entre les membres du CCG survenait dans un nouveau contexte sur le plan international et surtout régional.

Nous l'avons expliqué plus haut, afin d'asseoir sa future monarchie absolue et plaire à son nouveau partenaire russe mais surtout à ses parrains américains, Mike Pompeo, Donald

Rapprochement de la Turquie et du Qatar avec l'Iran, pour quoi faire ?



Carte 15 :
L'axe iranien
au Moyen
et Proche-Orient



Carte 16 :
Le pacte d'Abraham
face à la triplique
frère-chiite

Égypte - Émirats arabes unis : fers de lance contre l'islamisme dans le monde arabe et quel partenariat pour l'Europe ?

Cartes de Fabrice
Balanche, maître de
conférences à l'université
Lyon-II, tirées du livre de
Gilles Kepel
«Le Prophète et
la Pandémie »
(Gallimard, 2021).

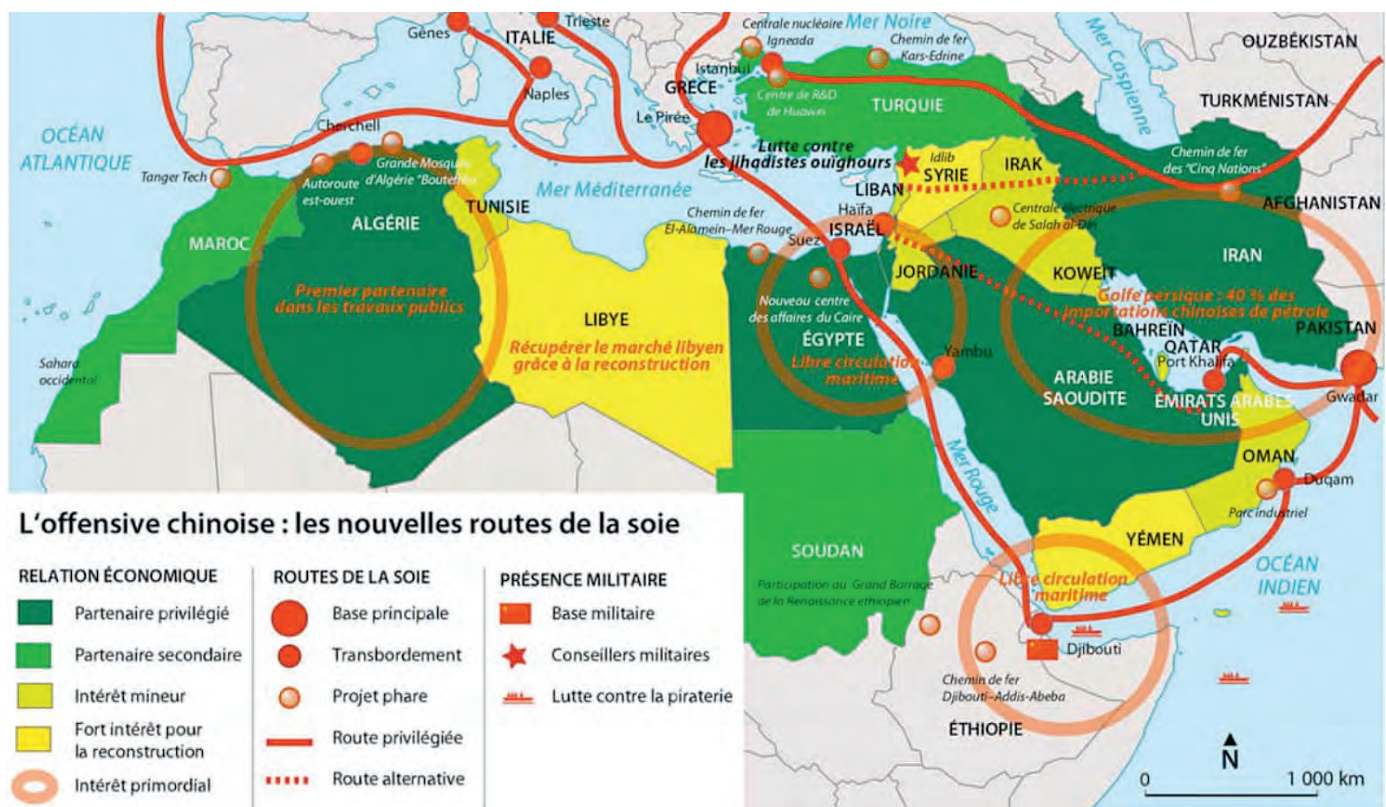
Nous avons assisté ces derniers mois à un rapprochement improbable mais de plus en plus clair de Doha et Ankara avec Téhéran. En effet, devant la constitution du bloc que nous venons d'évoquer, composé de l'Égypte, l'Arabie saoudite, les E.A.U. et Israël, soutenu par Trump, la Turquie et le Qatar, très isolés à l'international, semblent s'être réconciliés avec l'Iran, lui aussi très esseulé. Ankara, Doha et Téhéran étant d'ailleurs les trois capitales musulmanes à s'opposer et condamner avec véhémence l'« accord d'Abraham ». L'antisio-nisme constituant l'un des piliers idéologiques des fondamentalistes iraniens mais également des Frères musulmans, la normalisation des relations entre Arabes et Israéliens ne pouvait être qu'un élément de convergence stratégique. Surtout que pour la Turquie et l'Iran, la lutte contre l'État juif et la cause palestinienne sont leurs principales cartes de visite dans le monde arabe. Cette évolution géopolitique régionale est donc, pour ces deux États, une opportunité de miser sur une éventuelle colère de la rue arabe afin de développer davantage leur influence. Or, ce subterfuge ne fonctionne plus. On l'a vu, il y a eu très peu de manifestations populaires dans le monde arabe pour dénoncer cette normalisation. Les aspirations des jeunes arabes sont autres à présent. De

même, pour des raisons historiques, idéologiques et religieuses, la Turquie «néo-ottomane» d'Erdogan et l'Iran, perse et chiite, ont mauvaise presse chez les Arabes. Le Président turc et le guide suprême iranien ne sont donc populaires que chez les islamistes et leurs soutiens.

De même, au regard de ces dernières années, notamment en Syrie où la Turquie et le Qatar étaient de farouches adversaires de l'Iran, cette nouvelle «alliance» pourrait ressembler au mariage de la carpe et du lapin. La rivalité perso-turque étant légendaire et ancestrale. Or, il faut rappeler que, bien avant les succès électoraux du «frère» Erdogan à la fin des années 1990, c'est la révolution islamique d'Iran de 1979, bien que chiite, qui fut le grand modèle opérationnel et de victoire pour les Frères musulmans.

Inversement, Khomeini aurait dans sa jeunesse, rencontré à plusieurs reprises Hassan el-Banna, le fondateur de la confrérie sunnite, et se serait alors grandement inspiré de son organisation pour ses propres ambitions et projets politiques...

La Chine au Moyen-Orient



Carte 17 : Les nouvelles routes de la soie chinoise en Orient et Afrique du Nord
 Carte de Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon-II, tirée du livre de Gilles Kepel
 «Le Prophète et la Pandémie » (Gallimard, 2021).

L'autre facteur important dans l'évolution actuelle de la situation régionale, est la présence croissante de la Russie mais aussi de la Chine. Deux puissances émergentes au Moyen-Orient qui entretiennent de bons rapports avec tous les protagonistes. Tels les Russes, les Chinois développent une diplomatie capable de tisser des liens autant avec l'Arabie saoudite qu'avec l'Iran, sans oublier l'État hébreu. D'ailleurs, Russes comme Chinois sont loin d'être hostiles par exemple aux Accords d'Abraham.

Nous avons déjà traité de la politique russe dans la zone. Pour la Chine, le Moyen-Orient est devenu de plus en plus important ces dernières années, à cause de ses importants besoins énergétiques, mais également car la région est du plus grand intérêt pour ses «Nouvelles Routes de la Soie» ou BRI (*Belt and Road Initiative*). Les Chinois n'ont toutefois pas encore totalement les capacités de projection militaire nécessaire pour développer leur influence régionale. D'ailleurs, lorsque l'on analyse les expériences occidentales dans cette partie du monde, l'outil militaire n'est peut-être pas forcément le plus efficace... Pékin possède en revanche une puissance économique phénoménale. Sa diplomatie, à l'instar de celle de Moscou, s'interdit les leçons de morale ou les ingérences politiques. Elle est strictement basée sur le réalisme et le pragmatisme. Elle refuse également les logiques d'alliances ou de blocs, dans le seul but d'éviter d'être entraînée dans des conflits ou tensions, éloignés de ses propres intérêts⁶¹. Ainsi, la Chine privilégie les «partenariats stratégiques» hiérarchisés. Une hiérarchie qui va du «partenariat de coopération amicale» (renforcement de la coopération sur certains dossiers bilatéraux, comme le commerce) au «partenariat stratégique global» (coopération globale ayant trait aux affaires régionales et internationales). Les rapprochements ont toujours des objectifs pragmatiques, bénéficiant en principe aux deux parties, et surtout sans que cela lie les mains de la puissance chinoise. Manœuvre habile pour essayer de développer une future influence régionale dans un Moyen-Orient connu pour ces tensions ancestrales. Quant aux partenariats stratégiques globaux, ils sont réservés aux États les plus importants pour les objectifs chinois. L'Iran en fait partie. Pékin vient de signer un accord historique, pour une période de 25 ans, avec ce pays en juillet 2020⁶².

Le projet de coopération stratégique entre la Chine et l'Iran a été annoncé en juin 2020 et il comporte neuf paragraphes et annexes. Il porte sur 400 milliards de dollars d'investissements chinois en Iran dans les prochaines décennies : 280 milliards de dollars dans l'industrie pétrolière et gazière et 120 milliards de dollars dans les infrastructures du pays. Il serait également question de la création de zones de libre-

échange dans le nord-ouest et le sud du pays, du développement de la 5G à travers l'Iran ou encore du développement de la collaboration dans le domaine militaire. En échange, l'approvisionnement en gaz et en pétrole iraniens de la Chine serait assuré au cours des 25 prochaines années et ce, à des tarifs très avantageux (-30%)⁶³.

Si certains observateurs se sont enthousiasmés à l'annonce de ce traité, arguant que celui-ci représentait un tournant majeur qui allait changer la donne régionale, notamment sur la situation économique de l'Iran et sur ses tensions face à Israël et surtout aux États-Unis, il faut néanmoins relativiser ces propos.

Car cet accord a été accueilli avec réserve et prudence par les Iraniens. Les nationalistes de l'opposition exilée à l'étranger mais également plusieurs conservateurs religieux à Téhéran (c'est le modéré Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des Affaires étrangères, qui est au cœur des négociations), comme le célèbre et très conservateur Mahmoud Ahmadinejad, l'ancien maire de la capitale iranienne de 2003 à 2005 et Président de la République islamique d'Iran de 2005 à 2013. Ces derniers ont senti le piège et dénoncé une véritable mise sous tutelle et une vassalisation du pays par Pékin.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que sans la «bénédiction» de Moscou, un tel accord ne pouvait voir le jour. La Russie est le seul soutien de poids diplomatique de Téhéran. De leur côté, les Russes ont obtenu le renouvellement d'un autre partenariat de 20 ans, leur donnant plusieurs avantages commerciaux et militaires ainsi que des facilités pour l'utilisation de certaines bases sur le territoire. Toujours en totale contradiction avec la Constitution de la République islamique qui interdit pourtant à l'État iranien d'autoriser une nation étrangère à bénéficier d'installations militaires sur son sol. Au final, la grande majorité de la population iranienne reste perplexe. Très échaudés par les pratiques de leurs dirigeants et de la traditionnelle corruption des ayatollahs, les Iraniens ne sont pas du tout certains de récolter les fruits de la manne chinoise...

Jusqu'à ces derniers mois, l'économie iranienne était encore au bord de la banqueroute du fait des lourdes sanctions américaines mais également de l'incurie de ses dirigeants. Les conséquences de la pandémie du coronavirus et la gestion de la crise sanitaire n'ont fait qu'aggraver les choses. Les contestations populaires sont loin d'être éteintes. Déjà en

61 Didier CHAUDET, «Chine : comprendre le rapprochement avec l'Iran face à l'accord Israël-Émirats », *Asialyst*, 1 octobre 2020. 62 Ibid.
63 «Pourquoi le traité entre l'Iran et la Chine ne changera pas la donne géopolitique », *Fild*, 29 juillet 2020.

novembre 2019, l'augmentation de 300 % du prix de l'essence avait provoqué des manifestations dans tout le pays. Elles avaient été réprimées dans le sang et avaient causé plus d'un millier de morts en quelques jours...

La politique étrangère de Téhéran ces dernières années et jusqu'à la décision de Donald Trump de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien en mai 2018, fut relativement un succès en termes stratégique et d'influence régionale. Avec son intervention en Syrie, cruciale pour sauvegarder le régime d'Assad, et ses victoires sur Daesh en Irak, l'Iran est parvenu à constituer et consolider cet « arc chiite » tant redouté par Israël. Or cette politique, dont le grand maître d'œuvre était le général Qassem Soleimani, coûtait cher. D'autant plus qu'après le retrait américain de l'accord de Vienne, Trump engagea contre Téhéran une stratégie de pression maximale, accompagnée de nouvelles et d'importantes sanctions économiques. L'élimination du général-héros Soleimani par l'armée américaine le 3 janvier 2020 et surtout la guerre économique des États-Unis vont terriblement affaiblir l'Iran.

Selon le Trésor américain, la seule présence militaire iranienne en Syrie s'élèverait à quelques 16 milliards de dollars par an ! D'ailleurs, la République islamique avait ces derniers mois de plus en plus de mal à payer ses proxies et ses milices au Yémen, en Irak et en Syrie. Dans la crise que traverse le Liban depuis plusieurs décennies, le Hezbollah, certes toujours puissant, a aujourd'hui perdu de sa superbe et est à présent très fortement critiqué, notamment depuis les gigantesques explosions dans le port de Beyrouth le 4 août 2020 (la cause serait une négligence dans un dépôt d'explosifs secret de l'organisation chiite libanaise).

À la pression militaire américaine dans le Golfe, il faut ajouter les frappes israéliennes systématiques (toujours avec le blanc-seing de Moscou) en Syrie, sur ses bases et ses convois d'armes, ainsi que les cyber-attaques sur le site nucléaire de Natanz et le complexe militaire de Parchin au centre de l'Iran, l'été dernier. Sans oublier enfin, la série d'explosions, d'origines inconnues, qui traverse le pays depuis des mois et qui touche des sites sensibles du territoire iranien (plus d'une dizaine au total en seulement 2 mois, les emplacements des explosions comprenaient une installation d'assemblage de centrifugeuses, des complexes militaires, des centres pétrochimiques, des centrales électriques et des cliniques médicales. Ainsi que l'assassinat de chercheurs ou de responsables du nucléaire iranien...

Enfin, il faut noter que la présence, puis l'incrustation, de ses troupes, en Syrie comme en Irak, est de plus en plus mal vécue

et contestée, autant par les autochtones que par les Russes. Au final, cet éventuel accord avec la Chine ne fut peut-être, pour les mollahs, qu'un moyen de trouver rapidement du cash et surtout, mettre à l'époque un nouveau petit coup de pression en direction de Trump et de son successeur, en vue des renégociations sur le nucléaire.

Or l'Iran demeure toujours en grande difficulté et très isolé sur le plan international. Mais, la main tendue par le nouveau président Joe Biden redonne clairement un certain souffle à Téhéran, comme nous l'aborderons plus loin.

Pour revenir à l'accord irano-chinois, celui-ci ne changera donc pas fondamentalement le cours des choses. Au contraire. Même si la Chine devient l'un des premiers partenaires commerciaux de Téhéran, elle s'est toujours plus ou moins pliée aux sanctions américaines. Les Chinois (comme les Russes) ne veulent en aucun cas d'un conflit ouvert dans la région. Ceci pour préserver justement leurs importants approvisionnements en gaz et en pétrole et également pour la sécurité de leurs nouvelles Routes de la soie. Par ailleurs, ne perdons jamais de vue que, comme la Russie, la Chine entretient de très bonnes relations avec l'État hébreu. Pékin étant devenu un grand partenaire d'Israël en matière d'investissements. Les échanges et la coopération dans divers secteurs entre les deux États ont littéralement explosé ces dernières années. Pour Pékin et Moscou, l'État hébreu demeure le seul pivot stratégique solide, sérieux, véritablement stable et surtout solvable de la zone. Surtout, les « Fous de Dieu » de la République islamique d'Iran comme tous les tenants de l'islam politique sunnite, ne sont pas trop du goût des communistes chinois... Bref, paradoxalement, la Chine n'est pas prête à s'opposer aux sanctions américaines contre Téhéran, tant qu'elle parvient à tirer son épingle du jeu économique et stratégique. Il serait fort probable que Xi Jinping, compte tenu de sa nouvelle position de force en Iran, fasse pression sur celui-ci afin que des concessions soient finalement faites. Au-delà de l'aspect financier dans un pays au bord de la faillite, c'était d'ailleurs sûrement aussi la raison principale et inavouée qui a poussé les modérés du régime de Téhéran à parapher ce fameux traité avec Pékin...

La Chine entretient également de très bonnes relations avec l'alliance Égypte-E.A.U.-Arabie saoudite. Or, Riyad est le grand rival de l'Iran. L'Arabie saoudite a le même niveau de partenariat que Téhéran avec Pékin. Là encore comme les Russes, les Chinois aident le royaume saoudien à développer ses capacités nucléaires civiles et développent intensément leur coopération avec le pays dans les domaines commerciaux mais également stratégiques et de défense.

Quant aux Émirats arabes unis, ils soutiennent le projet de «Nouvelles Routes de la Soie chinoises» et, on l'a vu, ont signé des dizaines de partenariats avec Pékin. Dubaï aurait dû accueillir le Sommet BRI en 2020, s'il n'y avait pas eu la crise du coronavirus. De plus, les E.A.U. restent l'un des membres fondateurs de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures lancées par l'empire du Milieu. Pas moins de 200 000 Chinois et 4 000 entreprises chinoises ont élu résidence dans les Émirats⁶⁴.

Avec l'Égypte de Sissi, on l'a déjà dit, les investissements chinois s'élèvent déjà à plus de 20 milliards de dollars. D'autant plus que la Corne de l'Afrique, et donc la Mer Rouge, sont devenues une étape clé des nouvelles routes de la soie. Outre donc une forte convergence des intérêts économiques, c'est également sur le plan politique, que les liens entre Le Caire et Pékin se sont approfondis, notamment dans le cadre de la coopération antiterroriste. Sissi a par exemple fait rapatrier de force des étudiants ouïghours présents sur son territoire vers la Chine en 2019. Rappelons que, comme la Russie, le terrorisme islamiste et l'islam politique sont une priorité sécuritaire pour la Chine, avec une population chinoise de confession musulmane principalement dans une province du nord-ouest du pays, le Xinjiang. Il s'agit précisément des Ouïghours. Une ethnie musulmane sunnite, minoritaire dans le pays mais dominante dans la province déjà citée. Turcophone, le peuple ouïghour est aussi présent dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale comme au Kazakhstan, en Ouzbékistan, au Kirghizistan mais également en Turquie. Dans cette région chinoise, les revendications séparatistes et indépendantistes sont anciennes. Mais le pouvoir central chinois a toujours, depuis des années, utilisé la force et la répression pour réduire toute rébellion. Il a aussi imposé une politique de sinisation et de «colonisation». Ainsi, les Hans, l'ethnie majoritaire en Chine, ne représentent que 6% seulement de la population du Xinjiang en 1949. Depuis, les communistes au pouvoir ont envoyé par millions des «colons» hans. Si bien qu'aujourd'hui, ils sont plus de 10 millions, soit presque aussi nombreux que les Ouïghours. Le gouvernement de Pékin accuse une partie de cette minorité de terrorisme suite à une série d'attaques sanglantes durant ces dernières décennies. D'après des ONG, plus d'un million de musulmans, principalement donc des Ouïghours, seraient ainsi détenus au Xinjiang dans des camps de «rééducation politique».

Plus que tout autre acteur étranger à la zone, les Russes et les Chinois souhaitent donc une stabilisation de la région. Moscou, pour des motifs internes (forte communauté russe musulmane) et géostratégiques (accès à la Méditerranée et au

Golfe) et Pékin, pour assurer ses importants approvisionnements en hydrocarbures. Les Chinois étant devenus, d'année en année et à cause de leur développement industriel, des consommateurs boulimiques de pétrole.

En définitive, après la gestion catastrophique de la crise sanitaire par les fragiles démocraties occidentales et leurs perspectives économiques dans les mois prochains plus qu'inquiétantes, le modèle de gouvernance de Sissi, MBZ et MBS demeure plus que jamais la Russie et surtout la Chine. Poutine est le nouveau juge de paix de la région et leur fidèle soutien dans la lutte contre le jihadisme et l'islam politique des Frères musulmans. Son pouvoir fort a remis son pays à flot. Il a purgé toutes les strates du pouvoir russe des oligarques puissants et corrompus dans les années 2000. La Chine, quant à elle, accélère, à la faveur de la crise mondiale de la Covid, ses investissements et sa présence dans la région. Notamment avec ses vaccins peu chers (déjà achetés par la Turquie, l'Égypte, les E.A.U, le Maroc...). Elle a démontré - à tort ou à raison et encore grâce à sa gestion de la pandémie - l'efficacité de son système fondé sur la prospérité économique et... une autocratie⁶⁵ !

64 Didier CHAUDET, «Chine : comprendre le rapprochement avec l'Iran face à l'accord Israël-Émirats», *Asialyst*, 1 octobre 2020.

65 «2011-2021 : Que reste-t-il des Printemps arabes ?», *Fild*, 7 février 2021.

PARTIE 7

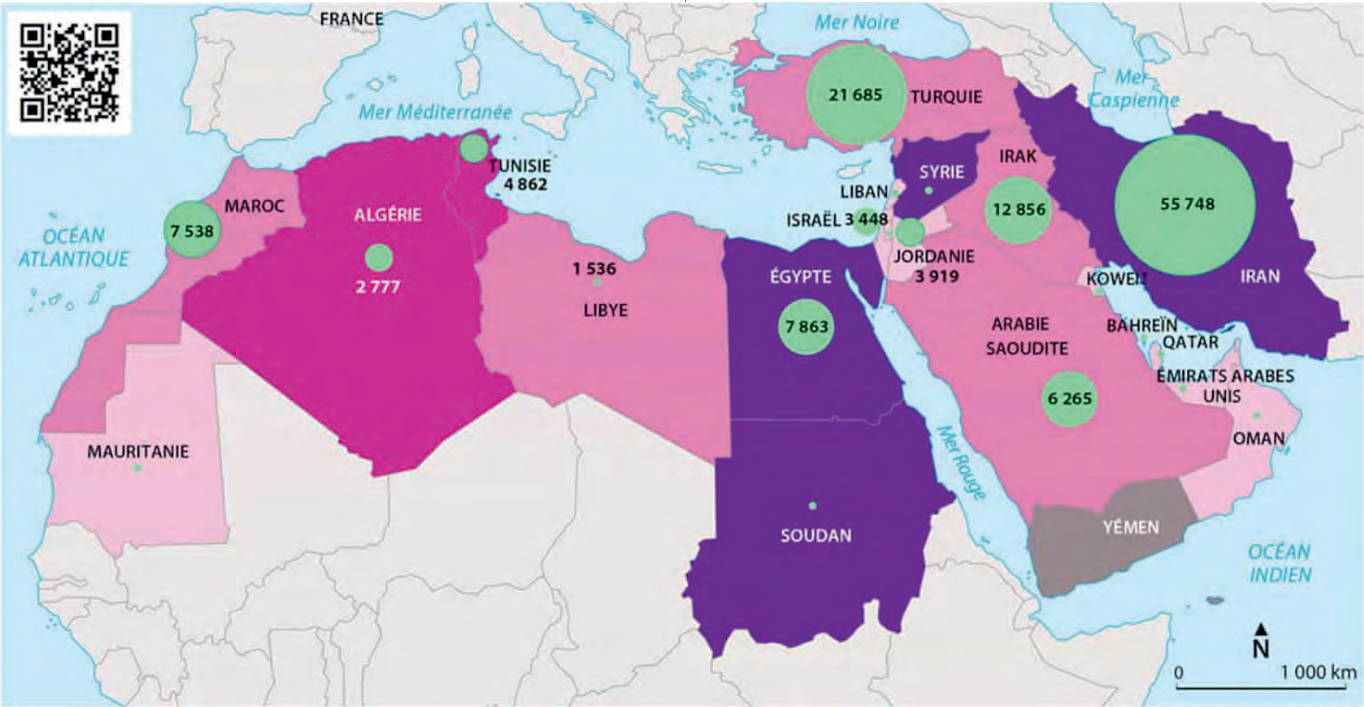
Perspectives géopolitiques

Pandémie de la Covid : quel impact pour la région ?

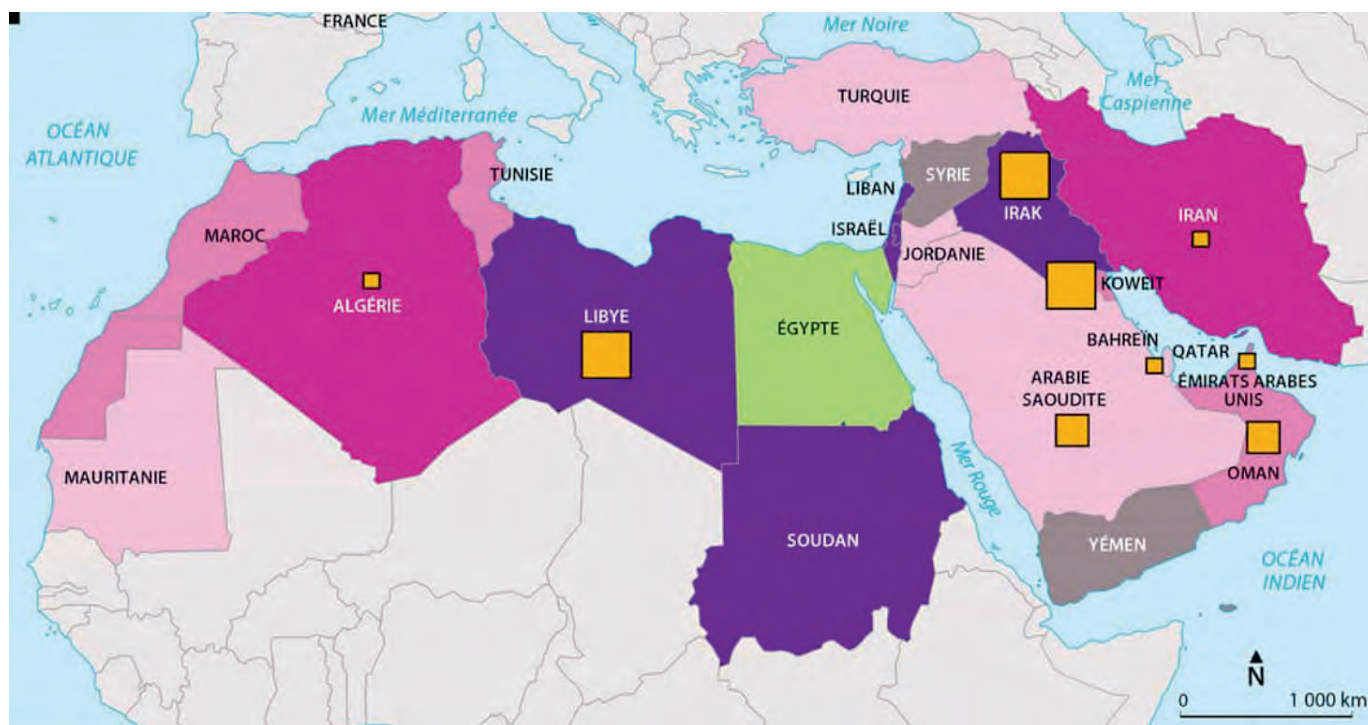
Les réformes dans un pays sont toujours difficiles voire douloureuses. Notamment lorsqu'elles s'attaquent en profondeur à des économies rentières ou archaïques. Surtout que la pandémie mondiale de la Covid qui a surgi en 2020 a considérablement contrecarré les transformations en cours comme en Égypte ou en Arabie saoudite. Mais cette crise sanitaire inédite et le choc économique mondiale qui en découle, ont et vont avoir encore des répercussions importantes dans de nombreux pays de la planète. Au Moyen-Orient, ils ont surtout pénalisé l'axe frériste du Qatar et la

Turquie, rejoint par l'Iran, puisque déjà très affaiblis économiquement avant 2020. Les problèmes économico-financiers provoqués par l'épidémie et la mise à l'arrêt du monde, ont permis néanmoins d'accentuer l'efficacité - que cela nous plaise ou non - de la guerre économique et la politique de pressions maximales de Donald Trump envers précisément l'Iran. Pour le Président américain, ce fut également une opportunité de renforcer l'Entente Égypte-E.A.U.-Arabie saoudite par un système d'alliance, via les « Accords d'Abraham », entre Israël, les Émirats, Bahreïn puis le Maroc et le Soudan.

Certes, cette pandémie et les diverses mesures de confinement général ont permis fort opportunément (comme ailleurs dans le monde) de faire oublier un temps la colère populaire et mettre en veille les mouvements sociaux et les grandes manifestations de rue ayant secoué certains pays de la région MENA en 2019 comme l'Algérie, le Liban, le Soudan, l'Irak et même l'Iran. Toutefois, cette colère et les revendications n'ont pas disparu pour autant. Au contraire. Les économies en berne et l'effondrement des croissances économiques dans le négatif pour l'essentiel des pays de la zone (hormis celle l'Égypte qui se maintient à 2%), n'ont sûrement fait que les exacerber. Aujourd'hui, toute la région est une véritable cocotte-minute !

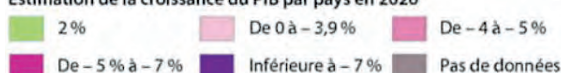


Carte 18 : Impact sanitaire du Covid 19 en Afrique du Nord et en Orient

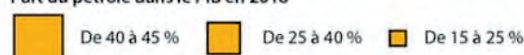


L'effondrement de la croissance économique dans la région Afrique du Nord-Moyen-Orient en 2020

Estimation de la croissance du PIB par pays en 2020



Part du pétrole dans le PIB en 2018



Source : Banque mondiale 2018 et 2020.

Carte 19 : Baisse de la croissance économique en Afrique du Nord et en Orient en 2020

Le retour des Frères musulmans est-il possible ? Quelles conséquences pour la région, l'Europe et l'Occident ?

Un nouveau vent de révoltes arabes et un second round des Printemps arabes pour cette fois-ci tenter de réussir ce qui a échoué jusqu'ici, c'est tout le pari du Qatar et de son janissaire turc.

Or en 2019, lors des multiples manifestations dans la région, les islamistes ne sont pas parvenus à s'imposer. Au Soudan, les troubles ont fait tomber le frère musulman Omar al-Bachir. En Algérie, les jeunes algériens du «Hirak» ont farouchement rejeté de leurs cortèges les salafistes et les groupes proches de la Confrérie... Durant cette période, même Téhéran n'a pas réussi à imposer à Bagdad l'un de leurs obligés après les élections organisées dans la foulée de la crise irakienne. De même, les manifestations islamistes anti-françaises il y a quelques mois dans le monde arabe, suite à la republication des caricatures de Charlie, et fomentées par les services secrets turcs (avec les deniers de «nos très chers amis du Qatar»!), n'ont pas soulevé les foules et ont fait long feu.

Un phénomène est même en train d'apparaître : une timide mais notable forme d'«athéisation» parmi la jeunesse de la région. Les islamistes semblent avoir perdu de leur superbe. Les erreurs et les fiascos de la confrérie des Frères musulmans passée rapidement aux affaires, ainsi que l'anéantissement territorial de l'État islamique ont eu leur effet. Or, l'idéologie de Daesh et Al-Qaïda est loin d'être morte. Elle peut encore frapper les États faillis ou faibles comme en Afrique ou en Europe. Quant aux Frères musulmans, toujours sous la protection du Qatar, ils sont considérés comme organisation terroriste par de nombreux pays - Égypte, Émirats, Arabie saoudite, Syrie, Bahreïn, Russie... En juillet 2020, même en Jordanie, la Cour de cassation du pays, qui est la plus haute autorité judiciaire, a rendu un arrêt ordonnant la dissolution du groupe des Frères musulmans dans le pays, pourtant majoritaires au parlement jordanien. Au Maroc, dix ans après l'arrivée du parti Justice et Développement (PJD) au pouvoir - l'unique parti «islamiste» autorisé -, les Frères marocains connaissent l'usure du pouvoir et traversent une série de crises internes. Étroitement contrôlés par le roi (intouchable par les islamistes car comme le roi hachémite, il est un descendant du Prophète), ils n'ont même pas pu s'opposer à la normalisation officielle du royaume avec l'État hébreu.

Or, ils sont toujours en embuscade partout ailleurs en attendant leur heure comme en Libye (au pouvoir à Tripoli), en Algérie et surtout en Tunisie. D'autres ont trouvé refuge en Europe, notamment en France, où ils ont encore pignon sur rue malgré la timide prise de conscience du gouvernement français (tout de même encore gêné par ses intérêts commerciaux avec le Qatar) ! Ils ont aussi massivement investi Internet, aidés par ailleurs par l'efficacité de la propagande qatarie et tous leurs «idiots utiles», à la solde aussi du petit émirat, notamment dans la recherche... Il y a également le phénomène du «jihadisme d'atmosphère» décrit par Gilles Kepel⁶⁶.

C'est le fameux «islamo-gauchisme» (dixit Gilles Kepel et Pierre-André Taguieff) bien réel dont nous observons l'œuvre et les effets depuis des années dans la société française

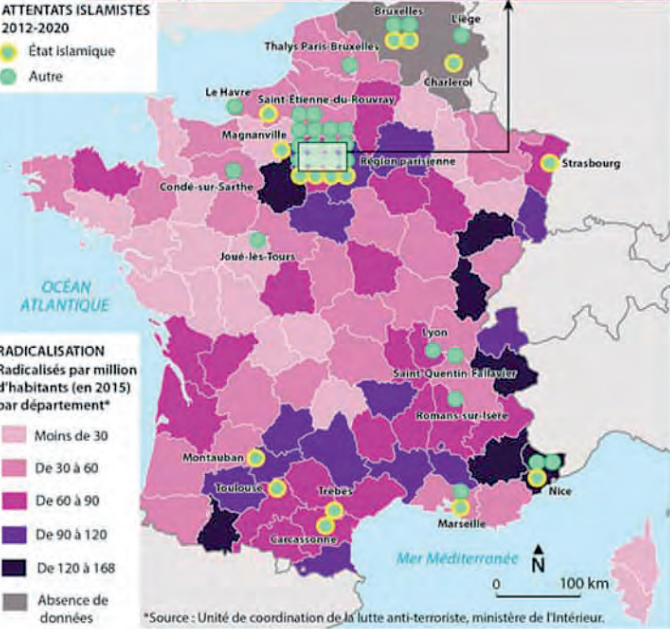
et qui, fort heureusement, commence à être dévoilé et dénoncé. Si Trump avait gagné l'élection de novembre 2020, la Turquie d'Erdogan, endettée et au bord de la banqueroute, serait allée à Canossa (ce qui est finalement en train de se produire du fait des sanctions américaines votées par Trump avant son départ). Quant aux mollahs de Téhéran, afin de sauver leur régime et leur économie exsangue, ils auraient été forcés de revenir à la table des négociations mais en position de faiblesse. Le Qatar aurait peut-être fini par céder aux pressions et revoir son soutien aux Frères musulmans que Trump envisageait d'inscrire sur la liste des mouvements terroristes. Qu'en sera-t-il à présent avec Joe Biden ? Là est toute la question.

66 Gilles KEPEL, «Le prophète et la pandémie», Gallimard, 2021.

ATTENTATS ET COMBATTANTS JIHADISTES EN EUROPE



PARIS ET BANLIEUES



Carte 20 : Attentats et radicalisation en Europe et en France
Carte de Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon-II,
tirée du livre de Gilles Kepel «Le Prophète et la Pandémie » (Gallimard, 2021).

Quid de l'affrontement entre l'Entente Égypte-E.A.U.-Arabie Saoudite et l'Axe Turquie – Qatar (et Iran) à partir de 2021...

Le nerf de la guerre, c'est bien connu, est l'argent. Tous les pays de la région, notamment les principaux protagonistes des deux axes qui se font face à présent, souffrent toujours énormément des conséquences économiques de la crise sanitaire du Coronavirus. Or, l'axe Turquie/Qatar/Iran semble encore plus fragilisé. Avec la stratégie de pressions maximales de Trump et les sanctions américaines, l'Iran, en dépit de sa résilience légendaire, est à genoux. Malgré son agressivité et ses fanfaronnades, Erdogan est également au plus mal sur le plan intérieur. La livre turque dégringole chaque jour un peu plus et son économie est sous perfusion du Qatar.

Du côté du bloc Égypte/E.A.U./Arabie saoudite/Israël, la situation financière est aussi problématique. En revanche, l'Arabie saoudite et les Émirats possèdent beaucoup plus de réserves budgétaires que tous leurs voisins. Et surtout, on l'a vu, ces quatre États étaient jusqu'ici soutenus par les États-Unis de Donald Trump. De plus, ils bénéficient toujours de la bienveillance de Poutine. Comme nous le rappelons dans *Poutine d'Arabie*, Moscou, pour des raisons historiques, stratégiques et surtout idéologiques, se méfie comme de la peste de ses « partenaires » turcs et iraniens. Le « frère » Erdogan et les fondamentalistes chiites ne sont pas du goût de Poutine (comme pour les Chinois d'ailleurs). À l'inverse, le maître du Kremlin, on l'a expliqué, est sur la même longueur d'ondes que MBS et MBZ pour ce qui est de la lutte contre l'islam politique dans la région.

Quoi qu'il en soit, comme souvent, la clé de ce « conflit » se trouve à Washington. Si Donald Trump avait été réélu en novembre 2020, répétons-le, les mollahs de Téhéran auraient été forcés de se résoudre à négocier avec lui, dans le seul but de sauver leur régime et ce, dès le printemps 2021. De même, comme il l'avait maintes fois annoncé, Trump voulait inscrire les Frères musulmans sur la liste des organisations terroristes. Ainsi, le Qatar n'aurait pas pu résister longtemps aux pressions, depuis 2016, du Président américain (et de Poutine) concernant son soutien à ce mouvement. Cela aurait alors été un coup très dur pour l'islam politique, le financement du terrorisme islamiste et bien évidemment pour Erdogan. Très peu apprécié par Trump (on a dit et écrit beaucoup de contre-vérités au sujet des relations des deux hommes), ce dernier aurait alors sûrement sonné définiti-

vement la fin de la récréation pour le nouveau Sultan (se rappeler des déclarations sévères du Secrétaire d'État Mike Pompeo et des sanctions américaines votées contre la Turquie avant la fin du mandat Trump⁶⁷)...

Or, c'est Joe Biden qui est entré à la Maison Blanche en janvier 2021. Et MBS, MBZ et Sissi avaient raison de redouter la défaite de Donald Trump. Car il était - avec son gendre Jared Kushner et l'ancien secrétaire d'État, Mike Pompeo - leur fidèle protecteur sur la scène internationale. À l'inverse, la victoire de Joe Biden à la Maison Blanche a suscité un réel soulagement à Doha et à Téhéran. Et pour cause, comme on l'a déjà vu, le nouveau locataire de la Maison Blanche est en train de donner un nouveau répit et un second souffle, de manière pour l'instant indirecte mais certaine, à l'Iran mais surtout au Qatar. Le nouveau Président américain a d'ailleurs, depuis sa prise de fonction, multiplié les décisions défavorables aux princes héritiers : main tendue à Téhéran dans l'optique d'un éventuel retour dans l'accord sur le nucléaire iranien, restrictions sur les livraisons d'armes à Riyad et à Abou Dhabi...

La puissance et l'efficacité de la propagande du Qatar est d'ailleurs pour beaucoup dans le discrédit général en Occident du prince saoudien ou du Président égyptien. En effet, il ne faut surtout pas sous-estimer l'influence et la force du lobbying de Doha et des Frères musulmans (comme des opposants saoudiens à MBS) à Washington, au sein du parti démocrate et auprès des idéologues qui entourent le futur Président américain... D'où la « déclaration d'Al-Ula », initiée par Riyad en janvier dernier et qui acte la fin de la crise au sein du CCG et la « réconciliation » entre l'Arabie saoudite et le Qatar.

Or, aucune des 13 exigences principales à l'égard du Qatar comme la fermeture d'Al-Jazeera, la fermeture de la base militaire turque ou encore et surtout, la rupture des liens avec les Frères musulmans, n'ont été satisfaites. Si les véritables contreparties offertes par l'émir Tamim pour obtenir la fin du blocus sont encore inconnues, il n'en reste pas moins que c'est clairement une première victoire de Doha et donc, un répit donné gracieusement aux islamistes et à l'allié turc. C'est une première retombée dans la région, certes indirecte mais toutefois préoccupante de l'arrivée du Démocrate dans le Bureau ovale...

En attendant, ce « rabiboilage » suscite la réticence d'Abou Dhabi et du Caire. Si l'Égypte et les Émirats ont rejoint à contre-pied l'initiative et en traînant les pieds, il est clair que Sissi et Mohamed ben Zayed, davantage à la manœuvre que MBS dans

67 Hakim SALECK « Complaisance US envers la Turquie ? « On a écrit ces choses-là pour discréditer indirectement Trump » », Sputnik, 3 décembre 2020.

la féroce opposition idéologique et géopolitique face à Doha et à l'émir Tamim, sont plus que méfiants. Certes, Abdel Fattah al-Sissi, pour sa part, vient récemment de laisser le ministre qatari des Finances inaugurer l'hôtel St. Regis du Caire avec son homologue égyptien. Mais l'ancien maréchal ne perçoit pas d'un très bon œil l'apaisement avec Doha. Depuis 2013, toutes les campagnes de désinformation accusant son régime de tous les maux sont diligentées depuis le Qatar...

Quant au prince héritier émirati, il cache mal son inquiétude de voir son poulain MBS infléchir ses positions dans la région ou pire, perdre son influence - au profit de son père et de ses rivaux à Riyad - dans certains dossiers régionaux comme la Palestine, la Turquie ou la Libye. MBZ espère que cette «réconciliation» est passagère, le temps que le prince héritier saoudien consolide son pouvoir dans le royaume. En attendant, le départ du président Trump - réaliste et soutien inconditionnel des hommes forts dans la région, on l'a vu - et l'arrivée d'un gouvernement Biden, plus idéologue et très hostile à l'égard des autocrates, est un souci pour MBZ et pour Sissi, à présent très affaiblis. MBZ et Sissi (comme MBS) gardent un très mauvais souvenir de l'ère Obama. La nouvelle administration Biden est constituée de plusieurs personnalités déjà présentes durant l'accord du JCPAO sur le nucléaire iranien. Beaucoup sont des soutiens avérés de l'islam politique des Frères musulmans, qui ne sont à leurs yeux qu'une alternative «démocratique» comme une autre aux dictatures. MBZ, MBS et Sissi savent également qu'en matière de guerre de l'information, ils accusent un retard notable par rapport au savoir-faire qatari. D'autant plus que Doha jouit toujours d'une bonne image et de lobbyistes influents au Congrès, auprès des équipes du nouveau Président américain et des Démocrates⁶⁸...

Pour l'heure, la «réconciliation» de MBS avec le Qatar s'est déjà révélée être un échec dans sa volonté de montrer patte blanche et réhabiliter son image auprès de la nouvelle administration américaine. En effet, la récente déclassification par Washington d'un rapport du renseignement américain sur l'assassinat de Khashoggi, qui l'accuse d'avoir «validé» - secret de Polichinelle pour les initiés - l'opération visant à «capturer ou tuer» le journaliste saoudien, proche des Frères musulmans, est un revers pour Salmane (il est probable qu'au sein de la nouvelle administration américaine, certains aient sûrement déjà engagé un processus visant à provoquer la chute du trop sulfureux prince héritier).

Dès lors, l'acharnement pour discréditer le futur monarque et ancien protégé de Trump de CNN, du *Washington Post*, des Démocrates et d'autres influenceurs à la solde des Qataris ou

de riches opposants saoudiens en exil, s'explique aisément. Beaucoup ont des intérêts certains à ce que le vieux «système» saoudien revienne. Avec le retour en grâce, par exemple, de l'ancien prince héritier, Mohammed ben Nayef (61 ans), incarcéré pour «complot» en mars 2020.

MBS souhaitait aussi par cette main tendue (mais forcée) à Doha s'acheter peut-être un semblant de trêve de la part des médias aux ordres des Qataris, en particulier Al-Jazeera Arabic, qui réalise toujours la meilleure audience dans le monde arabe. En vain !

Pas de trêve dans la guerre médiatique et de l'information pour l'Égypte et les E.A.U. En matière de guerre d'influence, le Qatar a assurément une certaine longueur d'avance et devance ses rivaux. Ses pétrodollars, ses lobbyistes et son *soft power* sont très présents et très efficaces en Occident notamment dans les médias britanniques et américains. On l'a très bien vu avec l'affaire Khashoggi. Les grands médias occidentaux relaient régulièrement le «Sissi-bashing» qatari et «ses atteintes aux droits de l'Homme». Il ne serait alors pas étonnant de voir dans les jours prochains la fameuse affaire de la princesse Latifa⁶⁹, ressortie sur nos écrans TV en février 2021, grossir, ou voir d'autres scandales, touchant les Émirats, «exploser» dans les médias à Londres et à Washington notamment pour le discréditer toujours un peu plus auprès de la nouvelle administration américaine...

68 Alexandre DEL VALLE «Les liens troubles entre les administrations Clinton-Obama et les Frères musulmans... et le risque de voir celle de Biden reprendre ce chemin en cas de victoire à la présidentielle de novembre», *Atlantico*, 9 octobre 2020.

69 Vieille histoire régulièrement mise à l'honneur. La princesse Latifa est la fille de Mohammed ben Rashid al-Maktoum, l'émir de Dubaï et le Premier ministre des Émirats arabes unis. Âgée aujourd'hui de 35 ans, elle aurait déjà été séquestrée durant trois ans quand elle était adolescente. En 2002, alors qu'elle a 15 ans, elle aurait tenté une première tentative de fugue. Plus tard, en février 2018, la princesse fait une nouvelle tentative pour s'enfuir de l'Émirat à bord d'un voilier. Celui-ci est alors intercepté par la marine indienne et elle sera livrée aux services secrets de son père, qui l'aurait chloroformée et ramenée inconsciente dans l'Émirat. Depuis, elle est enfermée dans une villa transformée en prison dorée. Toute visite lui serait interdite et ce serait des proches qui lui feraient passer clandestinement des téléphones portables utilisés pour lancer ses appels de détresse. La princesse Latifa dit avoir voulu échapper à l'emprise de son père, l'émir de Dubaï, qu'elle décrit comme un homme extrêmement violent. Il est vrai que l'émir n'en est pas à son premier scandale familial. La justice britannique a déjà établi qu'il avait déjà fait enlever la sœur de Latifa, la princesse Shamsa, qui elle aussi avait tenté de fuir en Angleterre quand elle avait 18 ans. Le mode opératoire fut le même : elle aurait été droguée et ramenée à Dubaï puis enfermée. Il y a également le procès intenté par la princesse Haya, sœur du roi de Jordanie et sixième épouse de l'émir. Elle aussi s'est enfuie en 2019 et s'est réfugiée à Londres avec ses deux enfants. Aujourd'hui, elle souhaite obtenir leur garde et le divorce.

dramatiques pour les peuples européens, a fini par ailleurs de discréditer notre modèle démocratique et de valeurs.

Durant le printemps et l'été 2020, lors du pic des tensions en Libye et en Méditerranée orientale provoquées par les provocations militaires et l'aventurisme du Président turc, comme plus tard face à son intervention contre l'Arménie, les Européens sont apparus plus divisés que jamais sur un sujet pourtant crucial concernant la sécurité du continent. À l'époque et jusqu'à aujourd'hui, seules la Grèce, la France et Chypre, abandonnées par la plupart des autres membres de l'Union, se sont opposées, timidement et avec leurs humbles moyens, à la Turquie. Ce que craignaient par-dessus tout les responsables européens, c'était une nouvelle arrivée massive de réfugiés sur leurs côtes. C'est pourquoi, et surtout Angela Merkel, comme d'autres, a préféré rester silencieuse, céder au chantage et au racket d'Ankara et ainsi payer des milliards pour qu'Erdogan n'ouvre pas les vannes des migrants. En juin 2020, soit en pleine crise, l'Union européenne avait même décidé une rallonge d'un demi-milliard d'euros destinée à Ankara. Cette nouvelle enveloppe fut validée par le Parlement et proposée par la Commission elle-même.

Pourtant, il suffirait que nos responsables politiques s'unissent enfin sur des sujets sécuritaires et vitaux où les idéologies n'ont pas leur place, ferment *ipso facto* voire *manu militari* les frontières extérieures européennes (comme l'Autriche et la Hongrie) et refusent catégoriquement toute nouvelle vague de réfugiés, tout en combattant sérieusement sur leurs propres sols et en Méditerranée, ce véritable poison qu'est l'islam politique. Il en va tout simplement de la cohésion de nos sociétés et de la survie même de l'Europe. C'est une révolution copernicienne qui est nécessaire. Les Européens pourraient alors voter de lourdes sanctions commerciales et économiques visant la Turquie (comme nous le faisons pour la Russie) et enfin, revoir les statuts et les objectifs de l'OTAN. Car comment encore accepter au sein de cette organisation, un pays qui est ouvertement devenu aujourd'hui le principal ennemi géopolitique de l'Occident ?

Pour paraphraser le révolutionnaire Vergniaud, Erdogan n'est grand que parce que nous sommes à genoux.

Le nouveau Sultan a compris qu'aujourd'hui nos responsables politiques n'auront jamais le courage de s'opposer frontalement à lui. Lui qui ne comprend que les rapports de force, sait pertinemment ce qu'il fait et à qui il a affaire. Il est quand même assez navrant que la France, et comme nous l'avons plus haut, les Grecs et les Chypriotes aient alors trouvé leurs uniques soutiens, non pas à Bruxelles, mais au Caire, à Abou Dhabi et à Jérusalem.

En janvier 2021, la reprise des discussions avec Athènes à propos des hydrocarbures en mer Égée et surtout la main tendue de l'autocrate à Bruxelles traduit une certaine volonté de « calmer le jeu » de sa part, après plusieurs mois de fortes tensions avec l'UE (mais sans répercussion pour lui) et surtout avec la France et la Grèce. Erdogan, fin stratège mais qui n'a plus les moyens de ses ambitions, tente encore un apaisement tactique en raison de ses difficultés domestiques toujours plus grandissantes et les ultimes sanctions américaines votées par Trump et Pompeo avant leur départ. Pourtant, bien que les récentes mesures de rétorsion européennes soient bien timides, elles inquiètent tout de même le chef d'État turc. Les relations économiques et commerciales entre l'Europe et la Turquie sont toujours très importantes. L'UE est en effet l'un des partenaires commerciaux principaux de la Turquie. Selon les estimations, 41 % des exportations turques se feraient actuellement vers l'Europe. Au-delà des différentes subventions et des importants crédits européens, il faut également noter les investissements privés conséquents qui avaient notamment contribué à moderniser les infrastructures du pays au début des années 2000.

Bref, à maintes reprises et durant toutes les crises, les Émirats de MBZ et l'Égypte de Sissi ont prouvé qu'ils étaient des alliés sérieux et précieux. Dès lors, comme l'ont déjà fait la Grèce, Chypre et enfin semble-t-il la France, l'Europe doit elle aussi se ranger pleinement du côté du Caire et d'Abou Dhabi.

Signe des temps, le 9 mars 2021, après la Grèce, l'Italie et Chypre, la France à son tour a rejoint le Forum du gaz de la Méditerranée orientale (*East Mediterranean Gas Forum - EMGF*), basé, nous l'avons évoqué précédemment, au Caire et présidé par l'Égypte. Les États-Unis, quant à eux, étant devenus des observateurs permanents.

Or cette inflexion positive doit dépasser les intérêts commerciaux des industriels. Elle doit être d'abord motivée pour des raisons principalement sécuritaires et géostratégiques communes et non par de simples questions commerciales.

L'Égypte et les E.A.U ont les mêmes ennemis que l'Europe, à savoir l'islam politique, le terrorisme islamiste et le Président turc. Ces deux États, nous l'avons analysé tout au long de ce rapport, luttent avec une sincérité sans précédent historique dans la région contre ces fléaux. MBZ et Sissi sont véritablement des facteurs de stabilité en Méditerranée et au Moyen-Orient. On l'a vu également, ils œuvrent tous deux à la modernisation, au développement socio-économique et aux changements des mentalités dans la région. Trois objectifs principaux et incontournables qui nous aideront par ailleurs à répondre au défi majeur des crises migratoires présentes et futures qui menacent le Vieux Continent.

CONCLUSION

Gustave Le Bon écrivait dans sa célèbre *Psychologie des foules*, qu'après les troubles engendrés par les révolutions, les populations «abandonnées à elles-mêmes, sont bientôt lasses de leurs désordres et se dirigent d'instinct vers la servitude».

Les «Printemps arabes» n'ont pas eu les issues heureuses escomptées. Au contraire, ils se sont très vite transformés en «hiver islamiste», et pire, en guerres civiles ou en chaos engendré par le terrorisme d'Al-Qaïda et de Daesh. Les économies se sont effondrées. Les rêves et les illusions se sont heurtés au mur de la dure réalité du quotidien. Échaudés par les exemples irakien, yéménite, syrien et libyen, la majorité des peuples de la région n'aspirèrent donc plus qu'à un retour de la stabilité. Ce qui explique dès lors le succès et la popularité d'hommes «providentiels» forts et un retour des autocraties. Certes, les problèmes économiques et sociaux ne sont pas réglés et la colère couve toujours. Pour la survie de leurs régimes, Abdel Fattah al-Sissi et Mohammed ben Zayed savent que le temps des despotes orientaux «à l'ancienne» est révolu. Ils veulent au contraire l'avènement d'un genre nouveau de gouvernance et de régimes forts (avec pour modèle, on l'a vu, la Russie et la Chine). Des autocraties économiquement dynamiques et viables. En un mot, des «dictatures éclairées» ou, aussi paradoxal que cela puisse paraître, des «autocraties bienveillantes».

Sissi, il le prouve depuis près de 8 ans par ses diverses réformes, sait qu'il ne faut surtout pas retomber dans les travers du passé, avec une corruption, un népotisme et des abus humiliants et rejetés à présent par les jeunes de la région. Le rais égyptien semble, encore pour l'instant, avoir pris conscience du bien commun et de l'intérêt général afin de réellement œuvrer pour le développement et l'amélioration socio-économique de son pays, même si la démocratie devra encore attendre.

En définitive, la démocratie dans cette région et en Égypte en particulier, ne pourra s'imposer grâce aux seuls réseaux sociaux. Encore moins, l'histoire récente le démontre, de l'extérieur et par l'ingérence d'une puissance étrangère. L'avènement d'un système politique démocratique ne peut se faire en un claquement de doigts en transposant le modèle occidental comme certains l'ont cru un peu trop hâtivement.

Une république et une réelle démocratie ne se résument pas au vote et à la tenue d'élections. C'est un long et difficile processus qui peut demander plusieurs décennies de maturité populaire. Évidemment, l'organisation d'élections doit se généraliser afin tout simplement d'être améliorée et perfectionnée. Idéalement, une nation qui aspire à une telle évolution devrait organiser des rendez-vous électoraux au niveau municipal et, progressivement, au niveau national, en commençant par le pouvoir législatif puis l'exécutif. Dans le même temps, il faut bien sûr que la presse puisse devenir totalement libre, que les associations mûrissent, pour donner des partis politiques viables. Tout ceci afin que le parlement gagne en autorité aux dépens de l'exécutif ou du moins en devenant un contre-pouvoir attentif. Enfin, que le pouvoir judiciaire indépendant émerge pour devenir l'arbitre entre eux.

La démocratie n'est pas un réflexe inné mais plutôt acquis. Elle nécessite une véritable transformation de la société avec une prise de conscience du bien commun et un sens civique des responsabilités. Pour cela, de profonds changements des mentalités et de pratiques tels qu'une culture de la modération, le respect des différences d'opinions et le concept d'opposition loyale, sont nécessaires. Une démocratie nécessite également le développement d'une société civile, d'une certaine bourgeoisie et d'une véritable classe moyenne active. Ainsi, l'idée du multipartisme, la création de syndicats et d'un monde associatif digne de ce nom pourront se développer. Les notions d'État de droit, de droit des minorités et de liberté d'expression, de circulation et de réunion prendront souche dans les esprits. Dans cet optique, les clivages anciens des sociétés orientales, les divisions ethniques et communautaires, les traditions claniques et tribales et enfin et surtout, les résistances culturelles et religieuses doivent par ailleurs être transcendés. Malheureusement, nous en sommes encore très loin...

Que cela nous plaise ou non, cette évolution doit se faire d'elle-même aussi longue et difficile soit-elle. Pour nous Français, il nous a fallu trois révolutions et cinq républiques afin de parvenir à une démocratie encore bien imparfaite et qui plus est, encore régulièrement entachée par diverses affaires de corruption politique.

Bien évidemment, tout le monde défend - avec raison - les droits de l'Homme. Mais pour les gouvernements occidentaux, il ne s'agit souvent que d'un affichage à usage interne et qui n'aide pas spécialement le respect des droits de l'Homme à l'étranger dans tel ou tel pays visé. En revanche, le respect des droits de l'Homme ne s'imposera que progressivement mais du fait, nous venons de le dire, de dynamiques internes

propres, et non grâce à notre ingérence. Celle-ci, au contraire, rend les États incriminés plus insensibles aux pressions internationales, se braquent et leur donne des moyens de rétorsion. Nos prises de position fondées sur l'affectif finissent par pénaliser nos économies et nous font généralement perdre des emplois. Pour preuve, les sanctions décidées par Paris contre la Russie, en s'alignant sur Bruxelles, Berlin et surtout Washington, ont grandement fait souffrir nos agriculteurs... De même, elles renforcent, par réaction, un effet opposé à celui souhaité, et donc le caractère autocratique de ces États. En outre, il est concrètement impossible de rompre les contacts avec les trois quarts de la planète qui ne sont pas démocratiques. Dans nos relations étrangères, il faut à la rigueur fixer des critères objectifs d'évaluation des divers pays. Si un État est stable intérieurement, et qu'il ne menace ni de près ni de loin nos seuls intérêts nationaux et sécuritaires, nous pouvons avoir des relations avec lui, seul un juste dosage doit être trouvé. C'est alors dans les coulisses, loin des médias, que les chefs d'État et les diplomates peuvent évoquer discrètement les sujets en privilégiant les «cas individuels» ou des listes précises de prisonniers à libérer (exactement comme l'a judicieusement fait dernièrement la France - enfin ! - et avec un certain succès, lors de la visite à Paris de Sissi en décembre 2020 ; elle a obtenu la libération de trois employés d'une ONG). Cela peut même être la meilleure façon d'intégrer les droits de l'Homme dans la Realpolitik et ainsi servir de nouveau «levier transactionnel» beaucoup plus efficace.

En Occident, beaucoup dénoncent encore ce retour au passé pour le monde arabe et critiquent à l'envi le Président égyptien et le prince héritier émirati.

Or pour les belles âmes et ceux qui se réjouissent déjà des accusations et des menaces de sanctions de Joe Biden contre ces dirigeants, rappelons une nouvelle fois qu'il y a quelques mois - après la republication des caricatures de Charlie -, l'Égypte de Sissi, les E.A.U. de Mohammed ben Zayed et même l'Arabie saoudite de MBS ont été les seuls pays musulmans à soutenir Paris lors de la campagne et des manifestations islamistes anti-françaises dans le monde arabe, fomentées par les services secrets turcs et financées par «nos très chers amis du Qatar»...

Joe Biden a déclaré lors de sa victoire, que les États-Unis étaient de nouveau «prêts à guider le monde». Même si le nouveau président démocrate est expérimenté et pragmatique, le risque est tout de même de voir avec ses équipes le retour triomphal à Washington des idéalistes, des idéologues et les tenants d'une ingérence débridée les plus «droit-de-

l'homme».

Leur hostilité avérée à l'égard des leaders autoritaires du Moyen-Orient, pourtant à la pointe du combat contre la dangereuse organisation des Frères musulmans, véritable matrice de l'islam politique et même du terrorisme islamiste, peut paraître inquiétante...

Quoi qu'il en soit, les dirigeants européens et français doivent impérativement se garder de tout nouveau suivisme américain dans ce domaine. Pour être de nouveau écouté et respecté, en attendant une politique commune européenne, l'État français doit rester un «monstre froid». Et éviter de retomber dans les erreurs de notre politique de l'émotionnel qui nous a tant coûté ces dernières années. Notre politique étrangère doit être strictement fondée sur «le calcul des forces et l'intérêt national» comme le rappelait Henry Kissinger, le père de la Realpolitik moderne.

Certes, comme le note Hubert Védrine, «La "realpolitik" est connotée d'une charge effroyablement négative, parce qu'on la confond avec le cynisme dans son sens moderne, avec les guerres, etc. C'est le contraire. La realpolitik, qui se base, comme son nom l'indique, sur les réalités, conduit à des compromis. Elle a fait historiquement moins de ravages que l'utopisme, le chimérisme et le prosélytisme viscéral de l'Occident. C'est cela que j'appelle l'«irrealpolitik», dans laquelle nous baignons et dont on voit les limites et les effets».

La «realpolitik» n'est pas du cynisme. L'ancien secrétaire général du président Mitterrand de 1991 à 1995 et ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002, rappelle d'ailleurs que : «le cynisme, pour les Grecs, signifiait la capacité, par la vertu et la sagesse, à défier et braver l'opinion dominante du moment»⁷⁰.

Le célèbre général chinois, Sun Tzu, écrivait déjà au VI^e siècle avant J.-C. : «Dans les affaires d'un État, on n'entreprend jamais une action qui ne répond pas aux intérêts de son pays». Richelieu, l'inventeur plus tard de l'expression «raison d'État», conseillait lui, de toujours faire la différence entre morale privée et morale publique. Espérons donc, enfin, que les futurs responsables européens deviennent alors de bons élèves du passé...

70 Hubert VÉDRINE : «L'Occident devra réinventer la coexistence pacifique !», Le Figaro, 4 mars 2021.

Table des graphiques :

Graphique 1 :	25
PIB de l'Égypte par secteur d'activité 2019-2020	
Graphique 2 :	26
Rentes de l'économie égyptienne de 2008 à 2020	
Graphique 3 :	26
Evolution du PIB égyptien	
Graphique 4 :	26
Taux de croissance et taux de chômage égyptiens	

Table des cartes :

Carte 1 :	29	Carte 12 :	43
Gisements gaziers israéliens		Les stratégies russes au Levant	
Carte 2 :	31	Carte 13 :	49
Gisements gaziers égyptiens et israéliens		Situation de la guerre au Yémen	
Carte 3 :	31	Carte 14 :	51
Les ZEE en Méditerranée orientale		Le Qatar face au blocus	
Carte 4 :	32	Carte 15 :	52
Localisation des Émirats		L'axe iranien au Moyen et Proche-Orient	
Carte 5 :	33	Carte 16 :	52
Géographie des Émirats arabes unis		Le pacte d'Abraham face à la triplice frère-chiite	
Carte 6 :	35	Carte 17 :	53
Intérêts des Émirats dans le Golfe		Les nouvelles routes de la soie chinoise	
Carte 7 :	37	en Orient et Afrique du Nord	
Vision de Mohamed ben Salmane 2030		Carte 18 :	57
Carte 8 :	40	Impact sanitaire du Covid 19	
Conflits sunnite - chiite et intra-sunnites		en Afrique du Nord et en Orient	
au Moyen-Orient et Méditerranée		Carte 19 :	58
Carte 9 :	41	Baisse de la croissance économique	
L'expansion turque en Méditerranée		en Afrique du Nord et en Orient en 2020	
Carte 10 :	42	Carte 20 :	59
Les rapports de force en Libye		Attentats et radicalisation en Europe et en France	
Carte 11 :	43	Carte 21 :	60
Partage des eaux du Nil		Arabes et Européens face à la Turquie d'Erdogan	

ANNEXES



ANNEXE 1

Roland Lombardi,

«Crise du Qatar : et si les véritables raisons étaient ailleurs? »,

Les Cahiers de l'Orient, 2017/4 (N° 128), p. 91-101. DOI : 10.3917/lcdlo.128.0091.

URL : <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2017-4-page-91.htm>

Crise du Qatar : et si les véritables raisons étaient ailleurs ?

par Roland Lombardi*

Arabie séoudite, Qatar et terrorisme : hypocrisie et double jeu partagés...

Il convient de rappeler en préalable que l'Arabie séoudite est le phare du totalitarisme islamiste sunnite. En effet, la monarchie bédouine peut être considérée comme un des États les plus autoritaires, les plus obscurantistes et les plus misogynes de la planète. C'est pourquoi, lorsque Riyad accuse Doha de soutenir le terrorisme, il fait un peu penser au chameau qui se moque de la bosse du dromadaire ! Car, comme l'a très bien décrit Pierre Conesa dans son dernier ouvrage, *Dr. Saoud et Mr. Djihad*¹, c'est avec leurs pétrodollars que les Séoud et la Ligue islamique mondiale qu'ils contrôlent ont pu

1. Dr. Saoud et Mr. Djihad. *La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016).

* Docteur en histoire et chercheur associé à l'Institut de Recherches et d'Études sur le Monde arabe et musulman (IREMAM, Université d'Aix Marseille). Roland Lombardi est également analyste au sein du groupe JFC Conseil et co-auteur de *Gaz naturel, la nouvelle donne ?* (PUF, 2016).

91

Les Cahiers de l'Orient n° 128 - Automne 2017

s'offrir allégeances et influences à la fois diplomatiques et religieuses dans le monde entier depuis les années 1970.

Souvenons-nous également du rôle de l'Arabie séoudite dans la guerre d'Afghanistan lorsqu'elle finançait et soutenait, avec les Américains et les Pakistanais, les moudjahidines et de nombreux groupes jihadistes, notamment Oussama Ben Laden et les pères fondateurs d'al-Qaïda, contre les Soviétiques puis, à partir de 1994, les Talibans, avec qui elle partage le même corpus politico-religieux du wahhabisme... Dans les années 1990, Riyad a été très influente dans les guerres des Balkans puis dans les troubles du Caucase. C'est d'ailleurs à partir de 1990 que Moscou interdit le wahhabisme sur son sol et expulse les imams d'origine ou sous influence séoudienne...

En ce qui concerne le Qatar, rappelons tout d'abord qu'en mars 2014, le sous-secrétaire américain au Trésor, responsable de la lutte contre le financement du terrorisme, avait révélé que le Qatar, pourtant allié à Washington, finançait depuis de nombreuses années le Hamas. N'oublions pas que, durant l'été 2014 et l'opération israélienne « Bordure protectrice » à Gaza, le petit émirat avait menacé d'expulser le chef du bureau politique du Hamas installé à Doha. Khaled Mechaal, si celui-ci acceptait les propositions égyptiennes dès le début du conflit... Par ailleurs, les liens du Qatar avec d'autres mouvements qualifiés de terroristes au Moyen-Orient sont de notoriété publique. Aussi les relations du Qatar avec le Hamas s'inscrivent-elles parfaitement dans la politique étrangère de l'émirat depuis quelques années. En juin 2013, les Talibans ont pour leur part été autorisés à ouvrir un bureau diplomatique à Doha.

Le rôle du Qatar semble aussi important en Afrique du Nord. Ainsi la presse française et d'éminents spécialistes avaient-ils révélé en leur temps que Doha apportait un soutien financier à des éléments jihadistes dans le Nord du Mali, ainsi qu'à certaines tribus séparatistes touaregs. Les services spéciaux français et algériens avaient alerté les autorités françaises sur un probable financement d'Aqmi (al-Qaïda au Maghreb isla-

mique) par des ressortissants qataris. D'ailleurs, avant l'intervention de l'armée française au Mali, signalons que la seule organisation humanitaire autorisée dans le nord du pays était le Croissant-Rouge du Qatar. En Libye enfin, le Qatar a soutenu tous les groupes islamistes depuis la chute de Kadhafi.

Toutefois, il est important de noter qu'objectivement et dans leur grande majorité, ces financements ne sont pas directement le fait de l'émirat qatari. La plupart du temps, comme pour l'Arabie séoudite d'ailleurs, ce sont moins les États et leurs gouvernements que des particuliers, des fondations, des organisations ou des princes « indépendants » qui s'attèlent à cette funeste besogne. La Syrie et l'Irak enfin sont peut-être les zones où le Qatar et l'Arabie séoudite ont été les plus actifs ces dernières années. En effet, depuis le début de la guerre civile en Syrie, les deux monarchies du Golfe ont mis toute leur énergie pour soutenir l'opposition syrienne, majoritairement islamiste.

Pour résumer et bien comprendre la concurrence qu'entretiennent Riyad et Doha dans le parrainage de l'islam radical, nous pouvons affirmer que le Qatar reste le plus grand bailleur de fonds des Frères musulmans au Moyen-Orient et en Europe. Si cette organisation a la même matrice religieuse et doctrinale que le wahhabisme séoudien (la *salafiyya*), elle est le fer de lance de la forme la plus aboutie de l'islam politique. Par ailleurs, elle est favorable aux processus électoral et hostile au pouvoir monarchique des Séoud, trop proche, à son goût, des États-Unis – d'où le divorce entre la monarchie et la confrérie, réprimée par Nasser en Égypte et longtemps protégée par Riyad jusqu'à son expulsion du sol séoudien dans les années 1990. Aujourd'hui, les Frères musulmans sont considérés comme terroristes dans de nombreux pays (Russie, Égypte et même Arabie séoudite), ce qui ne les empêche pas d'avoir encore, paradoxalement, pignon sur rue en France, au sein d'organisations parfaitement officielles comme UOIF ou le CCFI. Quant au royaume séoudien, il soutient et finance encore et toujours le wahhabisme (terminologie strictement occidentale du salafisme) et la plupart des mouvements salafistes à travers le monde...

93

La « rupture »

Le lundi 5 juin, l'Arabie saoudite et les émirats arabes unis (EAU), suivis par Bahreïn, satellite de Riyad, ainsi que l'Égypte, dépendante des financements du Golfe, décident donc de rompre leurs relations diplomatiques avec le Qatar. Une série de mesures est prise à l'encontre du petit émirat : exclusion de l'opération « Tempête décisive » au Yémen, expulsion des citoyens et diplomates qatari, fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes avec l'émirat, coupure de tout accès aux médias liés à Doha, notamment Al-Jazeera et BeIN Sports... L'Arabie, plus grande monarchie du Golfe et meneuse de la fronde, accuse le Qatar de favoriser des groupes terroristes semant le trouble au Moyen-Orient. Mais au-delà de cette raison officielle, il faut sans doute rechercher d'autres raisons liées au contexte régional actuel.

Certes, il s'agit sûrement de la plus grave crise frappant le Conseil de coopération du Golfe² depuis sa création en 1981. Ce n'est cependant pas le premier accrochage entre le Qatar et ses voisins. En 2014 déjà, Abou Dhabi, Riyad et Manama avaient rappelé de Doha leurs ambassadeurs pendant huit mois en signe de protestation contre les critiques d'Al-Jazeera, la chaîne de télévision satellite qatarie, à l'encontre d'Abdel Fattah Al Sissi, le président égyptien, auteur du coup d'État qui avait renversé l'islamiste précédemment élu Mohamed Morsi. Pour autant, l'initiative saoudienne est une surprise, puisque ces derniers temps les relations paraissaient plutôt bonnes entre Riyad et Doha. Le roi Salmane avait d'ailleurs effectué une visite triomphale dans la capitale qatarie en décembre 2016 et le prince Tamim, l'émir du Qatar, se rendait régulièrement en Arabie.

D'autant que, comme je l'ai écrit à plusieurs reprises ces derniers mois, face aux récents échecs de son interventionnisme et aux limites de son *soft power*, réalisant qu'il n'avait pas les épaules pour jouer aux grands dans la géopolitique régionale, le petit

2. Le CCG regroupe l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, Koweït, Oman et le Qatar.

gés de s'entendre – une situation qui de toute évidence agace fortement l'Arabie saoudite. Pourtant, là encore, ce n'est peut-être pas le facteur principal de la crise entre le Qatar et ses voisins.

Assurément, ce sont moins les responsables saoudiens que les États-Unis qui essaient de reprendre la main dans la région, et l'influence de Washington dans la nouvelle position de Riyad et de ses alliés y est sûrement pour beaucoup. La dernière visite à Riyad du président Donald Trump a manifestement précipité l'initiative saoudienne ; incontestablement, rien n'aurait pu se faire sans l'aval américain.

Critiqué au sein même de la Ligue arabe et de l'OPEP, et de plus en plus décrié dans les opinions publiques du monde arabe, le royaume saoudien est par ailleurs isolé diplomatiquement et toujours menacé par Daech. Avec de fortes tensions politiques internes ainsi qu'une rente et des réserves pétrolières beaucoup plus modestes que par le passé, les Saoud n'ont plus les moyens de leurs ambitions³.

Depuis 2014, Riyad fait partie de la coalition internationale anti-Daech conduite par les États-Unis. Fin 2015, elle a même mis sur pied sa propre coalition islamique contre le terrorisme. Ainsi le roi, mais surtout son fils Mohammed ben Salmane⁴, et Mohammed ben Nayef, « l'homme fort du royaume » jusqu'à une période récente, ont-ils déjà fait le choix de mettre toute leur énergie dans la lutte anti-terroriste, afin certes de revenir en odeur de sainteté auprès de Washington et de son nouveau président, mais avant tout pour leurs intérêts propres à savoir protéger leur pouvoir et assurer la survie du royaume. Outre le retour au bercail des centaines de citoyens les plus radicaux qu'ils avaient envoyés sur tous les théâtres de conflits de la région, le véritable danger est à leurs yeux le millier de princes puissants

3. « L'Arabie saoudite, un tigre de papier ? », *Kapitalis*, 19 juin 2016.

4. À 32 ans, « MBS » cumule aujourd'hui les fonctions de prince héritier et vice-Premier ministre (en lieu et place de « MBN » depuis le 23 juin 2017), ministre de la Défense (et à ce titre initiateur de la guerre au Yémen), président du Conseil des affaires économiques et du développement et enfin responsable de la politique pétrolière du royaume saoudien (ndlr).

Qatar avait « fait le ménage » parmi certains donateurs qatari, peu scrupuleux et s'était montré beaucoup plus discret et prudent sur la scène internationale. De fait, Doha s'était finalement peu à peu retirée du jeu, n'aspirant plus qu'à redorer son blason auprès des Occidentaux et à préparer tranquillement sa Coupe du monde de football de 2022 pour laquelle les dépenses sont d'ores et déjà faramineuses.

C'est la raison pour laquelle on pourrait voir dans cette mise au ban du Qatar une tentative opportune de l'Arabie saoudite, en confiance depuis la dernière visite du nouveau président américain Trump, de mater ce micro émirat gazier. Trop ambitieux et trop autonome sur la scène diplomatique internationale vis-à-vis de son éminent voisin, le Qatar avait une fâcheuse tendance à jouer une partition personnelle, émancipée et souvent en opposition à celle adoptée par les autres monarchies du Golfe – à titre d'exemple, Doha fut l'une des rares capitales arabes à accueillir une antenne diplomatique israélienne.

En définitive, le petit Qatar paie en quelque sorte son soutien aux Printemps arabes qui avaient secoué plusieurs États du Maghreb et du Proche Orient à partir de décembre 2010. Car Doha avait profité de ces événements pour faire avancer ses intérêts en appuyant et en relayant, via Al-Jazeera, les mouvements populaires qui tentaient de renverser les régimes autoritaires en place. Ainsi, en aidant de manière directe ou indirecte les Frères musulmans dans leurs percées politiques en Tunisie, en Libye et en Égypte, le Qatar avait-il alors fortement contrarié l'Arabie saoudite et les EAU qui avaient noué des liens étroits avec les anciennes autocraties et craignaient, par ailleurs et par-dessus tout, une propagation de la contestation à leurs pays.

L'Iran et l'axe chiite : vraiment en ligne de mire ?

Certes, les relations entre le Qatar et l'Iran, considéré par Riyad comme l'ennemi absolu, se sont réchauffées et même normalisées depuis quelque temps. Partageant des intérêts stratégiques, notamment un gisement gazier offshore, les deux États sont obli-

et influents au cœur du royaume, dont certains financeraient encore des organisations islamistes et qui souhaitent par-dessus tout les déstabiliser, sinon plus...

Il est vrai que, depuis le 11 septembre 2001, Riyad avait déjà largement réduit ses soutiens à certains groupes douteux, et que ce sont moins ces éventuelles aides financières que son prosélytisme salafiste que les Occidentaux reprochent aujourd'hui au royaume. De plus – les médias occidentaux en ont peu parlé – l'État saoudien a entrepris depuis quelques mois, avant même la venue du président américain, un certain nombre d'arrestations, sorte d'« opération mains propres » dans les milieux les plus radicaux. Des *fatwas* ont même été récemment émises par les autorités religieuses condamnant le « jihad de l'épée » et privilégiant le salafisme « quietiste » (*fatwas* pour l'instant limitées au seul territoire saoudien).

À présent, Riyad peut se réjouir de la récente visite du président Trump. L'Arabie saoudite peut dorénavant appréhender comme une bouffée d'air frais ce retour en bonne grâce auprès de ses protecteurs historiques. En effet, par réalisme et pragmatisme, non seulement Trump mais surtout ses conseillers – qui sont réellement à la manœuvre et peut-être les meilleurs spécialistes américains de la région depuis des décennies⁵ – ont estimé que, malgré sa relative faiblesse conjoncturelle, le royaume saoudien valait la peine d'être de nouveau reconsidéré... ce qui a, en outre, l'avantage de mettre Téhéran sous pression. À leurs yeux, les Saoud tiennent encore d'une main de fer leur pays – qui, rappelons-le, abrite les lieux saints de l'islam – et peuvent donc retrouver une certaine influence et un relatif leadership, sous certaines conditions toutefois.

5. Les conseillers de la Maison Blanche pour le Moyen-Orient sont (pour les plus discrets) le politologue libanais Walid Phares, le général Petraeus, ex-directeur de la CIA, et le célèbre diplomate Henry Kissinger. De plus, le conseiller à la sécurité nationale, le général H. R. McMaster, et le Secrétaire à la Défense, le général James Mattis, sont des militaires d'expérience respectés, ayant servi en Irak et en Afghanistan, et surtout considérés comme de véritables intellectuel-soldats qui connaissent parfaitement la région. Enfin, le Secrétaire d'État Rex Tillerson, ancien PDG d'ExxonMobile, est lui aussi un fin connaisseur des arcanes moyen-orientales, grâce notamment à sa carrière dans le monde du pétrole.

Que cela nous plaise ou non, au-delà des 400 milliards de dollars de contrats signés, le discours du président américain au sommet de Riyad le 21 mai dernier fut sans précédent et finalement un succès. Car, même si lors de son annonce Donald Trump a exhorté la communauté internationale à isoler l'Iran – ce qui, j'en suis convaincu, n'est qu'un élément de langage diplomatique visant simplement à rassurer l'Arabie saoudite et Israël⁶ –, il a surtout appelé les pays musulmans à agir de manière déterminante contre le terrorisme, le financement de l'islamisme radical et surtout, l'extrémisme religieux. Le message est passé. Et c'est peut-être, une fois n'est pas coutume dans la complexité des relations internationales, la raison la plus simple et la plus évidente qui expliquerait l'origine de la crise. Car il est certain qu'en coulisses, en dépit de la pression de certains lobbies encore vivaces, la nouvelle administration de Washington doit certainement mettre une pression inédite sur cette question afin de forcer les Saoudiens à combattre enfin, et de manière beaucoup plus sincère et efficace, le jihadisme et « les idéologies radicales » (*dixit* le conseiller à la sécurité nationale McMaster).

Quelle issue à la crise?

Jusqu'ici, le Qatar a choisi le rapport de force et la fermeté face à ses adversaires, plus par orgueil qu'autre chose. Doha se dit capable de surmonter le blocus terrestre et aérien qui lui est imposé, et il est vrai que le petit émirat n'est pas encore asphyxié. Les principaux effets peuvent naturellement se faire

6. Soyons sérieux : en dépit des tweets incendiaires et des déclarations hostiles au sujet de l'Iran du candidat puis du président Trump, celui-ci ne pourra pas (ni ne voudra réellement) mettre ses menaces à exécution, notamment sur une éventuelle abrogation de l'accord sur le nucléaire iranien signé en juillet 2015. D'abord parce qu'il s'agit d'un accord multilatéral, que les États-Unis ne peuvent pas annuler au nom de la Russie, de la Chine et de l'UE. Ensuite (ce que Tillerson, Mattis et McMaster savent pertinemment) l'Iran, nation plurimillénaire et État phare du chiisme, est (re)devenu incontournable dans tout règlement sérieux des crises régionales (pour preuve la collaboration américano-iranienne, certes discrète mais concrète depuis des années en Irak et en Afghanistan). Enfin, il est peu probable que les grandes firmes américaines, déjà très présentes à Téhéran, comme d'ailleurs l'ancien businessman Trump, laissent s'échapper les nombreuses opportunités que représente l'immense marché iranien...

Enfin, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce sont peut-être les États-Unis qui seront la clé d'une résolution de crise, surtout s'ils veulent éviter de pousser un peu plus le Qatar dans les bras de la Russie et de l'Iran. En effet, il faut rappeler que le Qatar abrite la plus grande base aérienne américaine du Moyen-Orient, al Ubeid. Hautement stratégique pour Washington, celle-ci est également le quartier général avancé de l'USCENTCOM¹⁰. D'ailleurs, dans sa traditionnelle politique imprévisible du « chaud et froid », le président Trump (sûrement « coraqué » par le Pentagone) a proposé juste après ses fameux tweets virulents contre Doha, une rencontre avec l'émir Tamim. Jusqu'ici, ce dernier refuse encore... Or, tout ceci n'a pas empêché le Secrétaire de la Défense, James Mattis, et son homologue qatari Khalid Al-Attiyah, de conclure le 14 juin, un accord de 12 milliards de dollars pour la vente d'avions de combat F-15!

Pour conclure...

Le Qatar, on l'a vu, ne peut raisonnablement se couper des États-Unis et donc de ses voisins. Cette crise prendra sûrement fin sous le haut patronage américain, lors d'un spectaculaire banquet de la réconciliation comme en ont le secret les riches bédouins du Golfe. Il est alors quasiment inéluctable que le petit émirat rentrera dans le rang et reconsidérera son soutien au Hamas et aux Frères musulmans. Signe des temps, certains dirigeants du Hamas auraient déjà quitté le Qatar avant l'été...

Finalement, l'initiative de la monarchie saoudienne paraît pour l'instant n'être qu'une posture, une grande opération de communication. L'objectif principal des Saoud serait donc de redorer leur blason et plaire de nouveau à leurs alliés et protecteurs américains, tout en leur redonnant des gages de respectabilité. À moins que, comme évoqué plus haut, la nouvelle génération des dirigeants saoudiens ne souhaite réellement,

10. Abrégé de *United States Central Command*, chargé de défendre la sécurité et les intérêts des États-Unis dans les 27 pays allant de la corne de l'Afrique à l'Asie centrale, en passant par le golfe Persique.

ressentir sur les importations, dans le secteur du BTP, qui est approvisionné par voie terrestre, et sur les biens alimentaires, le Qatar important jusque-là 40% de ses denrées de l'Arabie saoudite. Mais surtout, ses exportations de gaz ne sont pas impactées pour l'instant⁷. Sur le plan militaire, Doha a mis ses forces armées en alerte maximale. La sécurité de l'émir a été renforcée et tous les bâtiments stratégiques ont été placés sous haute protection. La Turquie, idéologiquement et économiquement très proche du Qatar, et en vertu d'un accord d'assistance mutuelle signé en 2014, a déployé quelque 200 hommes en renfort sur sa base militaire qatarie.

Mais au-delà du sensationnalisme ambiant des médias et de certains observateurs, un embrasement de la situation et un conflit de moyenne intensité sont peu probables. En premier lieu, les Saoudiens et les Qataris ne souhaitent pas de conflit ouvert – ils sont d'ailleurs très peu doués pour la guerre. Ensuite, de nombreuses chancelleries s'activent pour désamorcer la crise, à commencer par Ankara qui a proposé ses bons offices⁸ et surtout, la Russie dont le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a rencontré à Moscou son homologue qatari, Mohammed bin Abdul Rahman Al Thani, le 10 juin dernier (ce qui démontre encore une fois le grand retour de la Russie au Levant⁹).

7. « Ne soyez pas inquiets pour le Qatar, son gaz lui vaut encore de nombreux alliés », *Atlantico*, 11 juin 2017 ; « Qatar : la vie sous embargo du pays le plus riche du monde », *L'Opinion*, 20 août 2017 ; de son côté, l'Iran a déjà envoyé au Qatar plus de 400 tonnes de produits alimentaires par bateau et avion, et la Turquie près de 20 milliards de marchandises pour contourner le blocus (ndlr au 15 septembre 2017).

8. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a reçu l'émir du Qatar Cheikh Tamim ben Hamad al-Thani le 14 septembre à Ankara (ndlr).

9. En dépit de leurs divergences politiques, notamment en Syrie, la coopération énergétique, économique et commerciale entre la Russie et le Qatar ne cesse de se développer. Le Qatar a déjà investi près de 2 milliards de dollars dans les activités de l'entreprise russe Novatek, le plus important producteur indépendant de gaz de Russie. Enfin, lors de la privatisation en décembre 2016 du géant public russe du pétrole, Rosneft, de la première entreprise pétrolière mondiale, l'État russe, qui possédait 50% du capital, en a cédé près de 20 % au géant des matières premières et du négoce Glencore et au fonds souverain du Qatar QIA, par ailleurs majoritaire au sein de fonds Glencore.

sous la pression américaine mais également pour ses seuls intérêts propres, changer totalement de paradigme dans ses ambitions régionales, voire internationales, et mettre un terme à son double-jeu bien connu et à la si nuisible « politique des Frankenstein »¹¹. Aussi pouvons-nous imaginer de manière optimiste que la passagère mise au ban du Qatar illustre peut-être, en définitive, une « mise au pas » de l'Arabie saoudite par la nouvelle administration de Washington. Cela, seul l'avenir le confirmera...

11. À l'instar de l'Égypte et des EAU, qui sont à la pointe de la lutte antiterroriste, et surtout contre les Frères musulmans et l'islam politique en général.



ANNEXE 2

Été 2019 - n° 822

La Méditerranée stratégique - Laboratoire de la mondialisation

Roland Lombardi, « L'Égypte de Sissi : recul ou reconquête régionale ? »

Revue n° 822 Été 2019 - p. 158-163

L'Égypte de Sissi : recul ou reconquête régionale ?

Roland Lombardi

Docteur en histoire contemporaine, spécialiste du monde arabe et consultant en géopolitique, associé au groupe d'analyse JFC Conseil. Membre actif de l'association Eurocom-HEIN, chargé de cours à Aix-Marseille Université et professeur associé à Sup de Co La Rochelle - Escalia Group.

Dès son coup de force de juillet 2013 et après sa première élection à la présidence en mai 2014⁽¹⁾, une des principales priorités du président Abdel Fattah al-Sissi fut de redonner à son pays sa place sur l'échiquier régional. Pour appréhender la diplomatie initiée par le Président égyptien, il faut rappeler que l'ancien maréchal a fait de la lutte contre l'islam politique et son corollaire, le terrorisme jihadiste (répression implacable des Frères musulmans égyptiens)⁽²⁾, la pierre angulaire de sa politique étrangère.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que le président Sissi, formé au Royaume-Uni et aux États-Unis, fut longtemps le patron des renseignements militaires égyptiens. Au début de sa carrière, il fut aussi attaché militaire à l'ambassade d'Égypte en Arabie saoudite, affûtant sa connaissance des arcanes des relations régionales et internationales.

Pragmatique, le président Sissi a très vite compris que pour garder des marges de manœuvres et une certaine indépendance géostratégique, il lui fallait diversifier les soutiens financiers mais également militaires et stratégiques de l'Égypte. Dès sa prise de pouvoir, Israël et la Russie furent les premiers pays à le reconnaître et à le soutenir, à l'inverse des chancelleries occidentales beaucoup plus prudentes. Depuis la reprise en main du pays par l'armée, l'ancien ministre de la Défense, conscient de la nécessité d'un étroit partenariat avec Israël, a renforcé les relations avec l'État hébreu à un niveau sans précédent⁽³⁾. Aujourd'hui, dans le Sinaï, les militaires égyptiens et israéliens travaillent de concert pour combattre la *Wilayat Sinai*, la branche égyptienne de *Dacch*⁽⁴⁾.

(1) Il fut réélu le 28 mars 2018.

(2) Les partis salafites et leurs associations, soutenus par l'Arabie saoudite, sont soumis à un contrôle sévère et interdits de tout rôle politique.

(3) Roland Lombardi : « Israël et la nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient : quelles nouvelles menaces et quelles perspectives ? », *Études internationales*, vol. 47, n° 2-3, juin-septembre 2016, p. 107-131 (www.ericid.org/).

(4) Claire Bantier : « L'Égypte égarée après l'arrêt de sa coopération militaire avec Israël », *Le Monde*, 7 janvier 2019 (www.lemonde.fr/).

Revue Défense Nationale n° 822 - Juin 2019

158

prince héritier et ministre de la Défense d'Abou Dabi, une sorte de modèle dans la lutte contre le fanatisme religieux.

Enfin, en dépit d'un début difficile avec les Occidentaux, les relations sont au beau fixe avec de nombreux États européens, dont la France. Le président Sissi a très vite compris que pour faire taire les critiques françaises sur ses atteintes aux droits de l'homme, il fallait parler diplomatie économique et commerciale avec le Quai d'Orsay. L'achat de 24 avions de combat Rafale et de plusieurs navires de guerre semble avoir scellé l'entente avec Paris.

À Charm el-Cheikh, les 24 et 25 février 2019, un Sommet de la Ligue arabe et de l'Union européenne s'est tenu afin d'aborder les questions qui inquiètent les deux entités, notamment la coopération, les migrants et la lutte contre le terrorisme. Nul ne sait encore si cet événement apportera des mesures et des solutions concrètes à long terme. Mais pour Abdel Fattah Al-Sissi, qui présidait le Sommet, ce fut surtout un formidable moyen de réaffirmer son influence et son *leadership* dans la région.

Quant aux États-Unis, la coopération militaire américano-égyptienne a été suspendue par l'Administration Obama jusqu'au début 2014. Par la suite, les relations sont peu à peu revenues à la normale, Washington ne pouvant raisonnablement pas se couper de l'Égypte. Aujourd'hui, de manière très pragmatique, Donald Trump, « grand ami » du président Sissi, a renoué les liens avec l'Égypte qui est redevenue un allié privilégié de Washington dans la région. Seules les relations avec la Turquie et le Qatar⁽¹²⁾, soutiens des Frères musulmans, restent tendues et difficiles.

L'Égypte en Afrique

Le Président égyptien a également renforcé le rôle de son pays sur la scène africaine. L'Égypte a réintégré en juin 2014 les institutions de l'Union africaine, dont elle avait été suspendue après la destitution de l'ancien président Morsi en juillet 2013. Le 10 juin 2015, c'est encore sous l'égide de l'Égypte que les représentants du COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), de la SADC (la Communauté de développement d'Afrique australe) et de la CAE (la Communauté d'Afrique de l'Est) ont signé un important accord de libre-échange. Enfin, depuis février 2019, succédant à Paul Kagame, Abdel Fattah al-Sissi est devenu le Président en exercice de l'Union africaine. Lors de sa prise de fonction, l'ancien maréchal égyptien a dévoilé les trois piliers de sa présidence : le développement des infrastructures, l'accélération de l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et la création d'emplois pour la jeunesse du continent. Il a aussi insisté sur la lutte contre le terrorisme et la reconstruction des sociétés *post-conflit*⁽¹³⁾. Parallèlement, Le Caire demeure bien sûr très inquiet par

(12) Grand pourvoyeur de fonds des Frères musulmans et du Hamas, le Qatar entretient des relations compliquées avec l'Égypte de Sissi.

(13) Pierre Bédouet : « L'Égypte prend la présidence de l'Union africaine, l'Afrique du Sud lui succède », *Jeune Afrique*, 10 février 2019 (www.jeuneafrique.com/).

L'Égypte face aux acteurs globaux et aux monarchies du Golfe

Avec Moscou, les relations sont au beau fixe⁽⁵⁾ et se sont considérablement renforcées, offrant de nombreuses perspectives de collaboration en matière économique et militaire. En décembre 2018, les deux pays ont signé un contrat pour la construction de la première centrale nucléaire égyptienne ainsi qu'un important accord de partenariat de coopération stratégique⁽⁶⁾. Après son intervention en Syrie, la Russie s'est imposée comme un acteur majeur, voire comme le nouveau « juge de paix » de la région. Dans ce conflit, Vladimir Poutine s'est révélé être un puissant soutien, fiable et loyal, renforçant la crédibilité du Kremlin.

L'Arabie saoudite, qui combat elle aussi les Frères musulmans, s'est positionnée rapidement comme un appui diplomatique et comme le principal soutien économique de l'Égypte, lui accordant plusieurs dizaines de milliards de dollars d'aide financière. Néanmoins, Sissi ne voulant pas se retrouver trop tributaire de Riyad, s'est tourné vers d'autres partenaires financiers comme les Émirats arabes unis (son principal allié dans les contre-révolutions et sa lutte face aux mouvements fréristes dans la région), le Koweït et la Chine⁽⁷⁾ qui investit plus de 20 milliards de dollars en Égypte⁽⁸⁾.

Même si les flots de Tiran et Sanafir ont été rétrocédés à l'Arabie saoudite⁽⁹⁾ et que l'Égypte a apporté son soutien politique à l'intervention militaire sous l'égide saoudienne au Yémen, il n'en reste pas moins vrai que Le Caire reste relativement libre de ses choix géostratégiques vis-à-vis du royaume, comme en attestent le rétablissement des relations diplomatiques avec Damas et le soutien à Assad, les votes pro-russes à l'ONU dans les résolutions concernant la Syrie, la volonté d'apaisement des tensions régionales avec l'Iran avec qui, en dépit des apparences, l'Égypte entretient toujours une certaine forme de dialogue⁽¹⁰⁾. Ces inflexions à son alliance avec Riyad⁽¹¹⁾ n'empêchent pas pour autant le Président égyptien d'être actuellement dans les meilleurs termes avec le jeune prince héritier, Mohammed ben Salman, pour qui Sissi semble être, comme d'ailleurs Mohammed ben Zayed, le

(5) En dépit de l'interdiction des vols entre la Russie et l'Égypte jusqu'au printemps 2018, décidée par le Kremlin après un attentat contre un Airbus dans le Sinaï, le 31 octobre 2015, qui avait fait 224 morts, revendiqué par le groupe jihadiste État islamique (EI).

(6) « Le Président égyptien signe une nouvelle étape dans les relations avec Moscou », *The Times of Israel*, 17 octobre 2018 (<https://www.timesofisrael.com/>).

(7) Outre une forte convergence des intérêts économiques, c'est également sur les plans politique et sécuritaire que les liens entre Le Caire et Pékin se sont approfondis, notamment dans le cadre de la coopération antiterroriste. L'Égypte a ainsi aidé la Chine à rapatrier de force des étudiants ouïghours présents sur son territoire. Cf. Thierry Kallier et Ilana Neuman : « La Chine et l'Égypte : un partenariat stratégique intégral en pleine expansion », *La Tribune*, 29 janvier 2019 (www.latribune.fr/).

(8) D'autant plus que la Côte d'Afrique et la mer Rouge sont devenues une étape clé des nouvelles routes de la soie...

(9) En contrepartie de garanties financières et d'un soutien inconditionnel de l'Arabie saoudite à l'Égypte.

(10) Malgré l'alignement officiel du Caire sur Riyad dans les tensions qui opposent le royaume saoudien à l'Iran, Le Caire n'a jamais complètement rompu ses relations avec Téhéran. Les déclarations du Président égyptien n'ont cessé d'appeler à la fin des tensions.

(11) En octobre 2016, alors que l'Égypte refusait d'intervenir directement dans le conflit syrien, les Saoudiens décidèrent de suspendre leurs livraisons de fuel à l'Égypte. Celles-ci ne reprirent qu'en mars 2017 après que Sissi se soit tourné vers la Russie.

la situation au Soudan où les Égyptiens soutiennent discrètement le pouvoir de transition aux mains des militaires. Son autre préoccupation reste la construction par l'Éthiopie du grand barrage de la Renaissance sur le Nil, susceptible d'avoir un impact négatif sur le débit du fleuve. Mais, même si Sissi montre ses muscles, notamment en renforçant son armée, des rencontres bilatérales et trilatérales avec le Soudan et l'Éthiopie permettent régulièrement d'apaiser les tensions, à l'instar du dernier Sommet tripartite au Caire, le 10 février 2019. Tout indique donc qu'une solution diplomatique sera privilégiée pour éviter un recours à la force.

Sissi et Assad

Au nom de la guerre contre le terrorisme islamiste et de son rapprochement avec Moscou, le Président égyptien s'est très vite désolidarisé de ses partenaires sunnites et des *diktats* des pays du Golfe, comme de ceux des Occidentaux à propos de la crise syrienne. Ainsi, Abdel Fattah al-Sissi a très vite renoué les relations diplomatiques avec Damas. En 2016, la visite au Caire du responsable des services de sécurité syriens, le général Ali Mamlouk, pour rencontrer Khaled Fawzy, le chef du service de renseignement général égyptien, fut très remarquée. Certains médias arabes ont même évoqué la présence (démentie par Le Caire)⁽¹⁴⁾ de « conseillers militaires égyptiens » et de pilotes aux côtés des forces d'Assad. Quoi qu'il en soit, l'Égypte reste très active dans le cadre des négociations relatives aux zones de désescalade. Lors du siège de la Ghouta, en coulisse, des négociateurs et des diplomates égyptiens étaient bien présents aux côtés des Russes dans les discussions avec certaines milices jihadistes soutenues par les Saoudiens⁽¹⁵⁾. À n'en pas douter, l'Égypte sera très présente lors de la résolution du conflit car elle prétend rester le chef de file du monde arabe sunnite.

L'Égypte face au chaos libyen et au conflit israélo-palestinien

Partageant plus de 1 000 kilomètres de frontières avec la Libye, l'Égypte est très préoccupée par le chaos libyen qui menace sa propre sécurité interne (trafic d'armes, incursions de terroristes). C'est pourquoi le président Sissi fut, avec Vladimir Poutine, le premier à soutenir les forces de l'Est et le maréchal Haftar. Ce soutien est important et se traduit par des échanges de renseignements, l'envoi d'armes et de conseillers, voire parfois de forces spéciales égyptiennes. Depuis 2014, l'aviation égyptienne y a mené plusieurs raids aériens, souvent avec les Émirats arabes unis, contre des milices islamistes⁽¹⁶⁾. Même si Égyptiens et Émiratis, y soutiennent et arment des milices salafites et « madkhalistes » comme au Yémen. Toutefois, les

(14) « L'Égypte envoie des militaires en Syrie », *RFI*, 25 novembre 2016 (www.rfi.fr/).

(15) Information confirmée à l'auteur par l'historien Frédéric Pichon, spécialiste de la Syrie, lors d'un colloque organisé par l'Association des anciens officiers de l'armée nationale (AAOAN) à Tunis, les 9 et 10 mars 2019.

(16) Notamment après le 15 février 2015, lorsque 21 chrétiens majoritairement égyptiens furent exécutés sur une plage de Syrie par des miliciens de l'État islamique en Libye.

159

161

« madkhalistes », tirant leur nom du cheikh saoudien Rabee al-Madkhal, sont un courant salafiste « quiettiste » qui prône « l'obéissance absolue au gouverneur » et l'allégeance au pouvoir, quel qu'il soit. Par ailleurs, un Haut comité de suivi de la Libye, composé de plus de 120 experts, a été mis en place par Le Caire. L'Égypte voulant une armée unifiée en Libye autour du maréchal Haftar, c'est le général égyptien Ahmed Hegazy qui a la responsabilité du dossier libyen. Il supervise les pourparlers avec les différentes tribus et ceux concernant la réunification de l'armée libyenne, ainsi que le Conseil de défense qui commande les opérations en Cyrénaïque et dans le Fezzan ⁽¹⁷⁾.

Quant aux relations avec l'Algérie, l'autre grand pays très impliqué dans le dossier libyen, elles sont contrariées par des dissonances de vues. Les Algériens estiment en effet que les islamistes libyens doivent être intégrés au jeu politique, via un dispositif de réconciliation nationale, en opposition à la vision égyptienne qui rejette formellement toute discussion avec eux. Néanmoins, Alger et Le Caire continuent de discuter autour de questions militaires et humanitaires. De même, le Président égyptien, qui avait choisi l'Algérie pour sa première visite à l'étranger en 2014, privilégie la patience et le dialogue direct et discret avec l'état-major algérien en vue de faire évoluer les positions d'Alger sur le sujet ⁽¹⁸⁾.

Le Président égyptien joue également un rôle important dans le dossier israélo-palestinien. C'est lui qui a obtenu le cessez-le-feu qui mit fin au conflit à Gaza en août 2014. L'Égypte a dans la foulée organisé une conférence internationale pour la Palestine et la reconstruction de Gaza. Cet effort fut d'autant plus méritoire que les relations entre le Hamas et les militaires du Caire avaient souffert du renversement de l'ancien président Morsi, issu de la mouvance des Frères musulmans, et de la lutte contre le mouvement palestinien de Gaza (destruction et inondation des tunnels au Sud de l'enclave, fermeture du point de passage de Rafah). Le Hamas a par ailleurs longtemps soutenu les milices djihadistes dans le Sinaï. Très isolé politiquement et militairement, le groupe terroriste palestinien avait commencé à craindre un débordement par *Daech*. Depuis, la milice palestinienne a peu à peu cessé sa politique parfois contradictoire pour préférer un rapprochement pragmatique avec l'armée égyptienne, afin de sauvegarder son *leadership*. C'est pourquoi les Égyptiens ont eux aussi décidé de coopérer avec le Hamas pour tant considéré au Caire comme une organisation terroriste. De fait, depuis le réchauffement de leurs relations, le point de passage de Rafah ouvre plus régulièrement. Depuis 2017, des représentations du mouvement islamiste palestinien ont été régulièrement reçues au Caire. De même, dans le but de réconcilier l'Autorité palestinienne et le Hamas, des rencontres avec des diplomates ou des officiers des renseignements égyptiens sont fréquemment organisées.

(17) Entretien de l'auteur avec l'anthropologue Raïfa Tabib, spécialiste de la Libye et chercheur à l'université de La Manouba (Tunis), le 10 mars 2019 à Tunis.

(18) Comme l'ont confirmé à l'auteur plusieurs hauts diplomates égyptiens et algériens.

Lors de la reconnaissance par Donald Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël, le président Sisi est resté discret, ne condamnant pas la décision du Président américain. Pour des raisons de prestige, le prince héritier saoudien et le Président égyptien sont plus que jamais impliqués dans le processus de négociations d'une hypothétique paix israélo-palestinienne, relancé par l'Administration Trump avec son fameux « Deal du siècle » élaboré par son gendre Jared Kushner. Face à la situation tendue à la frontière entre Gaza et Israël, Le Caire envoie régulièrement des émissaires après chaque épisode d'escalade de la violence pour aider à mettre en place des cessez-le-feu.

Il paraît indéniable que le Président égyptien souhaite à plus ou moins long terme instaurer en Égypte une forme « d'autocratie éclairée », devenant un modèle pour les autocrates de la région ⁽¹⁹⁾. Certes, depuis 2014, des attentats réguliers secouent l'Égypte et l'insurrection djihadiste perdure dans le Sinaï. Mais force est de constater le nombre d'attentats que le régime est parvenu à déjouer. Le président Sisi a tant bien que mal su préserver son pays d'un soulèvement généralisé et du sort de l'Algérie des années 1990. Au regard de la taille du pays, du nombre de ses habitants, du poids des islamistes et des Frères musulmans ⁽²⁰⁾ comparé au nombre restreint d'attentats, il semble que la situation reste pour l'instant sous contrôle. La survie d'une forme de guérilla de moyenne intensité permet cyniquement au pouvoir de maintenir l'état d'urgence et de cautionner la répression. Malgré des critiques dans les domaines des libertés et des droits de l'homme, il convient de reconnaître au raïs égyptien un dynamisme certain et un volontarisme notoire, comme semblent le prouver le redressement socio-économique et les succès engrangés dans la lutte contre la corruption. Celui-ci a réussi à s'imposer comme un médiateur sur de nombreux dossiers sensibles de la région. Reste à savoir s'il parviendra à redresser économiquement son pays, le plus peuplé du monde arabe (avec près de 104 millions d'habitants), car c'est l'autre impératif qui pourrait redonner à l'Égypte son rôle de phare du monde arabe. ♦

(19) Roland Lombardi : « Monde arabe : vers un Printemps des militaires ? », *Huffpost*, 12 février 2018 (www.huffpostmaghreb.com/).

(20) Avant le coup d'État de juillet 2013, l'estimation minimale du nombre des membres actifs des Frères musulmans (ceux qui jouent leur vocation et y adhèrent structurellement) variait entre sept cent mille et un million d'individus. Puis, donne une évaluation exacte, il faudrait rajouter les membres non actifs, les sympathisants, en plus de leurs familles (la plupart font aussi partie de la « jeune a ») et les partisans, ce qui donnerait alors plus d'une dizaine de millions de « membres ».

Mots-clés : Égypte, Abdel Fattah el-Sissi, Sinaï, Israël.

Sous la direction de
Roland Lombardi

LE GOLFE PERSIQUE

Nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente



ANNEXE 3



Directeur de la rédaction :
PIERRE BERTHELOT
Rédacteur en chef :
DAVID RIGOLET-ROZE
Coordinateur éditorial :
ATA AYATI

COMITÉ DE RÉDACTION

Djamchid ASSADI :	Professeur, ESC Dijon
Fabrice BALANCHE :	Visiting Fellow, Washington Institute for Near East Policy
Semra DOĞAN :	Chercheuse et consultante
Thomas FLICHY DE LA NEUVILLE :	Professeur à St Cyr
Leyla FOULADVIND :	Chercheuse à l'IESS
Roland LOMBARDI :	Consultant géopolitique, intervenant à La Rochelle Business School - Excellia Group
Daniel MEIER :	Chercheur au laboratoire PACTE, Grenoble
Emel PARLAR DAL :	Professeur, Université de Marmara
Sébastien WESSER :	Consultant en relations internationales

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Denis BAUCHARD :	Mathieu GUIDÈRE :
Conseiller Moyen-Orient à l'IFRI	Directeur du département d'études arabes, Paris VIII
Pascal CHAIGNEAU :	Farhad KHOSROKHAVAR :
Professeur des Universités Paris V	Directeur d'études à l'IESS
Dominique de COURCELLES :	Recteur Joseph MAÏLA :
Directeur de recherche, CNRS	Professeur à l'ESSEC
Jean-François DAGUZAN :	Barah MIKAIL :
Directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique	Professeur associé, Université Saint-Louis, Madrid
Marwa DAOUDY :	Stéphane VALTER :
Professeur, Université de Georgetown (USA)	Professeur à Lyon II
Recteur Gérard-François DUMONT :	Recteur Charles ZORGBIBE :
Professeur des Universités, Paris IV	Professeur émérite, Paris I Panthéon-Sorbonne
François GÉRÉ :	
Président de l'Institut Français d'Analyse Stratégique	

Direction de publication : ATA AYATI ET XAVIER PRYEN

© L'HARMATTAN, 2019

5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris
<http://www.editions-harmattan.fr>
ISBN : 978-2-343-19342-7
EAN : 9782343193427

Présentation

Sommaire

Le golfe Persique :
nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente
Dossier sous la direction de Roland Lombardi

ROLAND LOMBARDI	
Présentation	7
ROLAND LOMBARDI	
Entretien avec Pierre Razoux	13
THOMAS FLICHY DE LA NEUVILLE	
La contribution de Jean Chardin à l'image de l'enfermement continental de la Perse	23
ANÉLIE M. CHIELLY	
Le martyre idéologique iranien. Le martyre chiite versus le martyre sunnite : éléments de comparaison	35
FRANÇOIS GÉRÉ	
L'interminable crise iranienne	51
JEAN-FRANÇOIS COUSTILLIÈRE	
Provocations croisées dans le golfe Persique	63
JEAN-PAUL BURDY	
Brumes de chateaux sur le détroit d'Ormuz... Importance stratégique maintenue, blocage improbable, architecture de sécurité à redéfinir	85
ALAIN RODIER	
Coups de projecteur sur la guerre secrète au Proche et Moyen-Orient	103
DAVID RIGOLET-ROZE	
L'ostracisme du Qatar : un aspect singulier d'une crise multiforme dans le Golfe	123
BARAH MIKAIL	
L'Iran, la Syrie, le Golfe et le futur en perspective	143
MYRIAM BENRAAD	
L'Irak au cœur de la rivalité stratégique régionale irano-saoudienne	157
STÉPHAN SILVESTRE	
Golfe : l'après-pétrole reconfigure l'équilibre régional	189
Comptes-rendus d'ouvrages	179
Présentation des auteurs	187

Le golfe Persique : nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente

Depuis le 8 mai 2018, date de la décision de Donald Trump de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien (signé à Vienne le 14 juillet 2015), les tensions dans le Golfe persique n'ont cessé de grandir. En juin 2019, un drone de l'US Navy qui, selon l'Iran, avait violé son espace aérien, a été abattu. Le président américain avait alors annoncé sur Twitter avoir annulé *in extremis* des frappes aériennes contre trois sites iraniens, programmées en représailles. Puis ce fut, en septembre dernier, l'attaque contre des installations pétrolières en Arabie saoudite (qui démontra d'ailleurs la vulnérabilité du pays et son incapacité à se défendre seul) et récemment, les explosions mystérieuses à bord d'un pétrolier iranien au large des côtes saoudiennes...

Pour autant, au moment où ce dossier spécial d'*Orient stratégiques* était mis sous presse, un conflit majeur entre les États-Unis et l'Iran n'a toujours pas eu lieu. Dès lors, nous comprenons que tous les acteurs de la crise ne souhaitent et ne peuvent – sauf accident – se permettre un conflit ouvert ni une confrontation générale majeure. Il semblerait donc que l'on fasse juste monter les enchères de part et d'autre en vue des négociations sur le nucléaire iranien qui reprendront à un moment ou à un autre, et peut-être plus rapidement que l'on croit...

Certes, la situation semble encore rester tout de même sous un relatif contrôle. Bien qu'elles soient bien réelles, ces tensions dans le Golfe assurent encore les beaux jours des complexes militaro-industriels américain, russe et français. Elles font également, comme on l'a vu ces derniers temps, remonter le cours du pétrole (ce qui peut, au passage, gêner la Chine dans sa guerre économique avec les États-Unis). Elles sont également synonymes d'audience pour les médias. Bref, avec la situation actuelle, beaucoup y trouvent finalement leur compte, surtout que des canaux très discrets de discussions existent toujours en cas d'escalade paroxysmique, notamment via Oman, et comme l'atteste le dernier échange de prisonniers entre Washington et Téhéran début décembre...

En attendant, nous l'avons vu avec les attaques en Arabie saoudite de septembre, Donald Trump, ne veut pas d'une guerre, surtout pour des interlocuteurs qu'il voit essentiellement comme des bédouins, fussent-ils

royaux ou princiers. L'actuel locataire de la Maison-Blanche est totalement hostile à tout nouvel interventionnisme et ingérence américaine, notamment au Moyen-Orient. Comme il l'a maintes fois affirmé depuis des années et notamment durant toute sa campagne électorale avant d'accéder au poste suprême, Donald Trump est absolument opposé aux utopies et catastrophiques *regime change* et *nation building* dont nous avons bien vu depuis les désastreuses conséquences. C'est d'ailleurs cette position qui l'a aussi rendu très populaire. Pour lui, comme le pensent, à juste titre, la grande majorité de son électorat et surtout la plupart des généraux du Pentagone, l'aventurisme passé n'a créé que le chaos et a surtout coûté trop cher pour de trop piètres résultats géostratégiques.

Si un temps, Donald Trump avait choisi comme conseiller à la sécurité nationale des États-Unis John Bolton, un « va-t-en-guerre » et surtout le chantre des néoconservateurs américains, pour succéder au général H.R. McMaster, c'est d'abord (comme d'ailleurs, dans une moindre mesure avec la nomination de Mike Pompeo au Secrétariat d'État) pour des raisons de politique intérieure. Car en effet, cette décision très politicienne (avant les élections de novembre 2018, les *Midterms*) avait certes d'abord permis de lancer un message fort à Téhéran et ainsi inquiéter les Iraniens (tout en rassurant au passage les alliés israéliens et saoudiens). Or, il ne faut pas perdre de vue que pour le président américain, ce fut surtout un subtil moyen, le temps des élections, d'amadouer, voire de calmer, les critiques du courant néoconservateur (soutenu par les lobbies anti-russes et pro-saoudiens) encore très influents à Washington, notamment chez les élus républicains mais également démocrates. Mais en septembre 2019, Bolton fut de fait congédié.

Évidemment alors, la politique de Donald Trump a pu paraître comme très disruptive et donc illisible. Mais, gardons-nous une bonne fois pour toute de sous-estimer le Président américain. Ce qui est certain c'est que ce dernier ne veut plus que les *Boys* américains soient les gendarmes de la région et, comme le dernier « lâchage » des Kurdes de Syrie le prouve, il veut ardemment un « désengagement » américain de la zone et peut-être même un « Yalta régional » avec la Russie, devenue incontournable depuis son intervention en Syrie en septembre 2015 et ses succès militaires et diplomatiques qui ont suivi. Toutefois, il faut rester prudent. Les États-Unis seront toujours présents au Moyen-Orient. Ils ont et auront encore de grandes bases (sans parler des installations secrètes) notamment aux Émirats Arabes Unis, en Arabie saoudite, à Bahreïn, au Pakistan mais surtout au Qatar (où siège un quartier général avancé du CENTCOM) et

en Turquie. De plus, n'oublions pas que les 6^e et 7^e flottes continueront encore à sillonner le Golfe et la Méditerranée... Il n'en reste pas moins que grâce à l'exploitation des *Shale Oil* (pétrole et gaz de schiste), devenant ainsi le numéro 1 mondial concernant la production de l'« Or noir », les Américains sont dorénavant indépendants sur le plan énergétique et le pétrole du Golfe est pour eux devenu secondaire. Ainsi, pour Donald Trump, les priorités géopolitiques ont changé. Washington doit pouvoir se tourner sereinement vers l'Asie où la Chine sera le grand rival de demain (et dont le Moyen-Orient reste toutefois une des clés dans sa stratégie d'endiguement de Pékin) et se préoccuper davantage des problèmes et de l'instabilité grandissante de l'Amérique du Sud ainsi que leurs conséquences pour les États-Unis (comme l'immigration).

Du côté des Iraniens, ces derniers ont démontré, assez habilement d'ailleurs, leurs capacités de nuisance, et qu'en cas d'embrasement, ils étaient capables de faire très mal. Pour autant, l'actualité le prouve, Téhéran est en grande difficulté, tant sur le plan régional que sur le plan interne. D'abord, avec les grandes manifestations et les émeutes au Liban et en Irak, nous constatons que la présence et l'influence iranienne sont de plus en plus contestées. Le Hezbollah libanais est fortement critiqué et en Irak, même les chiites irakiens reprochent à Téhéran sa trop grande ingérence. Par ailleurs, toutes les milices chiites pro-iraniennes de la région rencontreraient d'importants retards de paiement venant du grand parrain perse... En Syrie, les convois et les bases iraniennes subissent régulièrement les frappes israéliennes (avec l'accord tacite de Moscou, voire peut-être même de Damas) sans pouvoir raisonnablement lancer des représailles sérieuses. Enfin, même en Iran, la contestation s'est développée depuis des mois. Les Iraniens dans les rues dénoncent non pas le blocus américain mais bel et bien la vie chère et par-dessus tout, la corruption des élites et les « aventures » extérieures et coûteuses de leur pays. Dernièrement, la hausse des prix de l'essence a mis le feu aux poudres et il y aurait déjà plusieurs centaines de morts chez les émeutiers.

Si Donald Trump ne souhaite pas d'une guerre à un an de sa possible réélection, pour l'instant, tout en évitant prudemment les pièges et en ignorant les provocations, il s'est contenté de durcir les sanctions commerciales envers Téhéran. Stratégie qui s'avère partiellement payante jusqu'ici, puisque l'Iran, en dépit de son extraordinaire résilience, est tout de même actuellement exsangue économiquement. Au final, le locataire de la Maison-Blanche ne frappera militairement l'Iran que si, et seulement si, des intérêts, ou pire, des ressortissants américains étaient

directement ciblés. Pour l'heure, les Iraniens et leurs *proxies* sont trop intelligents pour franchir ce pas...

Quoi qu'il en soit, en choisissant la stratégie de Reagan face à l'Union soviétique de l'époque, Trump est en passe de réussir son pari. Il a très bien compris que ce sont les rapports de force qui prévalent toujours en relations internationales et dans cette région plus qu'ailleurs. Ainsi, que cela nous plaise ou non, la guerre psychologique et la pression maximale et insupportable imposées à Téhéran, sont en train d'asphyxier et mettre à genoux les *Mollahs* et la République islamique. Le plan de Trump reposait alors sur un pourrissement de la situation interne du pays qui le ferait évoluer positivement vers une sorte de « *perestroïka* persane » ou mieux, une chute du régime.

Bien sûr le régime iranien reste encore solide et s'y connaît en répression comme il le démontre chaque jour. Or, la situation est critique et les responsables iraniens ne sont plus en capacité de jouer la montre en attendant la défaite de Trump à la présidentielle de 2020 sur laquelle ils pariaient. Chez lui, ce dernier résiste encore et toujours contre ouragans et tsunamis et il se pourrait même très bien qu'il soit réélu en novembre 2020. De fait, les Iraniens, qui sont de grands pragmatiques, ne peuvent envisager raisonnablement une politique du pire dans la région en guise de dérivatif à leurs problèmes domestiques. Ce serait trop hasardeux et au final, catastrophique pour le régime. Bref, les autorités iraniennes devraient peut-être revenir plutôt et plus vite qu'on ne le pense à la table des négociations. Des appels du pied très discrets ont d'ailleurs déjà commencé...

En définitive, on l'a vu, un embrasement régional semble, encore une fois, vouloir être évité par tous les protagonistes les plus influents. Néanmoins, comme certains faucons de tous bords souhaitent le pire des scénarios et qu'il est toujours dangereux de jouer avec des allumettes sur un baril de poudre, cette crise qui traverse le golfe Persique mérite toute notre attention. En effet, son issue peut impacter directement l'Europe, son économie et bien évidemment sa sécurité. C'est la raison pour laquelle, l'initiative de ce numéro de la revue *Orients Stratégiques* s'inscrit dans une volonté de dresser un point de la situation, des différents enjeux et perspectives dans un contexte complexe où s'entrechoquent des influences et des intérêts contradictoires. Les chercheurs et les spécialistes de la zone qui ont participé à ce numéro ont donc essayé d'apporter une réflexion stratégique originale, loin du sensationnalisme médiatique, afin de fournir de nouvelles grilles de lecture et surtout, d'anticiper de manière prospective tous les défis liés à cette région.

Présentation du dossier

La présente livraison d'*Orients Stratégiques* est composée d'une carte, d'un grand entretien et de dix articles. La carte que nous avons choisie pour illustrer les tensions actuelles est issue de l'ouvrage de Gilles Kepel, *Sortir du chaos* (2018, Editions Gallimard). Nous la devons au géographe Fabrice Balanche (Université Lyon II) qui y décrit précisément la fracture régionale sunnites-chiites et également les conflits intra-sunnites qu'il ne faut surtout pas négliger. Puis, c'est un grand entretien avec Pierre Razoux qui ouvre ce numéro et qui nous dévoile un panorama général de la situation dans le Golfe, tout en évoquant les positions et les rôles de tous les grands acteurs régionaux et internationaux dans la crise actuelle.

Dans le premier article, « *La contribution de Jean Chardin à l'image de l'enfermement continental de la Perse* », Thomas Flichy nous propose un saut dans l'Histoire et, grâce aux *Voyages en Perse* de Jean Chardin (1711), nous aide à comprendre comment ce manque d'investissement maritime historique est finalement à l'origine des actuelles stratégies asymétriques iraniennes dans le golfe Persique. Amélie M. Chelly, dans son article, « *Le martyr idéologique iranien : un modèle adopté par le djihadisme sunnite* », nous rappelle que la politique des Gardiens de la révolution iraniens est toute entière orientée dans une préparation doctrinale et « martyrophile » (qui a inspiré d'une autre manière les radicaux sunnites) à la guerre. Elle décrit alors comment, dans le cadre d'un risque de conflit dans le Golfe, la figure idéologique du martyr serait, à n'en pas douter, une arme systématiquement employée, tant côté sunnite que chiite. Dans « *L'interminable crise iranienne* », François Géré analyse les rebondissements intervenus depuis le retrait décidé par le président Donald Trump tant sur la scène internationale qu'en Iran même.

Jean-François Coustillière, dans « *Provocations croisées dans le golfe Persique* », évoque les forces en présence de tous les acteurs qui se font face dans le Golfe arabo-persique, notamment l'Arabie saoudite et l'Iran, et élabore quelques scénarios militaires qui pourraient alors se développer en cas d'embrasement de la région. La contribution de Jean-Paul Burdy, « *Brumes de chaleur sur le détroit d'Ormuz... Importance stratégique maintenue, blocage improbable, architecture de sécurité à redéfinir* » aborde l'importance hautement stratégique du détroit d'Ormuz et avec les tensions de 2019, questionne sur l'état, l'évolution et les éventuels changements de l'architecture de sécurité dans le Golfe. Quant à Alain Rodier, dans son article « *Coups de projecteur sur la guerre secrète au Proche et Moyen Orient* », ce dernier s'intéresse aux coulisses de cette crise et essaie de nous

offrir un éclairage sur la guerre clandestine que sont en train de se livrer tous les services spéciaux dans la zone.

David Rigoulet-Roze, dans « *L'ostracisation du Qatar : un aspect singulier d'une crise multiforme dans le Golfe* », revient sur la fracture intra-sunnites qui oppose le bloc égypto-émirato-saoudien de la « contre-révolution » à caractère « anti-frériste », à la Turquie et au Qatar pro-« frériste ». Il met ainsi en perspective cette ligne de faille avec celle de la rivalité entre sunnites et chiïtes qui caractérise les tensions actuelles dans le Golfe, en se penchant particulièrement sur la position et le rôle de Doha sur l'échiquier régional. L'article de **Barah Mikail**, « *L'Iran, la Syrie, le Golfe et le futur en perspective* », explique l'influence grandissante de l'Iran en Syrie depuis 2011 et questionne sur la pérennité et le devenir de cette présence dans ce pays au prisme de la présente crise du Golfe. **Myriam Benraad**, dans sa contribution intitulée « *L'Irak au cœur de la rivalité stratégique régionale irano-saoudienne* », s'intéresse à l'Irak, pays actuellement traversé par d'importantes manifestations et émeutes dont l'une des revendications, au-delà des griefs liés à la corruption et à la misère, est également la dénonciation de l'ingérence iranienne. Elle nous explique alors comment et pourquoi l'Irak est au cœur de la lutte d'influence régionale entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Enfin, dans « *Golfe : l'après-pétrole reconfigure l'équilibre régional* », **Stephan Silvestre** s'attarde à nous dresser un tableau général des aspects économiques, financiers et énergétiques de cette crise qui touche, rappelons-le, l'un des principaux centres névralgiques (à cause du pétrole et du gaz) de l'économie mondiale.

Roland Lombardi
Paris, décembre 2019



Directeur de publication : Andrée Kotarac

Crédit Photo : akram alrasny (deposit photos), MidoSemsem (deposit photos), 360ber (deposit photos), patera (deposit photos), site officiel du Kremlin, VA Press.

Cette publication n'est pas destinée à la vente



PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

Étude publiée par Patriots for Europe Foundation

25 Boulevard Romain Rolland – 75014 – Paris – France

Numéro de SIRET : 823 400 239 00021

Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo

Directeur : Raphaël Audouard

Publiée en 2021

contact@pfe-foundation.eu

www.pfe-foundation.eu

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.



PATRIOTS

FOR ***EUROPE FOUNDATION***